

GRÈVE À L'EDUCATION

«Un taux de suivi appréciable»

Lire l'article de M. Aziza page 4



Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN

DES EXPERTS POUR LA RÉVISION DES SUBVENTIONS Soutenir le pouvoir d'achat et non les produits

Lire l'article de M. Aziza page 3

BAC ET BEM
SPORTIFS POUR
LES CANDIDATS LIBRES
Les épreuves
du 16 au 27 mai P. 4

SÉTIF

**Plus de 10 millions
d'euros en faux
billets saisis**

P. 4

SABOTAGE D'UN
CENTRE NUCLÉAIRE
**Téhéran accuse
Israël et crie
«vengeance»** P. 5

OPINION

**De la circonscription
administrative,
en particulier,
à l'administration
territoriale, en général,
ou l'urgence d'une
doctrine d'emploi**
Par Boudina Rachid
P. 6 & 7



MOSQUÉES Les appels à ignorer le protocole sanitaire dénoncés

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 4

Djerad salue le rôle des agriculteurs pendant la pandémie «Ils ont été à la hauteur du défi»

R. N.

«Le secteur de l'agriculture a contribué à la lutte contre la pandémie Covid-19 en assurant les produits agricoles essentiels. Nos agriculteurs ont été à la hauteur en approvisionnant l'ensemble des marchés nationaux et en quantités suffisantes », a déclaré, hier, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, à l'ouverture du Forum sur l'investissement agricole et agroalimentaire, qui a pour thème « L'investissement, levier de la croissance agricole et agroalimentaire », organisé au Centre international des conférences «Abdelatif Rahal» (CIC). « En dépit des conditions exceptionnelles, nous avons pu, avec la contribution de l'ensemble des opérateurs dans le domaine, réaliser nombre d'acquis », a ajouté Abdelaziz Djerad, qui a présidé l'ouverture des travaux de ce Forum avec le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Abdelhamid Hemdani, en présence du conseiller du Président, Abdelhafidh Allahoum, des membres du gouvernement, des opérateurs économiques et des experts. Il a également rappelé l'apport important et croissant du secteur de l'agriculture, qui contribue à plus de 2,5 millions d'emplois directs, et dont la part dans le PIB dépasse 12,4%, soit une valeur de production de 25 milliards de dollars en 2020, contre 23 milliards en 2019. « La croissance du secteur constitue un bon indicateur en dépit de la conjoncture difficile qu'a traversée le pays en raison des répercussions de la crise sanitaire », a-t-il ajouté. Abdelaziz Djerad a aussi appelé les différents opérateurs et professionnels à investir en force dans l'agriculture « afin qu'elle puisse contribuer, comme pilier principal, dans la relance économique nationale escomptée ». Pour le Premier ministre, la relance globale du pays « dépend essentiellement de la relance de ce secteur, principal moteur de la croissance et l'appui d'une industrie agroalimentaire efficiente ». Dans ce cadre, le Premier ministre a réitéré son appel à tous les professionnels, les investisseurs, les porteurs de projets, les opérateurs et les partenaires à « adhérer à cet important projet de développement qui contribuera indéniablement à l'édification de l'Algérie nouvelle à laquelle nous aspirons ». Rappelant les efforts de l'exécutif visant à appuyer l'agriculture pour assurer la sécurité alimentaire du pays et réduire la facture d'importation des produits alimentaires, qui dépasse souvent les 10 milliards USD annuelle-ment, M. Djerad a estimé que cette rencontre



visait à donner un nouvel élan au secteur agricole qui connaît une grande dynamique et a réaffirmé la priorité dont il jouit au titre du programme du président de la République qui en fait « un choix stratégique, au vu de ses effets positifs sur le plan socioéconomique ».

AUGMENTER LE VOLUME DES EXPORTATIONS AGRICOLES

Visitant une exposition de producteurs agricoles et d'institutions du secteur, organisée en marge du Forum, M. Djerad a aussi appelé les opérateurs du secteur agricole à établir des antennes à l'étranger, notamment dans les pays voisins, afin de pouvoir commercialiser leurs produits à l'étranger. Pour que leurs produits puissent accéder aux marchés mondiaux, le Premier ministre a insisté sur le respect des normes internationales, soulignant la nécessité d'encadrer la chaîne logistique dans le but de faciliter l'opération d'export. Par ailleurs, M. Djerad a évoqué l'intérêt de « réformer » la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) pour la rendre plus accessible aux agriculteurs, considérant la CNMA comme « un élément fondamental » dans la politique agricole via sa mission d'établir la confiance entre l'agriculteur et l'administration.

Publicité

**RENAULT**
Passion for life

Renault Algérie

Informe son aimable clientèle que l'atelier **RENAULT MINUTE** dénommé **BACHIR BENDAOUD K** localisé au 148 la Zhun Haute Beni Saf 46300 wilaya de AIN TEMOUCHENT, ne fait pas partie de son réseau de Distribution sur cette région et décline toute responsabilité quant aux activités attribuées à sa clientèle.



Appui aux investisseurs dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hemdani a réitéré, lundi à Alger, l'appui de son département aux investisseurs dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire, particulièrement dans le Sud et les Hauts plateaux.

S'exprimant dans une allocution lors du Forum sur l'investissement agricole et les industries agroalimentaires, M. Hemdani a souligné que cette rencontre constitue une occasion pour présenter les potentialités des investisseurs et porteurs de projets dans les domaines du développement agricole.

Le ministre a salué la place particulière qu'occupe son secteur dans le système économique du pays, considérant que le développement de l'agri-

culture algérienne est le fruit des politiques de développement adoptées par l'Etat visant à améliorer la sécurité alimentaire, conformément au plan de relance économique.

Le secteur a adopté des projets efficaces pour améliorer la rentabilité, particulièrement dans les régions du sud, de manière à renforcer la sécurité alimentaire, a fait savoir le premier responsable du secteur.

Les cadres organisationnels de soutien à ces projets ont été renforcés, notamment ceux liés à la gestion des terres agricoles consacrées à l'investissement, a-t-il ajouté.

Evoquant le développement de l'agriculture saharienne qui constitue, a-t-il dit, "l'une des assises de l'économie nationale" affirmant qu'elle "englobe dé-

sormais des pôles agricoles par excellence".

Il a rappelé, à ce propos, la création de l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS) pour la promotion de l'investissement.

"L'ODAS offre des opportunités d'investissement à travers le portefeuille foncier octroyé par l'Etat dans le cadre du guichet unique mis à la disposition des investisseurs pour le développement des récoltes stratégiques conformément aux cahiers des charges", a-t-il précisé.

M. Hemdani a annoncé par ailleurs la création d'un site électronique de l'ODAS pour faciliter les procédures administratives permettant aux opérateurs d'accéder à toutes les informations sur l'octroi du foncier disponible.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

A quoi rime l'ouverture par le parti du président français Emma-

nuel Macron, La République En Marche (LREM), d'un comité à Dakhla, une ville du Sahara occidental sous occupation marocaine ? Dans un communiqué partagé sur le compte officiel de l'ambassade du Maroc en France, le parti LREM argue la nécessité de se rapprocher des Français vivant dans cette zone, de facto mise sous la souveraineté du Maroc, en qualifiant la ville de Dakhla sise dans les territoires sahraouis occupés de « territoires sud du Maroc », mais cela ne peut convaincre personne vu le nombre réduit de Français qui pourraient s'aventurer à vivre dans ces lieux et qui, même s'il en existe quelques-uns, ils auraient plus besoin d'un consulat que d'un comité d'une formation politique. La France officielle, contrairement à d'autres pays, aurait-elle préféré confier la mission de reconnaissance de la souveraineté du Maroc sur le Sahara à un parti politique, de surcroît celui du président Macron, qui n'aurait de toute évidence pas bougé le petit doigt sans l'ordre de l'Elysée.

C'est la politique des « petits pas » du président Macron envers ces anciennes colonies de la France qui restent très sensibles à ses faits et gestes ? Après la politique des « petits pas » sur le dossier mémoriel avec l'Algérie, avançant d'une manière « discontinuée et dispersée, en deçà des attentes », comme l'a relevé le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Amar Belhimer, la France semble emprunter la même tactique sur le chemin d'une reconnaissance de souveraineté

du Maroc sur le Sahara occidental. Et probablement l'ouverture en toile de fond d'un consulat français à Dakhla pour satisfaire les exigences du Roi Mohamed VI et se tailler une part dans les projets d'investissement que fait miroiter le royaume aux pays qui accepteraient d'ouvrir des représentations diplomatiques dans cette ville. Jusque-là, on sait pertinemment que la France épouse les thèses du Maroc à propos du plan d'autonomie pour le Sahara occidental, mais on ne pensait pas, vraiment, que le président français franchisse allègrement le pas de la reconnaissance de la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, comme l'a fait avant lui l'ex-président américain Donald Trump. Car, la sensibilité du dossier ne pourrait pas laisser indifférent le voisin de l'Est, l'Algérie, qui ne resterait pas sans broncher si pareil développement de la situation se produisait. D'ailleurs, rien que ces murmures ont provoqué la colère d'Alger, et on n'a pas hésité à le montrer d'une manière aussi brutale que l'est ce « petit pas » du parti du président français. Dans le même contexte, l'ambassadeur de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) en Algérie, Abdelkader Taleb Omar, a souligné que la politique de la France est « contradictoire et hypocrite », dénonçant la position du parti au pouvoir en France, qui est une « violation » de la légalité internationale et du droit du peuple sahraoui, rappelant la position du Conseil de sécurité onusien et de l'Union européenne en faveur d'une solution pacifique dans un cadre onusien. Et l'Algérie ne s'est jamais cachée de son soutien à la cause sahraouie.

Le Quotidien D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub : 041.23.25.21
Fax et Rédaction : 041.23.25.20

Imp. : Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET : <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél. : 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

Des experts pour la révision
des subventions

Soutenir le pouvoir d'achat et non les produits

La réforme du système des subventions, ou plutôt le recours au ciblage des subventions, s'avère une nécessité absolue pour, à la fois, rationaliser les dépenses de l'Etat mais aussi pour lutter contre le gaspillage, la spéculation et le déséquilibre économique.

M. Aziza

Les intervenants à la journée d'information et d'échange sur «la rationalisation de la consommation et la lutte contre le gaspillage», organisée hier par le Conseil national économique, social et environnemental «CNES» à l'ENA, ont mis l'accent sur la nécessité d'aller vers «le ciblage des subventions et la subvention du pouvoir d'achat». Le Pr Aissa Abdelguerfi, de l'Ecole nationale supérieure agronomique, s'est dit étonné par le fait que le projet de réforme progressive du système de subventions, notamment pour les produits de base (pain, semoule, sucre, huile, eau, électricité, gaz) n'arrive toujours pas à voir le jour. Et ce, sous prétexte qu'il y a une difficulté à définir les catégories de la population devant bénéficier d'aides publiques directes. Pourtant, dit-il, l'Egypte qui compte plus de 80 millions d'habitants, pratiquement le double de la population algérienne, a mis un terme aux subventions pour la production de la farine et du pain, en cessant de fournir des subventions aux minoteries et aux boulangeries. Toutefois, le pain est vendu à un prix subventionné au profit des citoyens ayant un revenu faible ou sans ressources financières. Et de préciser que chaque détenteur de la carte donnant droit aux achats subventionnés peut acheter le pain subventionné.

L'intervenant a regretté le fait qu'en Algérie, l'on continue à subventionner les produits de base permettant aux Algériens, quels que soient leurs revenus, de bénéficier de produits subventionnés, mettant sur le même pied d'égalité les riches et les pauvres, au détriment du Trésor public et de l'économie nationale. Boualem Haddad, vice-président de l'Union nationale des industries agroalimentaires, a précisé, pour sa part, que les subventions sont devenues un frein pour le développement économique, car c'est un facteur qui favorise la spéculation, le gaspillage et parfois l'anarchie, «voire la polémique notamment sur les réseaux sociaux et les médias, sur l'huile de table, le sucre, la semoule et le poulet qui a eu un impact considérable sur les distributeurs du gros et sur les producteurs dans certaines filières». Il a appelé les pouvoirs publics à changer de stratégie ou de re-

voir leur politique sociale en plaidant pour la «subvention du pouvoir d'achat des Algériens et non pas les produits de large consommation». Pour M. Haddad, il faut aller vite dans le ciblage des subventions pour sortir de cet «engrenage», le reste doit financer d'autres secteurs, l'éducation, la santé, l'industrie et autres secteurs économiques.

EAU ET PAIN : UN TAUX DE GASPILLAGE ESTIMÉ À 20%

Réda Tir, président du CNES, a affirmé dans ce sens que les dépenses liées au système social, notamment les subventions de nombreux produits de base, dépassent dans la plupart des cas les 60% à 70% du prix réel des produits. Ce qui entraîne souvent une surconsommation et gaspillage des produits subventionnés. En citant le gaspillage de l'eau et du pain dont le taux est estimé à 20%. Sans oublier, dit-il, le gaspillage de l'électricité et du gasoil qui constitue un lourd fardeau pour l'Etat. Pour rappel, en 2015 et selon les statistiques de l'Union générale des commerçants et des artisans algériens (UGCAA), 120 millions de baguettes de pain ont été jetées dans les poubelles durant le mois de Ramadhan. Mustapha Zebdi, président de l'Association algérienne de protection et d'orientation du consommateur et de son environnement (Apoc), a ouvert une parenthèse pour affirmer que le gaspillage n'est pas propre aux ménages. Il a souligné que différentes institutions doivent être contrôlées et sensibilisées contre le gaspillage du pain. Et de citer les écoles, les centres de formation, les hôpitaux notamment.

Hocine Hamrane, chef de service à la SEAAL, a affirmé, pour sa part, que le Trésor public décaisse 50 milliards de dinars pour payer les sociétés de dessalement de mer. Et d'affirmer que les créances de l'ADE s'élèvent à plus de 57 milliards DA dont 30% enregistrés auprès des administrations. Pourtant, la tarification de l'eau, dit-il, est subventionnée par l'Etat, sachant que le prix de l'eau potable ne reflète guère son coût réel. Et ce, sans parler de la déperdition et du gaspillage liés aux fuites d'eau ainsi que les pertes liées aux mauvaises habitudes des ménages mais aussi aux branchements illicites.

Pharmacie, médecine

Le ministre plaide pour de nouvelles spécialités

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane a appelé, hier, à lancer une réflexion pour l'ouverture de nouvelles spécialités en pharmacie et en médecine fondamentale, mettant en avant la nécessité d'améliorer la qualité de la formation en sciences médicales. Dans son allocution à l'occasion de l'ouverture officielle de la rentrée de la formation en doctorat et de la formation en résident en sciences médicales, diffusée par visioconférence au niveau de tous les établissements de l'Enseignement supérieur, M. Benziane a souligné la nécessité «de lancer une réflexion pour l'ouverture de nouvelles spécialités en pharmacie et en médecine fondamentale et d'accompagner le secteur de la santé dans la production des médicaments pour subvenir aux besoins nationaux et hisser l'Algérie au rang des pays exportateurs». «L'Algérie a, dans une certaine mesure, relevé le défi d'assurer une couverture quantitative de médecins spécialistes à travers les régions du pays, à l'exception de certaines spécialités rares», a ajouté le ministre.

Il a insisté, dans ce sens, sur «la nécessité de poursuivre les efforts pour améliorer la qualité de la formation en sciences médicales, à la faveur d'un travail permanent et d'une coordination avec le ministère de la Santé pour assurer les conditions pédagogiques de la formation, notamment dans les lieux de stage».

A cette occasion, M. Benziane a appelé «la corporation universitaire à déployer tous les efforts pour hisser l'université algérienne au rang des universités mondiales développées, et ce à travers la formation d'étudiants en mesure de réaliser des recherches scientifiques innovantes et de qualité».

Dans cette perspective, «il est nécessaire de réhabiliter les formations en doctorat, en adoptant une stratégie globale inclusive de tous les acteurs pour une prise en charge optimale des besoins effectifs des différents secteurs».

«Le secteur a procédé à l'élaboration d'un nouveau concept pour l'ouverture des domaines de formation au cycle doctorat à lancer à partir de la prochaine entrée universi-



taire, prenant en considération les domaines de recherche dont la priorité est définie dans le cadre des programmes nationaux de la recherche», a fait savoir le ministre. S'adressant aux doctorants, le ministre a appelé à «faire de l'université une locomotive du développement socio-économique sur tous les plans, et ce pour l'édification de l'Algérie nouvelle». Il les a invités à «accorder davantage d'importance à la qualité des thèses soutenues, et ce peu importe la durée de préparation».

Raïna Raïkoum
H. Youcef

Les frustrations du billettiste

Ecrire une chronique, un billet, un édit, une contribution ou tout autre article n'est pas aussi gratifiant que peut le penser le commun des lecteurs. Ce n'est pas tant parce que le lecteur se saisit du texte et lui assigne un sens indépendamment de l'auteur comme le théoricien Roland Barthes, mais plutôt à cause de l'inconnu dans lequel est enfoui ledit texte dont on ne sait pas s'il trouvera grâce aux yeux de la rédaction, échappera à la censure après avoir esquivé l'autocensure, verra le jour et sera véritablement adopté par le lecteur ou adapté à la quantité de sardines que le journal n'enrobe plus (mal) heureusement. L'éphémère satisfaction qui suit la publication du papier est inéluctablement suivie par un sentiment de frustration quant au devenir dudit écrit dans lequel l'auteur laisse toujours une partie de lui. Trouvera-t-il l'écho approprié ? Fera-t-il bouger les choses, sensibiliser qui de droit, attrister les cœurs, apporter de la joie et des solutions et titiller le sens commun ? Ecrire n'est véritablement pas une sinécure surtout quand il est fait dans une langue d'emprunt -un butin de guerre- que seul un lectorat se rétrécissant comme une peau de chagrin continue à utiliser, mais aussi parce que les journaux invendus dépassent de loin ceux vendus du fait de la prépondérance des nouvelles technologies, du prix des journaux, mais aussi de leur absence des étals dans la ré-

gion la plus francophone du pays. La rubrique des lecteurs où se faisait jadis la réaction des lecteurs aura vécu et les réseaux sociaux quand ils existent ne renseignent point et ne renvoient nul signe, ni like, ni commentaire, ni partage. Les ponts entre auteurs et lecteurs sont quasiment inexistant faute de canal de communication, de forum où auteur et lecteur échangent et digressent. La première motivation que l'inspiration engendre butte sur la démotivation que génèrent l'indifférence, l'oubli immédiat et l'incompréhension. La solitude et les frustrations du chroniqueur sont multipliées et celui-ci en arrive à se demander comment vit le billettiste qui est subitement sevré de son billet après tant d'années de communion avec un lectorat qui est toute sa raison d'être.

Faut-il continuer à écrire pour dire avec des mots puisés dans le brouhaha du silence les maux qui continuent à ronger la société ou arrêter de se triturer les méninges, se fatiguer les yeux pour brider son ego et cette passion qui se muent en dictat ? Les frustrations du billettiste sont certes fort nombreuses, mais écrire, comme l'écrivait l'auteur britannique Roger Jon Ellory, «peut servir à exorciser la peur et la haine; ça peut être un moyen de surmonter les préjugés et la douleur... Si tu sais écrire, tu as une chance de t'exprimer..., tu peux offrir tes pensées au monde, et même si personne ne les lit ou ne les comprend, elles ne sont plus piégées au fond de toi».

Tebboune s'entretient au téléphone avec l'Emir du Qatar et le président égyptien

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a eu un entretien téléphonique avec l'Emir de l'Etat du Qatar, son Altesse Cheikh Tamim ben Hamad Al Thani, à qui il a présenté ses félicitations à l'occasion du Ramadhan et ses vœux les meilleurs, ainsi qu'à l'ensemble de sa famille et au peuple qatari frère, a indiqué hier lundi un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'est entretenu par téléphone avec son frère l'Emir de l'Etat du Qatar, son Altesse Cheikh Tamim ben Hamad Al Thani, à qui il a présenté ses félicitations à l'occasion de l'avènement

du mois sacré du Ramadhan et ses vœux les meilleurs, ainsi qu'à l'ensemble de sa famille et au peuple qatari", précise la même source.

De son côté, l'Emir du Qatar a exprimé ses remerciements au président de la République pour ses nobles sentiments et lui a adressé ainsi qu'au peuple algérien ses félicitations pour l'occasion et ses vœux meilleurs".

Le Président de la République a également échangé dans un entretien téléphonique, avec son homologue égyptien, M. Abdel Fattah al-Sissi, les vœux à l'occasion de l'avènement du Ramadhan, selon la même source.

"Le président de la République,

Abdelmadjid Tebboune, et le président de la République Arabe d'Egypte, M. Abdel Fattah al-Sissi ont échangé, lors d'un entretien téléphonique, les félicitations et les vœux à l'occasion de l'avènement du mois sacré du Ramadhan", précise le communiqué.

Lors de leur échange, le président al-Sissi a exprimé au Président Tebboune ainsi qu'au Gouvernement et peuple algérien, les vœux de santé et de prospérité et le Président Tebboune a félicité à son tour son homologue égyptien en lui adressant ainsi qu'au peuple égyptien frère les meilleurs vœux de progrès et de prospérité", conclut le communiqué.

Mosquées Les appels à ignorer le protocole sanitaire dénoncés

El-Houari Dilmi

Dénonçant les appels, via les médias sociaux, à ignorer le protocole sanitaire dans les mosquées durant le mois sacré de Ramadhan, les qualifiant de «diaboliques», le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, a tenu à rappeler que les prières du vendredi et des Tarawih sont interdites à la Grande Mosquée d'Alger. Intervenant sur les ondes de la Radio nationale, le ministre s'est dit «rassuré» par le respect du protocole sanitaire par les fidèles à travers toutes les mosquées du pays, précisant «qu'aucun manquement à cette règle d'or n'a été constaté jusque-là». Mais, a-t-il dénoncé, des appels sont lancés pour «casser» ce protocole sanitaire par des individus «qui ne veulent aucun bien pour l'Algérie», ajoutant qu'il s'agit là de «pratiques diaboliques sans aucun lien avec la religion», a-t-il souligné. Pour le ministre des Affaires religieuses,

ces «manœuvres malfaisantes proviennent des mêmes sites sous des noms différents, qui attaquent l'Algérie et ses institutions comme l'Armée nationale populaire, la santé publique et maintenant les affaires religieuses». Et de préciser que le «cadre global a été fixé aux imams pour éviter la fitna dans nos lieux de culte». «Des parties identifiées veulent saboter le respect du protocole sanitaire dans les mosquées, ce qui va se répercuter négativement sur d'autres pans de la vie collective comme les transports publics, les espaces et places publics, avec ce risque de nous faire retourner à la case départ avec une explosion des cas, comme cela se passe dans de nombreux pays», a alerté Youcef Belmehdi, ajoutant qu'il s'agit pour ce mois de Ramadhan d'une «première expérience des prières surrogatoires (tarawih) par temps de Covid-19, comme celle que nous avons déjà expérimentée avec la reprise de la prière du vendredi dans les mosquées», a-t-il souligné.

Et pour conjurer tout risque de propagation du virus tueur, «nous avons donné des instructions fermes aux imams pour observer la plus grande vigilance et appeler les fidèles à respecter scrupuleusement le protocole sanitaire mis en place par le Comité de suivi de l'évolution de la pandémie de Covid-19», a-t-il insisté. Le ministre a également indiqué que les prières du vendredi et des Tarawih sont interdites à la Grande Mosquée d'Alger jusqu'à nouvel ordre, ceci au vu du nouveau protocole sanitaire qui sera appliqué dans cette mosquée au regard des spécificités particulières de ce lieu de culte, a-t-il déclaré. L'ouverture de nouvelles mosquées dans la capitale et d'autres wilayas du pays va «alléger de la pression qui pèse sur les grandes mosquées et, par conséquent, éviter la propagation du coronavirus». Le ministre a salué, au passage, «l'action des bienfaiteurs et autres donateurs qui ont participé à la construction de nouveaux lieux de culte, un peu partout dans le pays».

Coronavirus : 129 nouveaux cas et 4 décès enregistrés

Cent vingt neuf (129) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 104 guérisons et 4 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué lundi le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière dans un communiqué.

Le total des cas confirmés de Coro-

navirus s'élève ainsi à 118.645 dont 129 nouveaux cas ces dernières 24h, celui des décès à 3.134 cas, alors que le nombre de patients guéris a atteint 82.704 cas, précise le communiqué.

Par ailleurs, 14 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source. En outre, 24 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières

24 heures, 22 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, alors que 2 wilayas ont recensé plus de 10 cas. Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

Alger La circulation fortement perturbée après un accident de la route

Une forte perturbation de la circulation routière a été enregistrée, dans la nuit de dimanche à lundi, suite au dérapage d'un semi remorque sur l'axe de l'autoroute Birtouta-Baba Ali, causant des blessures plus ou moins graves au conducteur, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile de la wilaya d'Alger.

Dans une déclaration à l'APS, le

chargé d'information à la direction de la Protection civile, le Lieutenant Khalel Benkhalfallah a indiqué qu'un semi remorque a dérapé, dans la nuit de dimanche à lundi aux environs de 21h30, sur l'axe autoroutier Birtouta-Baba Ali, causant des blessures plus ou moins graves au conducteur, précisant que le blessé a été évacué à l'hôpital de Douéra.

Le directeur des Travaux publics de

la wilaya d'Alger, Abderrahmane Rahmani a indiqué, de son côté, que les services de la Direction sont intervenus pour la réouverture de cet axe routier, ajoutant que la voie a été dégagée vers 04h du matin.

L'accident a causé un arrêt quasi total de la circulation au niveau de l'entrée sud d'Alger, entraînant un encombrement jusqu'à la wilaya de Blida, a constaté l'APS.

El Oued Près de 100 mille comprimés psychotropes saisis

Près de 100.000 comprimés de psychotropes ont été saisis par la police judiciaire (PJ) relevant de la Sûreté de la wilaya d'El Oued, a-t-on appris lundi auprès de ce corps de sécurité.

L'opération a été réalisée suite à l'exploitation d'informations faisant état d'une activité suspecte de membres d'un réseau criminel activant

dans le transport et la commercialisation de psychotropes dans des quartiers de la commune du chef lieu de wilaya, selon la même source.

Le plan d'intervention de ces services axé notamment sur l'intensification de la recherche et l'enquête enclenchée ont permis de saisir cette quantité d'hallucinogènes durant une action d'achat et de vente, a-t-on ex-

pliqué. Deux personnes impliquées dans cette affaire ont été arrêtées et déférées devant les instances judiciaires, a-t-on ajouté.

De leur côté, les services de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale (GN) de la commune d'Oum Touyour (wilaya d'El M'Ghair) ont saisi 5.500 comprimés de psychotropes.

Sétif Plus de 10 millions d'euros en faux billets saisis

Les éléments de la brigade de Recherche et d'investigation (BRI) de la police judiciaire relevant de la sûreté de wilaya de Sétif ont mis fin aux activités d'une bande spécialisée dans la falsification de monnaie nationale et de devises, composée de trois (3) personnes, et saisi 10,118 millions d'euros en faux billets, a-t-on appris lundi du responsable de la cellule de communication de ce corps constitué, le commissaire Abdelouahab Aissani.

La même source a précisé que cette opération d'envergure, inscrite dans le cadre des efforts des services de la police visant la lutte con-

tre diverses formes de crime économique a permis de neutraliser une bande activant à l'échelle nationale, spécialisée dans la falsification de monnaie nationale et de devises, composée de trois (3) individus issus d'une wilaya frontalière, en plus de la saisie de 10,118 millions d'euros et un véhicule touristique.

Cette opération qui intervient suite à l'exploitation d'informations faisant état de déplacements suspects de trois individus issus d'une wilaya de l'Est du pays, a permis de lancer des investigations se soldant par la localisation des présumés coupables, et de les mettre sous étroite surveillan-

ce, a précisé la même source, soulignant que les trois individus ont été interceptés à bord d'un véhicule dans la cité Fermatou, au chef-lieu de wilaya. La fouille du véhicule a permis de découvrir la somme d'argent falsifiée dissimulée dans la roue de secours, a ajouté la même source. Après le parachèvement des procédures légales, un dossier pénal a été élaboré à l'encontre des trois mis en cause pour "mise en circulation de faux billets en monnaie nationale et en devises ayant cours légal sur le territoire national", a-t-on détaillé, relevant que les mis en cause ont été présentés devant les instances judiciaires.

Grève à l'Education «Un taux de suivi appréciable»

M. Aziza

Les fonctionnaires du secteur de l'éducation des trois paliers, dans différentes wilayas du pays ont répondu au mot d'ordre de la grève nationale de deux jours, à laquelle a appelé le Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'éducation (Cnapeste), selon les initiateurs du débrayage. Le taux de suivi de la grève au premier jour varie entre «50 à 90% dans le secondaire, 30 à 90% dans le moyen et 5 à 30% dans les écoles primaires», selon Messaoud Boudiba, porteparole du Cnapeste.

Contacté, M. Boudiba a affirmé que le taux dans certaines wilayas du pays a atteint les 90%, en citant Boumerdes et Bouira. Et d'affirmer que dans d'autres le taux de suivi était de 80%, en citant Bejaia, Tizi Ouzou, Médéa, Constantine, Annaba, Adrar, Oran, Tiaret et à Alger. Notre interlocuteur a affirmé que la mobilisation pourrait être plus im-

portante au deuxième jour de la grève. Les revendications du syndicat portent essentiellement sur l'amélioration du pouvoir d'achat de l'enseignant, soit «l'augmentation des salaires et la valorisation du point indiciaire».

Le Cnapeste revendique également le recrutement d'enseignants diplômés des Ecoles supérieures, avec la nécessité de revoir le système de recrutement.

A l'instar d'autres syndicats, le Cnapeste insiste sur la nécessité d'appliquer en urgence le décret présidentiel 14-266 du 28 septembre 2014, fixant la grille indiciaire des traitements et le régime de rémunération des fonctionnaires, avec effet rétroactif. Le syndicat réitère aussi les revendications de l'ensemble des travailleurs, relatives aux dossiers de la retraite anticipée et de la médecine du travail. Concernant le volet pédagogique, le syndicat a exigé d'aller vite vers l'élaboration d'une stratégie claire de réforme du système éducatif, des programmes et méthodes.

Bac et BEM sportifs pour les candidats libres Les épreuves du 16 au 27 mai

Les épreuves d'éducation physique et sportive (EPS) pour les candidats libres aux examens du BEM (Brevet d'enseignement moyen) et du Baccalauréat, session 2021, se dérouleront du 16 au 27 mai prochain, a indiqué, hier, un communiqué de l'Office national des examens et concours (ONEC).

L'ONEC informe «l'ensemble des candidats libres, y compris les candidats de l'Office National d'Enseignement et de Formation à Distance (ENEFD) aux examens du BEM et du Bacca-

lauréat, session 2021, que les épreuves EPS se dérouleront du 16 au 27 mai prochain», lit-on dans le communiqué.

A l'occasion, l'ONEC a appelé «tous les candidats libres concernés par ces épreuves, à se rapprocher de la direction de l'Éducation dont ils relèvent, à partir du 25 avril courant, en vue de retirer leurs convocations». Pour rappel, les examens du Baccalauréat se dérouleront du 20 au 24 juin, tandis que ceux du BEM se dérouleront du 15 au 17 juin.

Guelma Chute mortelle d'une étudiante du 3ème étage dans une cité U

Une étudiante à l'université de Guelma a succombé à ses graves blessures après une chute du troisième étage du pavillon de l'une des résidences universitaires de la wilaya, a-t-on appris lundi de la direction locale des œuvres universitaires.

L'étudiante a rendu l'âme, dans la nuit de dimanche à lundi, à l'hôpital El Hakim Okbi de la ville de Guelma, a indiqué la même source dans un communiqué, précisant que la victime a fait une chute mortelle du troisième étage du pavillon

de la résidence universitaire Ghouli Brahim du chef-lieu de wilaya.

La victime a reçu sur place les premiers soins d'urgence prodigués par le staff médical de la résidence universitaire, composé d'un médecin et un infirmier, a précisé la même source, ajoutant qu'en dépit de l'arrivée de l'ambulance en un laps de temps court pour évacuer la victime vers les urgences de l'hôpital El Hakim Okbi et les efforts du staff médical, "l'étudiante n'a pas pu être sauvée".

Tizi-Ouzou 6 individus soupçonnés de meurtre arrêtés

Six (06) personnes, présumées impliquées dans un meurtre commis la semaine écoulée à Ain El Hammam, au Sud-est de Tizi-Ouzou, ont été arrêtées et présentées aux autorités judiciaires, a indiqué lundi un communiqué de la sûreté de wilaya. Les six individus, âgés de 20 à 26 ans, sont soupçonnés du meurtre, mardi dernier vers les coups de 23H, d'un commerçant

de cette localité et la subtilisation de plusieurs effets et d'une somme d'argent de son magasin.

Présentés dimanche devant le parquet de Ain El Hammam, trois d'entre eux ont été mis en détention provisoire pour "constitution d'une association de malfaiteurs pour commission d'un meurtre avec préméditation" et "vol qualifié", et trois autres placés sous contrôle judiciaire.

Sabotage d'un centre nucléaire Téhéran accuse Israël et crie «vengeance»



Téhéran a accusé lundi Israël d'être derrière l'attaque contre son usine d'enrichissement d'uranium de Natanz, promettant une "vengeance" et une intensification de ses activités atomiques alors que des efforts diplomatiques ont lieu pour remettre sur les rails l'accord international sur le nucléaire iranien. L'usine a été touchée par une "petite explosion", a déclaré lundi le porte-parole de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA), Behrouz Kamalvandi. "L'accident a eu lieu au centre de distribution d'électricité. Il y a eu une petite explosion", déclare M. Kamalvandi dans une vidéo pu-

bliée par l'agence iranienne Tasnim. "Il était environ cinq heures du matin" (minuit trente GMT), "heureusement, personne n'a été blessé et la situation est telle que selon moi, ils peuvent réparer rapidement les secteurs endommagés", a ajouté M. Kamalvandi. "Ce que nous avons remarqué c'était le système électrique, l'explosion n'était pas si forte pour tout casser, le faux plafond de l'une des salles de commande était tombé", a-t-il dit. M. Kamalvandi a donné cet entretien allongé sur un lit d'hôpital où il dit avoir été admis après avoir chuté de quelques mètres dimanche lors d'une visite d'évaluation de la situation au

complexe nucléaire de Natanz. Il s'agit "sans aucun doute possible d'un sabotage et nos systèmes de sécurité sont parvenus à (en) identifier l'origine", écrit l'agence de presse officielle Irna, sans plus de détails, en citant le chef de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA), Ali-Akbar Saléhi. De son côté, le New York Times cite des responsables au sein des renseignements israéliens et américains selon lesquels "Israël a joué un rôle" dans ce qui s'est passé à Natanz, où, selon ces sources, "une forte explosion" aurait "totalement détruit (...) le système électrique interne alimentant les centrifugeuses qui enri-

chissent de l'uranium sous terre". L'usine visée, au sein du complexe nucléaire de Natanz (centre de l'Iran), est celle là-même où Téhéran a mis en service ou commencé à tester samedi de nouvelles cascades de centrifugeuses.

«CENTRIFUGEUSES PLUS PUISSANTES»

Ces machines offrent à l'Iran la possibilité d'enrichir plus vite et en plus grande quantité de l'uranium, dans des volumes et à un degré de raffinement interdits par l'accord censé encadrer le programme nucléaire iranien conclu en 2015 à Vienne. Dimanche, l'OIEA avait annoncé que l'usine avait subi dans la matinée un "accident", qualifié d'acte de "terrorisme", ayant entraîné une "coupure de courant" sans faire de victime ni de "pollution". Il est encore "trop tôt" pour déterminer les dommages matériels causés par l'attaque", a déclaré lundi le porte-parole des Affaires étrangères iranien, Saïd Khatibzadeh, tout en notant que des centrifugeuses dites de première génération avaient été endommagées.

M. Khatibzadeh a accusé indirectement Israël de saborder les discussions en cours à Vienne pour tenter de faire revenir Washington à l'accord international de 2015 et de lever les sanctions américaines contre Téhéran. "La réponse de l'Iran sera la vengeance contre le régime sioniste au moment et à l'endroit opportun", a-t-il promis. Selon Irna, M. Saléhi a assuré que "le système électrique de secours (avait) été lancé" lundi et que "dans quelques jours, les centrifugeuses endommagées (seraient) rempla-

cées par des centrifugeuses plus puissantes".

«PIÈGE»

Selon Irna, des députés ont indiqué que le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, avait "insisté (...) sur la nécessité de ne pas tomber dans le piège tendu par les sionistes". "Mais nous ne permettrons pas" qu'Israël fasse dérailler les discussions de Vienne, aurait-il déclaré lors d'une réunion à huis clos au Parlement. Les Etats-Unis, sous la présidence de Donald Trump, ont dénoncé unilatéralement en 2018 l'accord international sur le nucléaire iranien, rétablissant les sanctions américaines qui avaient été levées en vertu de ce pacte.

En riposte, l'Iran s'est affranchi depuis 2019 de la plupart des engagements clés limitant ses activités nucléaires qu'il avait pris à Vienne. Joe Biden, qui a succédé à M. Trump en janvier, a signalé son intention de réintégrer l'accord de Vienne. "Toute tentative de saper les discussions en cours à Vienne doit être rejetée", a déclaré l'UE, qui coordonne ces pourparlers, plaidant pour que "les circonstances" de ce qui s'est passé à Natanz "soient clarifiées très vite". Téhéran a toujours nié vouloir la bombe atomique. Début juillet, une usine d'assemblage de centrifugeuses perfectionnées à Natanz avait été gravement endommagée par une mystérieuse explosion, un "sabotage" d'origine "terroriste", selon Téhéran. Fin novembre, un éminent physicien nucléaire iranien, Mohsen Fakhrizadeh, avait été assassiné près de Téhéran. L'Iran a attribué cette attaque à Israël.

La France s'emploie à faire perdurer le conflit au Sahara occidental

L'ambassadeur de la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD) en Algérie, Abdelkader Taleb Omar a déclaré dimanche que la France "œuvre à faire perdurer le conflit au Sahara occidental", notamment au vu de la décision du parti au Pouvoir (La République En Marche) d'ouvrir une antenne dans la ville de Dakhla occupée, affirmant que le peuple sahraoui "fera face à tous les plans malveillants" entravant son droit à l'autodétermination. Dans une déclaration à l'APS, M. Taleb a fait savoir que "la position du parti au pouvoir en France ne favorise aucune solution politique pour le conflit au Sahara occidental mais accentue plutôt la situation", ajoutant que "la France assume toute la responsabilité de ce conflit qui perdure". "La France coloniale ne veut pas que la cause sahraouie soit réglée dans le cadre de la légalité internationale mais œuvre à faire perdurer le conflit". Et d'enchaîner que le parti français "La République En Marche" veut emprunter le chemin de l'ancien président des USA, Donald Trump, notamment que le parti de Macron qualifie la ville de Dakhla sise dans les territoires sahraouis occupés de "territoires sud du Maroc". Il a justifié la sensibilité de cette décision par le fait qu'elle reflète la politique de la France d'autant qu'elle provient du parti au Pouvoir et non pas d'une simple formation politique même si le ministre français des Affaires étrangères avait déjà affirmé que son pays soutenait une solution mutuellement acceptable.

HYPOCRISIE FRANÇAISE

Dans le même contexte, il a souligné que

la politique de la France est "contradictoire et hypocrite", a-t-il dit dénonçant la position du parti au Pouvoir en France, laquelle constitue une "violation" de la légalité internationale et du droit du peuple sahraoui, rappelant la position du Conseil de sécurité onusien et de l'Union européenne, en faveur d'une solution pacifique dans un cadre onusien. M. Taleb Omar n'a pas exclu, "l'implication de la France dans l'approvisionnement du Maroc en nouvelles technologies dans le domaine de l'armement, comme les drones, les satellites, etc", soulignant que le peuple sahraoui allait affronter par tous les moyens "les plans bellicieux de l'occupation marocaine et ses alliés". La représentation du Front Polisario en France avait exprimé son rejet catégorique de la décision du parti au pouvoir français de créer une antenne à Dakhla dans les territoires sahraouis occupés, par le Maroc, considérant cette décision comme une "violation flagrante du statut juridique" du Sahara occidental. Dans un communiqué de presse, la mission sahraouie a déclaré que le Sahara occidental, selon les résolutions des Nations Unies, "n'est pas soumis à la souveraineté du Royaume du Maroc, qui du même point de vue reste une force d'occupation militaire qui pratique les pires formes d'oppression contre le peuple sahraoui". Le Parti communiste français (PCF) a condamné l'ouverture par le parti "La République En Marche" (LREM), d'une antenne à Dakhla, ville sahraouie occupée par le Maroc, exprimant son soutien indéfectible au peuple sahraoui et à son représentant légitime, le Front Polisario. "Le Parti communiste français (PCF) condamne cette provocation de La République en Mar-



che qui avilit les engagements internationaux de la France et contribue à la destruction du droit international. Le PCF est indéfectiblement aux côtés du peuple sahraoui et de son représentant légitime, le Front Polisario", a indiqué le PCF dans un communiqué, diffusé vendredi.

De son côté, le député du Parti communiste français (PCF), Jean-Paul Lecoq a indiqué que "dix jours avant les discussions au Conseil de sécurité des Nations Unies pour le renouvellement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, la Minurso, nous apprenons que le parti d'Emma-

nuel Macron a décidé pour célébrer les cinq ans de la naissance du mouvement d'ouvrir une antenne de (En Marche) à Dakhla (prétendant) qu'il se situe dans les provinces du Sud du Maroc", "or, Dakhla est une ville du Sahara occidental qui est occupée par le Maroc depuis plus de 40 ans comme l'indique le droit international et plus d'une quarantaine de résolutions des Nations Unies", a tenu à rappeler le député français. Il a affirmé que "ce choix à rebours du droit international du parti présidentiel va dans le sens du choix de Donald Trump, bien qu'il soit encore pire, puisqu'il est fait de manière rampante et sournoise".

De la circonscription administrative, en particulier, à l'administration territoriale, en général, ou l'urgence d'une doctrine d'emploi

«C'est en sciant que Léonard devint scie»

Francis Blanche

Par Boudina Rachid *

2^{ème} partie

On reprochera cependant aux concepteurs du schéma d'aménagement du territoire le fait qu'ils n'ont pas assez, ou très peu, intégré dans leurs analyses et dans leurs projections la problématique de la décentralisation, notion qui, pourtant, est considérée depuis fort longtemps déjà par les spécialistes comme le substrat de toute politique d'aménagement. Attitude, somme toute négligente, qui contredit la dernière loi communale, qui a assez clairement mentionné au titre des compétences reconnues à la commune, particulièrement dans son article 3 qui dispose que «(...) la commune concourt avec l'Etat, notamment, à l'administration et à l'aménagement du territoire (...) et à l'amélioration du cadre de vie des citoyens».

Une façon de dire que c'est au plus près des réalités territoriales que le schéma d'aménagement trouvera à réaliser ses objectifs ultimes. A moins que, et voyant que les acteurs institutionnels supérieurs ne font pas montre d'un ardent intérêt pour la décentralisation, les promoteurs du schéma d'aménagement, en sont venus à ignorer ou à snober l'échelon communal, faisant même croire que la mise en œuvre du schéma territorial peut se passer de la participation des communes. Ce point de vue n'engage que les « architectes » du schéma. Il n'est pas dit que la commune, associée à l'Etat, n'est pas capable d'agir, à son niveau de responsabilité, contre les déséquilibres qui fragilisent la cohésion de son territoire. Les élus locaux, ne doivent pas être mis à distance lorsqu'il s'agit d'améliorer le sort de leurs populations. Elles sont idéalement placées pour dire ce qui serait le mieux pour elles, soit pour lutter contre l'éloignement ou contrer les difficultés de la ruralité, ou plus généralement pour améliorer leur sort.

Reconnaissons toutefois, que la période que nous vivons n'est pas très indiquée pour lancer ou mettre en œuvre un découpage ambitieux ou significativement compliqué. Si découpage il faut, ce qui, paraît-il serait dans les intentions du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire (la presse), ce n'est pas de se lancer dans un projet de grande envergure. Le seul découpage qui soit envisageable dans l'immédiat serait de viser un découpage d'urgence pour rattraper et corriger les coups partis, c'est-à-dire à réhabiliter ce qu'il est possible de réhabiliter par des mesures d'ajustement ciblées. En fait, l'exigence actuelle serait plutôt d'améliorer et de rationaliser l'action de l'administration territoriale par la mise en place d'une organisation pertinente et efficiente et par l'implémentation d'un système de gouvernance qui permet une plus grande efficacité des services territoriaux.

6 - L'ADMINISTRATION TERRITORIALE D'ETAT : DES PROBLÈMES FONCTIONNELS ET STRUCTURELS RÉCURRENTS

Appelés autrefois services extérieurs, les services déconcentrés n'ont jamais fait l'objet d'une réflexion d'ensemble ou d'un quelconque audit, ou d'un simple rapport



qui auraient eu la prétention de poser le moindre diagnostic sur l'état desdits services. Sans prétendre à une présentation pédagogique, on se bornera ici à effectuer un passage en revue, forcément incomplet, pour porter un constat sur leur situation présente, tant au plan structurel que du point de vue des modalités de leur fonctionnement.

Commençons déjà par faire remarquer que l'uniformité de l'organisation de l'administration territoriale d'Etat est en elle-même tragiquement lacunaire. Le choix de ce type d'organisation unique ou uniforme, mis en place dans les premières années de l'indépendance pour préserver l'unité d'action de l'administration, n'a plus aucune raison de perdurer. On est même en droit de dire que désormais il est obsolète. La bonne organisation c'est plutôt d'adapter les services locaux le mieux possible aux buts qui leur sont fixés, selon ses spécificités et chacun selon les engagements pris vis-à-vis des donneurs d'ordres.

On pourra dire par exemple que ce n'est pas acceptable, c'est même extravagant, que l'organisation d'une « petite » wilaya, on n'en citera aucune pour empêcher toute susceptibilité, soit exactement la même que celle de la wilaya abritant la capitale. On peut citer presque à l'infini les situations du genre à travers moult administrations. Il suffit de voir et comparer entre les directions de wilaya pour s'en convaincre.

Plus préjudiciables encore, ce sont ces « doublons » qui infestent le paysage administratif. Ça ne saute pas aux yeux au premier abord, mais ils sont tellement réels et tellement redondants, si seulement on veut bien se donner la peine de les voir de plus près. Ça correspond à une forme et en même temps comme la preuve même de l'improductivité assumée au grand jour par nombre d'administrations. En fait, il ne serait pas honnête, ni correcte d'en imputer la responsabilité aux services déconcentrés. S'il faut blâmer quelqu'un, il faut s'en prendre aux administrations centrales qui ont façonné ces structures et qui, malgré

leurs défauts récurrents et visibles, s'en accommodent et laissent faire, ne sachant pas ou ne voulant pas interrompre des cas qui relèvent parfois de l'évidence. Dans ce domaine, l'urgence serait peut-être de réformer plutôt l'administration centrale. Au-delà de l'aspect normatif, il serait plus utile de faire déjà la chasse à tous ces faux jumeaux qui pourraient dissimuler dans les méandres de chaque organisation des répliques inraïssables.

Pour l'exemple, on citera un cas de dédoublement qui prospère depuis un long moment et dont personne ne semble vouloir s'en saisir pour faire cesser le massacre. C'est même l'exemple archétypal du dédoublement administratif : il a trait au contrôle exercé par les services locaux de la fonction publique et du budget. C'est l'évidence même de services qui se doublent et qui se dédoublent pour procéder à un contrôle surabondant concernant les actes de carrière des fonctionnaires. Ce contrôle redoublé fleurit au vu et au su de ceux qui doivent réagir et qui n'en font rien, alors qu'il suffirait plus simplement de fusionner ces deux services et, pourquoi pas de les rattacher purement et simplement aux services du Trésor, qui effectuent tout compte fait, le même contrôle, peut-être même en mieux et en plus pointilleux.

Tout aussi anormal, est le cas de ces contrôleurs financiers « provinciaux » qui se sont trouvés du jour au lendemain habilités à « contrôler » un lot de deux ou trois ordonnateurs au maximum par contrôleur et qu'on a alignés sur le contrôleur financier de wilaya. Par contraste celui-ci a en (sur) charge le contrôle de toute la masse des autres ordonnateurs implantés au chef-lieu de wilaya. Il s'agit là d'une invention exorbitante à mettre au passif de la Direction générale du budget (DGB), qui prétendait que ce déploiement, hors norme, aiderait à mieux assurer le contrôle des engagements de dépenses des communes et de quelques EPA situés dans les alentours. N'y avait-il pas d'options moins onéreuses ou formules plus adaptables? Ou n'était-ce pas plutôt une démarche délibérée pour faire montre d'une suprématie claironnante vis-à-vis de la Direction générale de la fonction publique (DGFP) en lui imposant un énième caprice sans crier gare.

Que dire aussi de cette manière d'appliquer itérativement la même organisation à tous les secteurs, sans tenir compte ni de leur spécificité ni de leurs caractéristiques ou de leur plan de charge. Pourquoi créer automatiquement des directions de même gabarit dans l'ensemble des wilayas? N'est-il pas plus adapté et plus fructueux que soit choisi l'échelon de sous-direction ou de service dans certaines wilayas à raison du volume, ou encore de la complexité de leur activité? Est-ce déraisonnable que certaines de ces directions ne soient pas représentées au niveau de certaines wilayas, qui ne sont pas objectivement dans le besoin d'une direction en bonne et due forme?

Autre exemple qui détonne, c'est celui des services déconcentrés du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville. Qu'est-ce qu'il a de si extraordinaire ce ministère pour se faire représenter par trois directions en même temps? Comment accepter une telle situation lorsqu'on sait déjà, et prière de ne pas se sentir offensé, que le plus clair du travail du secteur est effectué par des bureaux d'étude attirés, contre espèces sonnantes et trébuchantes, cela va de soi? Tout un bataillon, auquel il faudra rajouter l'OPGI, qui dépend lui aussi du même ministère, malgré le fait qu'il soit régi par le statut d'établissement public à caractère industriel et commercial qui contribue toutefois à l'œuvre commune du secteur. Ça vous donne une vraie fausse impression de force de frappe capable de soulever les montagnes. Tout un chacun sait que c'est une impression trompeuse : il suffit de faire le détour par une analyse concrète des attributions concrètes de ces trois directions, pour se rendre compte qu'une seule d'entre elles suffirait à satisfaire am-

plement les objectifs qui sont assignés localement au secteur. Pourtant, Il existe bien un service directement concerné, qui est supposé être chargé de «vérifier au plan juridique leur (les projets de textes) conformité et leur cohérence avec le cadre juridique en vigueur et les objectifs qu'ils sont censés réaliser».

Au sujet de la wilaya elle-même : Il est remarquablement singulier que cette institution persiste à maintenir une organisation qui date de juillet 1994. Ce qui était justifié pour cette période exceptionnelle qui ne pouvait accepter de faire dans le juridisme pur, ne l'est plus du tout pour la période présente. L'institution du conseil de wilaya issu du décret n°94-215 du 23 juillet 1994, n'a plus aucune raison d'être. La wilaya a moins besoin d'une sorte d'assemblée qui se bornerait à donner uniquement des avis, que d'un conseil exécutif en bonne et due forme qui aura pour rôle d'agir et d'exécuter les directives du gouvernement et les délibérations de l'assemblée de wilaya.

Dans ce contexte, il y a lieu aussi de s'étonner que les des deux directions internes de la wilaya, que sont la Direction de l'administration locale (DAL) et la Direction de la réglementation et des affaires générales (DRAG), faisant ensemble l'objet du décret 95-265 du 6 septembre 1995, aient perpétué et conservé, depuis cette date, le même dispositif opérationnel. En comparaison et à juste raison, toutes les autres directions de wilaya ont été retouchées, qui une fois, qui plusieurs fois, par leur ministère de tutelle. Le ministère de l'Intérieur, dans toutes les déclinaisons et variations qu'il a connues depuis lors, a toujours maintenu la même configuration de ces deux directions, pensant, ou laissant penser, qu'elle constitue la formule gagnante. Rien n'est plus improbable. Quand on sait que postérieurement à 1994, la Constitution a été plusieurs fois révisée, qu'il y a eu une nouvelle loi sur la wilaya, on reste pour le moins perplexe sur les raisons de cet attentisme.

La DRAG, pour la nommer, aurait dû être irrémédiablement impactée par tous les textes qui recouvrent son champ d'attribution, ne serait-ce que les lois en relation avec l'exercice des libertés publiques qui justifieraient de remanier amplement son organigramme. Elle pourrait, par exemple, y troquer une nouvelle organisation en vue de condenser les attributions dont elle est désormais redevable et pour tout à la fois se donner une dénomination actualisée, comme celle de Direction des affaires juridiques, de la police administrative et de la citoyenneté (DAJPAC), articulée en trois services comme suit :

- un service des affaires juridiques et du contentieux : qui sera chargé du contrôle de légalité des actes administratifs des communes, hormis les actes à caractère financier, de fournir les conseils et les soutiens juridiques relativement à la légalité des activités de la wilaya, de représenter les intérêts de celle-ci devant toute instance judiciaire ou administrative, de traiter les recours (gracieux et juridictionnels), de rédiger les mémoires en défense ainsi que les mémoires présentés en intervention, au suivi des délais etc. ;

*Ex-DRAL/MG pour ceux qui s'en souviennent
Suite en page 7

De la circonscription administrative, en particulier, à l'administration territoriale, en général, ou l'urgence d'une doctrine d'emploi

Suite de la page 6

- Un service de la police administrative et de la délivrance des titres (cartes nationales d'identité, passeports), autorisations d'exercice des activités réglementées, de rédiger les règlements de la wilaya, de traiter les questions relatives à l'ordre public, à la sécurité et à la tranquillité, de veiller à la réglementation de la circulation des personnes et des biens, certificats d'immatriculation, permis de conduire, installations classées, détention armes de chasse, séjour et circulation des étrangers, mise en oeuvre de la réglementation générale (débits de boissons, foires et salons, armes, sécurité privée, affichage publicitaire, etc.), de veiller à l'application de la réglementation économique (soldes périodiques, commission urbanisme commerciale), d'assurer de concert avec l'organe concerné le suivi du recensement général de la population, assurer le suivi et traitement des questions relatives aux migrants etc. ;

- un service de la citoyenneté: il sera chargé de l'organisation des élections, de prendre en charge les déclarations de manifestations, réunions publiques, création, modification, création fusion ou dissolution des associations, partis politiques, comités de quartier etc.

Tout comme la DRAG, la DAL est vouée à une réorganisation pour structurer plus utilement ses relations avec les communes et même pour justifier l'appellation d'administration locale.

Dans ce cas d'ailleurs, elle devra changer aussi de dénomination pour prendre le titre de Direction de l'administration territoriale, du contrôle et de l'appui aux communes (DATCAC). Elle pourrait possible- ment disposer de quatre services:

- un service de l'administration et des finances : chargé de préparer et d'exécuter les budgets (d'Etat et décentralisé), collecter les informations relatives à l'élaboration du budget, consolider les prévisions budgétaires, de tenir les tableaux de bord de l'exécution des budgets, veiller à la préparation, l'élaboration de l'ensemble des documents comptables.

Il s'assure de la bonne application de la réglementation budgétaire et comptable, prend soin de la régularité de la liquidation de la dépense et des opérations de mandatement qui en résultent, prend soin de conserver les archives comptables. En outre, il est chargé d'engager et de mettre en oeuvre les procédures relatives à la passation des marchés et contrats de tous types, il accompagne et contrôle le suivi technique des projets dont il a la charge en relation avec les maîtres d'oeuvre et les bureaux d'études et procède à l'exécution budgétaire des dépenses en s'assurant de la régularité des engagements et des paiements qui en découlent ;

- un service du patrimoine et des immobilisations corporelles. Il est chargé de gérer et de garder en bon état de fonctionnement tous les actifs de la wilaya. Il planifie les opérations de maintenance sur la base d'un calendrier, veille à la gestion des stocks et surveille le remplacement du matériel obsolète ou réformé. Il prend en charge la gestion des matériels, du parc automobile et de tout autre moyen logistique nécessaire au fonctionnement de la wilaya ;

- un service des ressources humaines : outre la gestion administrative

opérationnelle (recrutement, affectation, gestion des positions spéciales, départs à la retraite, déclarations sociales etc.), le service coordonne, développe et gère l'ensemble des activités concourant à la mobilisation et au développement des ressources humaines de l'institution. Il met en place une politique de gestion prévisionnelle des ressources humaines, projette un plan de formation dans le court et le moyen terme et insuffle un climat d'apaisement au sein de l'institution en améliorant la communication transversale entre services et en assurant des réunions périodiques avec les partenaires sociaux ;

- un service du contrôle des actes des communaux à caractère financier et du conseil aux communes : il est chargé de l'exercice du contrôle de légalité des budgets et comptes des communes, apporte d'aide, conseil et expertise juridique aux communes. Il promeut et assiste l'organisation et la mise en oeuvre les projets d'intercommunalité, intervient pour encadrer et coordonner l'assistance technique apportée aux communes par les services déconcentrés. A un niveau plus élevé, on constate que le secrétaire général de la wilaya, vit formellement des attributions qui lui sont dévolues par l'arrêté interministériel du 3 mai 1992, qui les limite à trois services (synthèse, documentation et archives). A vrai dire, tout le monde, du moins les gens qui sont dans le circuit, savent que le secrétaire général n'a d'attributions que celles que lui concède le wali. Même, si sachant que la mission originelle du secrétaire général est de représenter le wali en son absence, ou d'assurer son intérim, il n'est pas rare que la collaboration entre ces deux grands commis de l'Etat tient à des considérations de confiance ou à l'humeur, que dès lors que cette confiance vient à manquer, le secrétaire général se retrouve, du jour au lendemain, prié « d'inaugurer les chrysanthèmes ». C'est pourquoi et pour éviter qu'une telle situation préjudicie au statut du secrétaire général, et somme toute au bon fonctionnement de la wilaya, il serait plus cohérent de gratifier celui-ci d'un bloc d'attributions à qualité. Ainsi, on pourrait envisager un rattachement systématique au secrétariat général tous les services communs, pour ne pas dire toute la logistique de la wilaya (finances, ressources humaines, patrimoine). Mais est-ce bien suffisant pour valoriser le secrétaire général, option, qui bien évidemment commanderait la réorganisation de l'actuelle DAL? On en douterait. Certains trouveront même bizarre qu'on en soit revenu à faire du neuf avec du vieux.

En fait, et au-delà de cette catégorie d'attributions qui ressortent à l'origine du concept même de Secrétaire général, supposé être responsable de la partie purement administrative, notre vision est, qu'au-delà de la représentation du wali ou de la coordination de l'activité des services déconcentrés, où il agit comme simple mandataire, on pourrait envisager que le secrétaire général aurait à se consacrer à des préoccupations d'un autre calibre. Un rôle qui le verrait s'occuper de la coordination des politiques publiques, d'assurer le suivi du plan d'aménagement de la wilaya, d'assister le wali dans la coordination de l'action des services chargés d'assurer l'ordre public, ou même de se consacrer à la gestion des crises et d'animer la communication institutionnelle. Une

autre option paraissant probable, serait d'instituer un poste de secrétaire général adjoint. A vrai dire, ce scénario ne pourrait être raisonnablement entrevu que pour certaines wilayas comme Alger, Oran, Constantine, Annaba et peut-être d'autres wilayas qui justifieraient d'un surcroît d'activités. Dans ce contexte, le secrétaire général céderait ses prérogatives originelles à son adjoint et aurait à s'acquitter des préoccupations envisagées plus haut. Prerogatives auxquelles on pourrait adjoindre des préoccupations plus sociétales comme la politique de prévention de la délinquance, de la toxicomanie, de la sécurité routière, de la sécurité sanitaire, de la sécurité des installations industrielles, ou à d'autres problèmes typiques à leur wilaya d'affectation. Il aurait aussi à se préoccuper de promouvoir la politique des pouvoirs publics en relation avec la société civile et les acteurs économiques, de veiller à entretenir la cohésion sociale, de recevoir les élus et de formaliser les analyses politiques et sociales pour les besoins du gouvernement. Dans cette perspective, le secrétaire général pourrait disposer d'un service dédié, organiquement construit autour de quelques problématiques opportunément délimitées.

Dans un autre registre, concernant toujours l'organisation de la wilaya, prise ici comme illustration du premier degré de l'administration déconcentrée, on est en droit de se poser la question sur le fait que la wilaya ne dispose pas d'un service informatique en propre. En quoi et sachant que la mission spécifique de la direction de wilaya des transmissions nationales est sanctuarisée à travers la mission d'assurer la permanence des liaisons gouvernementales et le bon fonctionnement des systèmes d'information de la wilaya, pourrait remettre en cause l'existence d'un service informatique autonome destiné aux services de la wilaya ?

Serait-ce inconcevable que la wilaya puisse disposer de son propre service informatique, sinon de sa propre direction informatique, à l'ère du tout numérique. Certes, la direction des transmissions doit continuer à assurer le monopole des missions opérationnelles de supervision et de maintenance des réseaux informatiques et télécoms officiels, mais est-ce suffisant comme motif pour que la wilaya ne puisse pas mettre en place un service informatique parallèle. Un service qui, à minima, serait dédié à la gestion des logiciels et autres applications, à constituer des banques de données et de sauvegarde personnalisées au profit des services utilisateurs de la wilaya, ou à construire des applicatifs tels les budgets, la comptabilité, la gestion des marchés et d'en assurer le support par les moyens appropriés.

La situation présente, qui voit la direction des transmissions seule sur la place est de nature à préjudicier au personnel des services opérationnels de la wilaya qui, manquant de pratiquer l'informatique au quotidien, pourraient en venir à désapprendre l'appropriation de l'outil informatique ou de se désintéresser purement et simplement. D'ailleurs, le système d'information d'une administration ne doit pas se résumer à des équipements ou à un réseau d'ordinateurs, c'est surtout un projet informatique global, qui vit et grandit au jour le jour avec des per-

sonnels permanents qui lui sont dédiés. En soi, on ne pourrait même pas se prévaloir d'un problème de moyens, car si demain, la wilaya aura son service informatique autonome, l'avantage c'est qu'elle n'aura pas à recruter du personnel neuf, il suffira de reverser à son profit une partie de la task-force de la direction des transmissions. Ce qui est rassurant en plus, c'est que cette solution n'induirait aucun désagrément aux budgets des deux institutions, vu que tout ce beau monde émerge au budget du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire. Pour le reste et d'évidence, le service concerné trouverait son gîte, soit au secrétariat général, soit à la DAL.

Concernant la daïra : la définition de cette circonscription, et tout à la fois du rôle du chef de daïra, a toujours été une énigme, soit pour les personnes qui lui sont extérieures, soit même pour celles des personnes qui «baignent» dans le contexte de l'administration locale. Certains chercheront une explication facile qui les rassure, pensant que le dénombrement « à la Prévert » des attributions de cette institution, suffit à la situer par rapport aux autres administrations locales. Rien n'est moins sûr. En fait c'est une institution à géométrie variable.

La loi sur la wilaya n'a pas jugé utile que ce haut fonctionnaire doive bénéficier de ses honneurs. De fait, le chef de daïra n'existe, quasiment, qu'à travers les délégations qu'il reçoit du wali. Au point que la daïra elle-même peut être considérée, de fait, comme un poste avancé dépendant de la wilaya.

C'est dire que la définition de la daïra au titre du décret exécutif n°94-215 du 23/07/1994 qui régit l'administration générale de la wilaya, aussi prolifique qu'elle soit, n'est qu'une recension qui n'explique rien du rôle du chef de daïra. Tout est normal lorsqu'on lit que le chef de daïra est chargé d'assister le wali dans ses missions de représentant au niveau de sa circonscription, toutefois, il est malaisé de lire par contraste avec l'article 18 de la nouvelle Constitution révisée de 2020, qui édicte que «Les rapports entre l'Etat et les collectivités locales sont fondés sur les principes de décentralisation et de déconcentration» et, que tout en face la législation persiste à considérer que le chef de daïra «anime, coordonne et contrôle l'activité des communes qui lui sont rattachées».

Animer oui, coordonner dans les domaines ou le président d'APC agit en tant que représentant de l'Etat, c'est encore oui, mais contrôler, la réponse doit être négative. La seule faculté que pourrait s'autoriser le chef de daïra en vertu même de la Constitution, c'est dorénavant de conseiller les communes, surtout les plus faibles et encore doit-il le faire à leur demande. Pour le reste, il n'y a pas lieu de s'inquiéter, le chef de daïra ne va pas chômer. Bien au contraire, en tant qu'acteur institutionnel le plus proche des citoyens, il doit assurer le meilleur accès aux services publics en relation avec les responsables concernés, il est tenu de pourvoir aux missions de sécurité publique de concert avec les autorités en charge de cette mission et en rendre compte au wali, il est chargé de relayer les politiques publiques gouvernementales, d'accompagner et de conseiller les APC dans le do-

maine technique et l'expertise juridique, d'assister et de soutenir les projets sectoriels implantés dans sa daïra, d'animer les services déconcentrés de sa circonscription. Sans oublier, qu'il est tenu d'être aux avant-postes dans les situations de crise ou d'événements exceptionnels au cours desquels il organise et coordonne l'intervention des moyens de secours.

A la vérité, le rôle du chef de daïra est appelé à être chamboulé, sans parler de celui qui se verrait chapeauté par le wali délégué. Un scénario invraisemblable pour qui connaît le fonctionnement de l'administration locale. Quant au chef de daïra «affranchi», lui aura surtout besoin de se situer sans mode d'emploi par rapport à l'embrouillamini institutionnel annoncé.

En toutes hypothèses, le chef de daïra continuera d'accomplir plus un rôle de missionnaire que d'un administrateur territorial. Il sera, de plus en plus, exigé de lui d'agir comme accompagnateur, comme médiateur et comme facilitateur. Ce n'est pas tout, en effet même lorsque ce n'est pas inscrit dans les textes, Il lui sera suggéré, en filigrane, d'œuvrer pour maintenir la cohésion sociale, d'analyser et de rendre compte du climat social, économique et politique qui prévaut au sein des communes de sa circonscription et d'être un bon communicant, et que tout cela soit fait avec tact, réserve et diplomatie.

Il existe aussi de plus cocasses situations que celles rapportées plus haut. Pire, elles existent au vu et au su de tous, sauf pour celui qui ne veut ni voir, ni entendre. Il en est même de tellement criantes qu'on oserait dire qu'elles ne peuvent exister qu'avec une complicité, à un niveau ou à un autre, qu'elle fut passive ou objectivement active. Pourtant, au départ, ce sont loin d'être des situations irrémédiables. Au pire, ce sont le plus souvent de simples dysfonctionnements qui réclament des thérapies de simple bon sens mais, qui finissent malheureusement par compromettre tout redressement possible.

Bien sûr qu'il y aura, ici comme ailleurs les objections habituelles, ou même de la résistance, ouverte ou larvée, et des récriminations, surtout venant de ceux qui occupent des situations rentières acquises au fil du temps et de leur proximité avec quelques chapelles syndicales qui les gratifient de fructueux avantages de carrière. La conclusion est que tout cela doit changer, et que toutes ces anomalies doivent cesser. En premier lieu, et au vu des situations patentes de sureffectifs ou au contraire de sous-effectifs qui caractérisent un grand nombre d'administrations, il importe de redistribuer plus rationnellement le personnel exerçant au sein de ces structures, mal accommodées et mal coordonnées. C'est tout un plan qu'il faut mettre en oeuvre et toute une ingénierie qui ne semble pas malheureusement dans les cordes des institutions qui officient dans ce registre. L'essentiel serait de rassurer les personnels devant être déplacés en œuvrant à mettre en place une politique intelligente de mobilité, soit par un système de dédommagement assorti d'indemnités attractives ou par l'octroi de logements de fonction, ou toute autre mesure pouvant complaire aux syndicats.

Boudina Rachid
A suivre

MEDEA

Déstockage de la pomme de terre d'arrière-saison



Une opération de déstockage «graduelle» de pomme de terre d'arrière-saison vient d'être entamée par les services de la direction de l'Agriculture (DSA) de la wilaya de Médéa dans le cadre de la mise en œuvre du Système de régulation des produits agricoles de large consommation (SIRPALAC), a-t-on appris dimanche auprès du directeur de cette structure.

L'opération, qui est à sa deuxième phase, a permis le déstockage, à ce jour, de pas moins de 12.000 quintaux de pomme de terre d'arrière-saison, et devrait être suivie, dans les prochains jours, par la livraison d'autres quantités, a indiqué à l'APS, Mustapha

Djakkoub. Le but de cette opération est d'assurer un approvisionnement régulier, tant des marchés locaux qu'extérieurs à la wilaya, de ce produit très prisé par le consommateur algérien et de lutter contre les pratiques spéculatives, notamment à l'occasion du mois de Ramadhan, a précisé le même responsable. Des livraisons vers des marchés de gros du centre du pays ont été effectuées, à la faveur de ce dispositif de déstockage, pour garantir la disponibilité de ce produit durant tout le mois de Ramadhan, outre l'approvisionnement des marchés de proximité qui seront ouverts dans la wilaya durant ce mois de jeûne, a signalé le DSA.

GHARDAÏA ET EL-MENEA

Réseau d'électricité : extension et nouveaux équipements

Un investissement de 200 millions de dinars a été mobilisé par la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG) pour le renforcement et l'amélioration du réseau de distribution de l'électricité dans les wilayas de Gharđaia et d'El-Meneaa durant la période estivale, rapporte lundi un communiqué de l'entreprise. Le programme consiste en la réalisation d'un réseau de 39 kilomètres de lignes électriques, dont 24,38 kilomètres de moyenne tension et 14,62 kilomètres de basse tension ainsi que l'installation de 13 nouveaux transformateurs, a indiqué le chargé de communication à la SADEG-Gharđaia, Yahia Abbas. Cet investisse-

ment vise, en plus de faire face à l'accroissement de la demande en période estivale, le renforcement du réseau de transport et de répartition de l'électricité de la wilaya, l'amélioration et la sécurité d'alimentation en électricité et la fiabilité du réseau à travers l'augmentation de la capacité de transit des lignes de transport et la réduction du taux des pertes techniques du réseau.

Les wilayas de Gharđaia et El-Meneaa totalisent 148.298 abonnés au réseau électrique, soit un taux d'électrification de 98,87%, et disposent de 6.350 kilomètres de réseau électrique (moyenne et basse tension) et 3.384 transformateurs, selon les données de l'entreprise.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

El Fedjr 04h46	Dohr 12h49	Assar 16h29	Maghreb 19h24	Icha 20h47
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



ALGER

Circonscriptions administratives : installation des nouveaux walis délégués

Le wali d'Alger, Youcef Chorfa, a présidé, dimanche, la cérémonie d'installation des nouveaux walis délégués de nombre de circonscriptions administratives de la wilaya et ce, dans le cadre du mouvement partiel opéré dans le corps des walis délégués des circonscriptions administratives au niveau de la wilaya d'Alger, après aval du président de la République. La cérémonie d'installation s'est déroulée en présence du président de l'APW d'Alger, Karim Bennour, du chef de sûreté d'Alger, Mohamed Chakour et de représentants d'autres secteurs.

En vertu de ce mouvement, ont été installés M. Merouane Boulessan, en qualité de wali délégué de la circonscription administrative de Rouiba,

M. Fethi Bouzaïd, en qualité de wali délégué de la circonscription administrative de Baraki et M. Yazid Delfi, en qualité de wali délégué de la circonscription administrative de Dar El Beïda. Aussi dans le cadre du mouvement partiel opéré dans le corps des walis délégués des circonscriptions administratives au niveau de la wilaya d'Alger, il a été procédé à l'installation de M. Abdelaziz Djouadi en qualité de wali délégué de la circonscription administrative de Bir Mourad Raïs, M. El Deradji Bouziane en qualité de wali délégué de la circonscription administrative de Bab El Oued et de M. Abderrahmane Dehimi en qualité de wali délégué de la circonscription administrative d'El Harrach.

Dans son allocution, le wali d'Alger a exhorté les nouveaux walis délégués à œuvrer à la prise en charge des préoccupations des citoyens et à leur accompagnement pendant le mois sacré de Ramadhan, concernant l'approvisionnement en eau potable, la mise à disposition de l'éclairage public, les préparatifs des examens scolaires, tous paliers confondus, ainsi que la saison estivale. M. Chorfa a également appelé les nouveaux walis délégués de la wilaya d'Alger à accompagner l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) et à assurer tous les moyens, y compris logistiques, en vue de mener à bien le rendez-vous des législatives du 12 juin prochain.

Ramadhan : journée de sensibilisation aux risques de gaspillage



Une journée d'information et de sensibilisation aux risques du gaspillage a été organisée dimanche par le ministère de la Solidarité nationale, en coordination avec l'établissement public de télévision en faveur de la famille algérienne pour renforcer l'esprit de solidarité et d'entraide, la veille du mois de Ramadhan, indique un communiqué du ministère.

Cette journée d'information intervient dans le cadre des «campagnes de sensibilisation organisées par le ministère autour de plusieurs thèmes intéressants la famille et la société de

manière générale», ajoute le communiqué. La journée a vu la participation de «cadres des ministères de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, et des Affaires religieuses, outre des imams et acteurs de la société civile», selon la même source.

A cette occasion, «un spot publicitaire sera diffusé en faveur des mères de famille les incitant à rationaliser la consommation, en ce sens qu'elles s'occupent de la gestion du budget familial et constituent un facteur d'équilibre à même de sensibiliser les autres

membres de la famille pour banir ces comportements négatifs». A cet effet, des cellules de proximité relevant de l'agence de développement social seront mobilisées sous la tutelle du secteur pour intensifier les sorties de sensibilisation durant ce mois sacré, et introduire le thème de sensibilisation au phénomène de gaspillage en tant que comportement négatif préjudiciable au budget des ménages, et partant les sensibiliser à l'importance d'organiser leur consommation avec les différents aspects de vie y compris sanitaires et économiques.

L'UNEA réitère son soutien constant aux causes palestinienne et sahraouie

L'Union nationale des étudiants algériens (UNEA) a réitéré, dimanche, à partir de Blida, son soutien et son appui constants aux causes palestinienne et sahraouie et leur droit à l'autodétermination. Lors d'une rencontre constitutive de la «Conférence de la dignité africaine», prévue par l'UNEA après le mois du Ramadhan pour soutenir l'Afrique et les peuples opprimés, des cadres de cette organisation estudiantine ont affirmé leur «soutien aux causes palestinienne et sahraouie, au double plan matériel et moral, jusqu'à leur libération».

«Nous demeurons fermes dans nos positions concernant les causes palestinienne et sahraouie, nous briserons le mur du silence et

nous poursuivrons notre soutien à ces deux causes», a indiqué le superviseur général de cette conférence, Djamel Benzekri, dans sa lecture de la déclaration finale clôturant cette rencontre, visant à expliquer et soutenir la politique étrangère algérienne adoptée au sein de l'Union africaine et des organisations internationales.

L'Union nationale des étudiants algériens a également réitéré son refus de toute forme de normalisation avec l'entité sioniste, adressant un message au président américain Joe Biden, en vue de l'annulation de la décision de son prédécesseur, Donald Trump, reconnaissant la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara Occidental. Un appel a été

lancé en vue de l'accélération de l'organisation d'un référendum qui accordera au peuple sahraoui son droit à l'autodétermination.

Des étudiants représentants 24 pays africains, arabes et asiatiques, poursuivant leurs études à l'université «Saâd Dahleb» de Blida, ont pris part à cette rencontre, ayant donné lieu à l'animation de nombreuses communications dans lesquelles les intervenants ont affirmé les positions «indélébiles et inconditionnelles de l'Algérie à l'égard des causes palestinienne et sahraouie». Le chargé de la communication auprès de l'ambassade du Sahara Occidental en Algérie a également pris part à cette rencontre, au même titre qu'un représentant de l'Union africaine.

TÉBESSA

La communication institutionnelle, un élément inéluctable

La problématique de la communication institutionnelle donne à réfléchir sur la capacité des administrations locales à être au diapason du processus des programmes de développement accordés à la wilaya de Tébessa.

Ali Chabana

Informé, rendre compte des opérations inscrites, fournir les statistiques nécessaires sur tel ou tel dossier est une mission et un devoir que tout responsable local doit accomplir en toute clarté, l'opinion locale et la population, en général, ont le droit d'être informées, comme partenaires, selon les lois de la République. Et pour ce faire, certaines directions et organismes publics se sont dotés de sites sur le Web, une bonne idée en soi, sauf que le revers de la médaille n'est guère reluisant.

En se rendant sur ces sites par curiosité, on a l'impression que le temps est figé, pas de quoi satisfaire notre envie de savoir, où en est la situation d'un secteur, ses programmes, ses projets et ses perspectives, tant de questions qui restent souvent sans réponses. Et pourtant les moyens humains et matériels ne manquent pas pour enrichir et développer les sites ouverts, les ressources humaines sont largement disponibles, avec toute cette armada de diplômés universitaires issus des sciences de l'information et de la communication. Il suffit de leur permettre

l'accès aux postes, leur apport technique et leur savoir-faire seront bénéfiques aux administrations soucieuses de développer leur image auprès des citoyens.

La communication institutionnelle est de nos jours, le nerf de la bataille, un élément inéluctable dans la gouvernance performante. L'administré veut avoir un œil sur ce qui se fait dans sa commune, sur le service public, puisqu'il est considéré à juste titre, comme étant le noyau de la dynamique socio-économique.

Les responsables des administrations et entreprises publiques devront se pencher sérieusement sur ce volet de la communication, qui faut-il le dire demeure en-deçà des attentes, un vide qu'il faudra combler, pour que certaines institutions de l'Etat retrouvent leur rôle et leurs missions stratégiques

1 mort et 2 blessés sur les routes

Les services de la Protection civile de Tébessa ont enregistré au cours des dernières 24 heures, 3 accidents de la route, faisant 1 mort (24 ans) et 2 blessés (60-81 ans), a-t-on indiqué de la cellule de presse de la DPC.

Une personne est décédée après

à informer la population et à rendre des comptes.

Certains organismes nagent dans le flou et très peu d'informations et données sont actualisées. La communication est, aujourd'hui, la courroie de transmission, elle doit se caractériser par sa souplesse et son adaptation aux besoins de l'heure. Car les programmes de développement ne devront en aucun cas se contenter d'un simple montage financier, si en même temps ils ne sont pas accompagnés d'une audience communicative, à même de les crédibiliser.

Enfin, il est primordial que les administrations relevant de l'exécutif prennent soin de leurs sites 'Web', à travers une opération lifting, une animation plus porteuse et moins rébarbative, une appréciation qui sera jugée et notée par les usagers.

le renversement de sa voiture, près de la localité d'El Kouif, au nord du chef-lieu, sur la RN 82. A Bekkaria un passager a été blessé, après que sa voiture ait quitté la chaussée, de même que dans un accident une personne a été également blessée.

Ali Chabana

EL TARF

Rush sur les commerces de produits alimentaires

A. Ouelaa

À la veille du mois sacré du Ramadan, c'est la frénésie des ménages vers les marchés, les supérettes et les boucheries pour un maximum de provisions. En effet, dans ces espaces commerciaux, c'est carrément le coude à coude, à défaut d'encombrement. Pour nombreux, selon leurs moyens, les besoins dans les marchés, c'est la

pomme de terre, l'oignon, la laitue, la tomate et d'autres légumes comme les carottes, les navets ou le poireau qui sont achetés. Dans les supérettes, c'est la semoule, l'huile si elle disponible, le café, le sucre, le riz, les olives et autres besoins comme le flani champignons ou mayonnaise qui vont remplir les couffins des uns et des autres.

Les boucheries, c'est aussi leur heure, avec une augmentation

sensible des besoins en viande. En ce sens, il faut faire la chaîne et patienter pour se faire servir. C'est le cas de la boucherie 'El Hana' de Ami Kaddour à Boutheldja où ses clients fidèles des villes d'El Tarf, Annaba sont là pour faire le plein de viande afin de tenir au moins une bonne quinzaine de jours de ce Ramadhan dont les dépenses saignent beaucoup de bourses.

Campagne de nettoyage et de désinfection des mosquées

Une vaste campagne de nettoyage et de désinfection, ciblant 217 mosquées, a été lancée cette semaine à travers les 24 communes de la wilaya d'El Tarf, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction locale des Affaires religieuses et des Wakfs.

Selon Mohamed Kamel Dahem, chef de service à la direction locale des Affaires religieuses, cette vaste campagne de nettoyage et de désinfection se déroule depuis quelques jours en prévision de l'accomplissement de la prière des 'Tarawih' durant le mois de Ramadhan pour que les fidèles puissent être assurés que ces lieux de culte ne présentent aucun risque de contamination par la Covid-19. De nombreux fidèles se sont portés volontaires pour désinfecter ces lieux de culte aux côtés des services de la direction locale des Affaires religieuses et faire en sorte que l'ensemble des dispositions

préventives soient mises en place pour éviter toute contagion, a-t-on ajouté. Tout en insistant sur l'importance du respect du protocole sanitaire mis en place par les autorités compétentes pour protéger les fidèles, la même source a rappelé les recommandations à suivre, notamment la distanciation physique et le port de masque de protection. Après avoir évoqué les différentes dispositions organisationnelles arrêtées à cet effet, la même source a également fait état de la proposition d'ouverture de 217 salles de prière pour la gent féminine, à travers les 24 communes de la wilaya d'El Tarf. Dans le cadre des opérations de solidarité prévues tout au long du mois de Ramadhan, M. Dahem a fait état notamment de la distri-

bution des repas du 'f'tour' aux familles nécessiteuses et autres repas offerts sur place par les restaurants de la 'Rahma'. En plus de la collecte de la 'zakat' de l'Aid et la distribution d'habits pour les enfants orphelins, les services de la direction locale des Affaires religieuses et des Wakfs ont programmé des prêches et des conférences religieuses consacrés au mois de jeûne, en plus de concours religieux et culturels prévus dans les écoles coraniques de cette wilaya frontalière. Un programme religieux en ligne sera également animé par des imams afin de permettre au plus grand nombre possible de fidèles d'être à l'écoute, tout en demeurant à l'abri de tout risque de contamination, a conclu la même source.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

El Fedjr
04h33

Dohr
12h35

Assar
16h15

Maghreb
19h10

Icha
20h33



KHENCHELA

Projet d'un village de vacances

Le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Mohamed Ali Boughazi a affirmé, dimanche après-midi, à Khenchela que l'investissement dans le Tourisme était ouvert à tous ceux qui souhaitent apporter une valeur ajoutée au secteur. Supervisant la pose de la première pierre du projet de réalisation d'un village de vacances, dans la commune de Yabous, le ministre a déclaré que son département ministériel soutenait les vrais investisseurs qui veulent apporter un plus au secteur, faire bouger la roue du tourisme et en faire un secteur créateur de richesses. Après avoir entendu les explications techniques du projet, le ministre a souligné la nécessité de «respecter les délais de réalisation, en tenant compte des normes de qualité, afin que le projet contribue à faire de la région un pôle touristique d'excellence grâce à son relief montagneux».

Lors de son inauguration d'un nouvel hôtel 'quatre étoiles' appartenant à un privé dans la commune d'El Hamma, M. Boughazi a exprimé son admi-

ration pour l'architecture de la structure touristique, qui porte le nombre des structures hôtelières classées, dans la wilaya, à 7 d'une capacité de 682 lits. Le ministre qui s'est enquis de la réalité des obstacles juridiques qui ont empêché l'achèvement du projet de réalisation du parc d'attractions urbain de la commune de Khenchela, dont les travaux ont été suspendus depuis 4 ans en raison des objections de la direction générale des Forêts (DGF), en raison de la nature juridique du terrain sur lequel le projet a été construit, a promis de transmettre cette préoccupation aux autorités supérieures du pays et œuvrer pour y remédier, en coordination avec le ministère de l'Agriculture et du Développement rural.

Le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial a clôturé sa visite, à Khenchela, en visitant la station thermale Hammam Essalihine, dans la commune d'El Hamma, ouverte au public récemment, après la levée des mesures de confinement, dans la wilaya.

JIJEL

Artisanat : renforcement et promotion du travail familial

Le secteur du Tourisme a pris une nouvelle orientation axée sur «le renforcement et la promotion du travail familial» afin de «générer de la richesse et concrétiser le développement durable», a affirmé, dimanche à Jijel, la sous-directrice chargée de la formation, du travail familial et de sa promotion au ministère du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Malika Mebarka. Intervenant au cours d'une rencontre restreinte dans le cadre de la manifestation 'Travail familial au service des handicapés', organisée à la Maison de la Culture 'Omar Oussedik' à l'initiative de la direction locale du Tourisme, Mme Mebarka a indiqué que la tenue de pareilles rencontres traduit «la volonté du secteur de concrétiser la nouvelle orientation de promotion et de renforcement du travail familial pour créer de la richesse et favoriser le développement durable, outre le soutien des initiatives visant la promotion du tourisme local».

La directrice chargée de la formation, du travail familial et de sa promotion au ministère a ajouté que : dans le cadre de l'application de la politique du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, relative à l'amélioration des conditions sociales des habitants des zones d'ombre et reculées et au regard de l'importance accordée par les autorités publiques à un développement socioéconomique compatible avec la notion de développement durable, l'orientation vers un modèle économique différent, à savoir le travail familial, créé puis adopté par le ministère du Tourisme et de l'Arti-

sanat. Le travail familial, a-t-elle ajouté, comprend toute activité de production ou de service exercé au sein d'une famille, d'une manière individuelle ou collective, visant son intégration au développement local. Mme Mebarka a également souligné que les efforts sont actuellement orientés vers le rapprochement de l'administration du citoyen et l'écoute de ses préoccupations en vue d'établir «une feuille de route pour un programme d'action qui contribue à trouver des solutions pour la relance du travail familial en tant que nouveau mécanisme pour booster le développement local et absorber le chômage».

De son côté, le directeur de wilaya du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Zoubir Boukaabache, a indiqué à l'APS que cette rencontre intervient quelques jours avant la tenue des assises nationales du travail familial dont la finalité est de mettre en valeur les potentialités des différentes wilayas en matière de travail familial lequel est exercé à Jijel, notamment dans les secteurs de l'Agriculture et de la Pêche. Il a ajouté, en outre, que 40 familles actives dans le domaine du travail familial dans diverses régions de la wilaya sous la bannière de l'Association 'Et-tahadi' pour les personnes handicapées et participent à la dynamique économique locale.

En marge de la rencontre, une exposition de produits de l'artisanat traditionnel a été organisée avec la participation de plusieurs associations féminines et rurales et des personnes aux besoins spécifiques.

Pénurie de deux médicaments indispensables dans le traitement Les parents d'enfants cancéreux lancent un SOS

J. Boukraâ

Un énième appel a été lancé, par les cancéreux et notamment les enfants et leurs parents suite à la pénurie de quelques médicaments indispensables dans le traitement. Il s'agit du «Erwinase» qui est utilisé en association à d'autres agents chimiothérapeutiques pour le traitement des patients, principalement pédiatriques, atteints de leucémie aiguë lymphoblastique et le «Métahotrexate» utilisé dans le traitement de certains cancers et dans les maladies auto-immunes. Par le biais de notre journal les parents d'enfants cancéreux interpellent les autorités pour trouver une solution à ce problème. «Nous souffrons de cette pénurie depuis déjà quelques mois, Nous demandons au ministère de la Santé d'intervenir, pour nous procurer ces médicaments. Nos enfants souffrent le martyre et ne suivent pas régulièrement leurs séances de chimiothérapie, à cause de la pénurie de ces médicaments et leur état de santé se dé-

tériore», se lamente une maman dont le fils est atteint d'une leucémie. D'autres parents affirment qu'ils «ne cessent de lancer des appels, via les réseaux sociaux et les différentes pages de Facebook, pour solliciter les associations qui activent dans le domaine, l'aide aux malades atteints du cancer, afin de se procurer ne serait-ce qu'une boîte de ces médicaments». «A défaut de ces produits, notamment le Méthotrexate, le pronostic vital des patients est engagé, ce qui a déclenché une panique générale dans les services d'Oncologie pédiatrique» dira le père d'un enfant cancéreux. «Nous demandons des médicaments pour nos enfants, ni plus ni moins. La situation est inquiétante, pour les jours à venir. Une leucémie non traitée peut évoluer rapidement. Ces ruptures de médicaments favorisent la progression de la maladie et les rechutes qui peuvent être fatales pour nos enfants», ajoute-il.

Certaines sources affirment que cette pénurie est due à plusieurs facteurs, dont la crise sanitaire

mondiale actuelle, en sus de la pression subie par l'industrie pharmaceutique mondiale. Contactée, la direction du Centre anti-cancer d'Oran El Hassi a confirmé les propos des malades et de leurs parents. «Ces deux molécules sont en rupture actuellement. Elles ne sont pas disponibles à la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH)». La direction du CAC a rassuré que la majorité des molécules destinées au traitement du cancer sont disponibles. «Nous faisons de notre mieux pour répondre aux besoins de nos malades et même ceux des services d'Oncologie d'autres hôpitaux d'Oran lorsque les médicaments sont disponibles à notre niveau», ajoute la direction du CAC. Notons que le cancer de l'enfant, doit être pris en charge rapidement vu l'évolution fulgurante de certaines formes de tumeurs, notamment les pathologies les plus fréquentes, les tumeurs cérébrales, les leucémies, les lymphomes, les neuroblastomes, rétinoblastomes et néphroblastomes, dont les incidences augmentent chaque année.

Ramadhan

Près de 80 autorisations pour l'ouverture de restos de solidarité

R.L.

Comme à l'accoutumée, un important programme de solidarité en prévision du mois de Ramadhan a été mis en place par la direction de l'Action sociale d'Oran. Pas moins de 84 demandes d'autorisations d'ouverture de restaurants de solidarité ont été déposées par des bienfaiteurs auprès des services de la DAS. Dans ce contexte 77 autorisations ont été délivrées. Ces endroits seront ouverts dans plusieurs quartiers de la ville et des communes de la wilaya et offriront des repas chauds d'Iftar (rupture du jeûne), aux nécessiteux et passagers. Aussi une commission a été mise en place, pour le contrôle de la conformité de ces restaurants de solidarité (contrôle de l'hygiène, la sécurité de structures... etc.). Ces actions ca-

ritatives traduisent l'élan de solidarité envers les couches sociales défavorisées. De son côté la direction de la Santé de la wilaya a pris toutes les dispositions préventives contre des cas d'intoxication alimentaire dans les restaurants d'Iftar collectif.

Ces mesures concernent en particulier les employés de la restauration collective à travers le contrôle médical de tous ceux chargés de la préparation des repas afin de protéger la santé publique et éviter les intoxications alimentaires. Dans ce sens, les mêmes services s'attellent à la mise en place, avant le mois de Ramadhan, d'un contrôle périodique des denrées alimentaires et des viandes utilisées dans la restauration collective, notamment par les restaurants de la «Rahma». Ainsi, durant le mois de Ramadhan de l'année passée près de 52.000

repas chauds emportés ont été distribués. Les repas comprennent notamment du lait, des dattes, une soupe (chorba), un plat de résistance avec viande ou poulet, dinde, jus ou limonade et un dessert. Aussi près de 39.000 couffins ont été distribués par la direction de l'Action sociale, les collectivités locales, et les bienfaiteurs et près de 40.000 couffins distribués par les Associations. Aussi un dispositif particulier d'assistance et d'accompagnement des citoyens pour limiter les répercussions économiques et sociales des mesures de confinement instaurées pour endiguer la propagation du coronavirus en Algérie, a été mis en place. A cela s'ajoute l'allocation de solidarité d'un montant 10.000 DA, qui a bénéficié à 61.111 familles nécessiteuses et celles affectées par les mesures de confinement sanitaires.

Mosquée «Abdelhamid Ibn-Badis» Distribution, hier, de 8.880 logements de diverses formules

J. Boukraâ

Le wali d'Oran, M. Djari, a présidé, hier, une cérémonie de distribution de 8.880 logements, tous types confondus.

La cérémonie symbolique de remise des clés aux bénéficiaires s'est déroulée à la salle de Conférences de la mosquée pôle 'Abdelhamid Ibn-Badis' d'Oran, en présence des autorités locales, d'élus locaux et de représentants de la société civile. Le quota de 8.880 logements est réparti en 5.800 logements location/vente (AADL), 2.300 logements sociaux, 503 logements promotionnels aidés (LPA) et 95 aides destinées au logement rural. Un programme pour l'année 2021 a été élaboré pour l'attribution de 40.000 logements de différents programmes, a indiqué le wali d'Oran auparavant, soulignant que ce programme permettra le relogement des familles, notamment celles résidentes dans le

vieux bâti, en plus de l'éradication progressive de l'habitat précaire qui constitue, depuis de nombreuses années, des points noirs dans les communes de la wilaya. Parmi les 40.000 unités figurent 23.000 logements publics locatifs (LPL) dont environ 19.000 logements location-vente (AADL) et 1.200 logements promotionnels aidés (LPA) faisant partie de l'ancien programme.

Le chef de l'exécutif de la wilaya a fait savoir qu'il sera programmé, dans une première étape à fin-mars prochain, la distri-

bution de 14.600 logements de différentes formules dont 6.500 logements publics locatifs (LPL), 7.700 logements location-vente AADL et 430 LPA ancien programme.

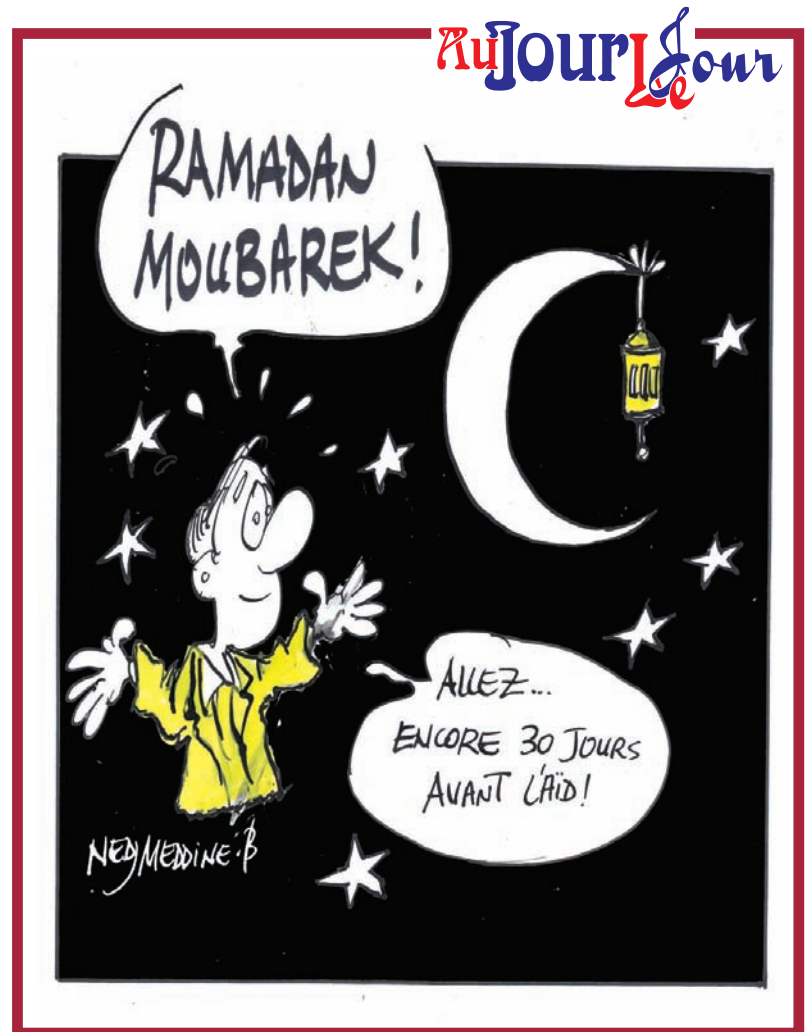
M. Messaoud Djari a indiqué que ses services ont dénombré, jusqu'à aujourd'hui, plus de 175.000 demandes de logements de différentes formules. Toutes les commissions des daïras ont été installées et mises à contribution et sont à pied d'œuvre pour parachever les enquêtes et étudier les dossiers préalablement notés selon les critères en vigueur.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

SAHRAOUI-BRAHIM Karima, 56 ans, Maraval
BOUGHRARA Fatima, 85 ans, St Pierre
HAFIZ Amina, 66 ans, 31 rue Khoudja Mokhtar
BEKOCHE Fatiha, 88 ans, Sananès

Horaires des prières pour Oran et ses environs

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
05h06	13h04	16h45	19h38	21h00



Des chantiers à l'arrêt depuis plusieurs mois

Relance des travaux de plus de 600 logements à Aïn El Beida

D. B.

A l'arrêt depuis plusieurs mois, les travaux de réalisation de quelque 600 logements à Aïn El Beida, dans la commune d'Es Senia, ont été lancés, dans le cadre du programme de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) d'Oran, de l'exercice 2021, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Le délai de construction de ces logements de type F3 est fixé à 24 mois et des instructions ont été données à l'entreprise de réalisation pour accélérer la cadence des travaux pour leur livraison dans les délais impartis, voire même réduire la durée à 18 mois. L'entreprise chargée de la construction de 1.566 LPL, dans la commune d'Es-Sénia, a été installée au titre du programme de l'OPGI d'Oran, ainsi qu'une autre pour la réalisation de 1.566 LPL, à El Kerma et une autre chargée des travaux de construction de 60 unités dans la même commune, relevant de la daïra d'Es-Sénia. Par ailleurs, les travaux de réalisation de 3.000 logements publics locatifs dont 1.000 dans la daïra d'Es-Sénia destinés à la résorption de l'habitat précaire de Sebkhia et 1.000 autres des communes de Oued Tlélat et Béthioua sont achevés, a-t-on fait savoir. La relance des chantiers à l'arrêt concerne aussi les communes de Béthioua, Aïn El-Turck, ou d'importants quotas de logements seront réalisés. Il y a quelques jours, le wali d'Oran, M. Messaoud Djari, a indiqué qu'un plan d'action a été élaboré pour assurer le suivi des projets d'habitat bloqués depuis des années. Le chef de l'exécutif a affirmé que 2.500 logements sur 5.000 à l'arrêt ont récemment été relancés ainsi que de nombreux autres projets. Au passage, le wali a rappelé l'attribution, l'an dernier, de 40.000 logements, dont 20.000 logements publics locatifs (LPL), 18.000 logements de type location-vente 'AADL' et 1.200 'logements promotionnels aidés' (LPA). Outre ces 2.000 logements publics locatifs (LPL) dans le nouveau pôle urbain de Oued Tlélat, sera relancé prochainement, indiquent les services de la wilaya. A l'arrêt depuis la résiliation du contrat avec

l'entreprise chargée de la réalisation, les travaux reprendront dans les prochains jours, a affirmé l'OPGI, assurant qu'une entreprise nationale a été retenue pour les relancer dans les plus brefs délais. Ce quota d'habitat sera scindé en lots pour accélérer la cadence, suivant un calendrier et les livrer dans les délais impartis, a-t-on ajouté. D'autre part, les travaux d'aménagement externe d'un projet de 8.700 logements publics locatifs sont en cours, actuellement, dans le nouveau pôle urbain de Oued Tlélat, notamment pour le raccordement aux divers réseaux. Ce quota sera programmé pour la distribution par étapes, durant cette année.

Pour rappel, le nouveau pôle urbain de Oued Tlélat compte un total de 17.000 logements sociaux dont 6.300 ont été distribués et le restant est en cours de concrétisation.

Par ailleurs et dans un souci de réceptionner le projet dans les délais, des mesures ont été prises par l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) d'Oran, pour accélérer le rythme des travaux d'aménagement extérieurs, et le raccordement aux différents réseaux des 700 logements sociaux locatifs, dans le nouveau pôle urbain de Oued Tlélat, indique un communiqué de la cellule de communication de la wilaya. Une entreprise, chargée de réaliser les travaux d'aménagement extérieurs et raccorder le site aux différents réseaux de gaz et d'électricité, a été installée et respecter ainsi les délais fixés. Un véritable soulagement pour les bénéficiaires de ce programme qui s'inscrit, selon des sources de la wilaya, dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire et vient en application des directives du wali d'Oran. Lors d'une sortie sur site effectuée, dernièrement, par le chef de daïra de Oued Tlélat par intérim, les services techniques de l'OPGI d'Oran, les responsables de la direction de l'Urbanisme et de Sonelgaz Es-Sénia, ont inspecté le chantier et donné des directives pour que la cadence des travaux soit respectée afin de livrer le projet avant la fin de l'année. Dans le même site, les travaux d'aménagement extérieur de 2.400 unités faisant partie du programme de 3.000 logements, sont en cours de réalisation.

مختار

DJEZZY
جزي

Fransabank El Djazaïr a le plaisir de vous annoncer l'ouverture
de sa nouvelle agence à Oran

S lferh ameqqran akun-essaalem s trezmi n tanit d thamaynuth deg Oran

Soyez les bienvenus à notre agence Oran sise à Cité des palmiers, avenue de l'ANP,
commune d'Oran, Wilaya d'Oran

Tél.: 041 22 12 09 / 041 22 12 23 / 041 22 12 30 / Fax : 041 22 11 79



FRANSABANK
EL DJAZAÏR SPA

فرنسابانك
الجزائر شذا

www.fransabank.dz

Aïn El Turck

Les démolitions des masures sur les plages se poursuivent



Rachid Boutlelis

Nouvellement érigées, à même le sable, sur la plage qui s'étend en contrebas de l'Esplanade du 5 juillet, dans la localité de St Germain, sur le territoire de la municipalité d'Aïn El-Turck, des constructions illicites ont été ciblées, avant-hier dimanche, par une opération de démolition.

Le contrevenant qui a été surpris en flagrant délit, par une patrouille de la brigade de protection de l'Urbanisme et de l'Environnement, (PUPE, relevant de la Sûreté de la daïra d'Aïn El Turck, a été conduit au poste de police où un procès verbal a été dressé à son encontre. Des poursuites judiciaires ont été, également, engagées contre lui, indiquent des sources policières. Il importe de noter dans ce contexte qu'auparavant, une action similaire a visé un abri à bateau, nouvellement construit illicitement, sur cette même plage. Les auteurs de cette transgression ont exploité l'interdiction de circuler, promulguée par les autorités sanitaires dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Covid-19, pour tenter de construire cet abri à bateau. Un PV a été dressé à l'encontre des auteurs de cette infraction par les services de police de ladite Sûreté qui ont supervisé cette opération. Notons encore qu'initée par la daïra d'Aïn El Turck, cette opération de démolition, qui se poursuivra dans le temps et ciblera toutes les constructions et extensions illicites opérées sur les plages de la municipalité d'Aïn El Turck, vise à assainir l'environnement

de ces lieux de séjour d'agrément, ayant été en grande partie ruralisé et clochardisé par l'incivilité dont ont fait preuve les responsables concernés, qui ont eu à gérer les destinées de ladite municipalité, ces dernières années. Dans ce même contexte nos sources ont encore ajouté que huit constructions illicites, érigées sur la plage de Bousfer ont été démolies, un mois auparavant. Cette action, qui, au préalable, a été précédée par un constat établi sur les lieux, a été lancée par les services concernés de ladite daïra. Lesdits services tentent, en effet, d'assainir, ainsi, une situation baroque n'ayant que trop perduré, qui a réduit en peau de chagrin la prestigieuse plage de Bousfer, autrefois destination privilégiée de millions de vacanciers, ayant été pitoyablement transformée en un répugnant lieu de regroupement de constructions illicites hideuses. Cette piètre concentration d'exécrables masures, qui était nettement visible de la route, était aussi ceinturée par des amas d'ordures ménagères et autres détritus, déposés par les indus occupants des masures. Cette transgression vivement dénoncée par les riverains de Bousfer-Plage, n'a en toute vraisemblance pas tourmenté la conscience des responsables concernés, indique notre source. Dans la foulée, une autre opération similaire a succédé à celle de Bousfer-Plage, pour toucher une demi-dizaine d'autres constructions et extensions illicites érigées sur les plages du chef-lieu de la daïra d'Aïn El Turck où le même désolant spectacle agresse le

regard du plus imperturbable. Les contrevenants ont également exploité la crise sanitaire. L'infraction en question sur lesdites plages a, effectivement, pris des proportions démesurées, insensées. Il faut dire aussi que le laxisme avéré de ceux qui ont eu à gérer, ces dernières années, les destinées de la principale municipalité d'Aïn El Turck a accouché de cette désuétude, dans laquelle végètent ces plages. A Beau Séjour, principale plage de la municipalité d'Aïn El Turck, c'est carrément un alignement sordide de masures ignominieuses qui trônent hideusement depuis des années sur le sable à proximité du rivage. Ce déplorable constat, qui suscite l'ire et la consternation des riverains, s'est imposé au fil des jours dans les paysages de plage et ce, à la faveur d'un cumul d'incurie, additionné à l'incivilité. Certains accès aux plages ont été en effet carrément obstrués par des riverains, qui se sont adjugé le droit pour réaliser une extension illicite de leurs habitations, allant même jusqu'à ériger des portes, alors que d'autres ont été tout simplement transformés en décharge à ciel ouvert dégageant des odeurs pestilentielles.

Notons dans ce contexte que notre source indique encore que 26 constructions illicites érigées sur une terre agricole ont été démolies un mois plus tôt dans la municipalité d'El Ançor et 25 autres masures construites illicitement sur une autre terre agricole, à Bousfer ont également été ciblées par une opération de démolition moins d'une semaine auparavant.

Sûreté de wilaya

Campagne de sensibilisation contre les accidents de la route

K. Assia

«Tous pour un Ramadhan sans accidents de la route», c'est le thème de la campagne nationale de sensibilisation lancée et explicitée, hier, lors de l'émission radio-phonique de la police nationale via la radio d'Oran. Des cadres de la cellule de la communication et des relations publiques, du service de la voie publique et des psychologues, relevant tous, du corps

de la Sûreté d'Oran, ont passé en revue, le dispositif spécial mis en place par la Police nationale à l'occasion du mois de Ramadhan. Plus de 2.700 policiers, en civil et en uniforme, sont mobilisés pour assurer la sécurité des biens et des personnes, durant ce mois sacré, de sorte que les intervenants ont insisté sur la prudence en évitant l'excès de vitesse et la fatigue souvent à l'origine d'accidents meurtriers. Le dispositif devra garantir

la fluidité de la circulation notamment dans les grands carrefours, ont noté les cadres intervenants, précisant que les mesures prises visent à lutter contre le stationnement anarchique et également contre la vente illicite sur les trottoirs. Les policiers ont appelé au respect du code de la route. Notons que cette campagne va se poursuivre tout le mois de Ramadhan avec pour objectif réduire la criminalité routière.

En perspective de la distribution des logements de la formule «à points» Près de 6.000 dossiers rejetés par la daïra d'Oran

D.B.

En perspective de l'attribution prochaine de près de 8.000 logements sociaux de la formule 'à points', près de 6.000 dossiers de demandeurs de logements ont été rejetés par la commission chargée de l'étude des dossiers, pour diverses raisons, a indiqué le chef de daïra d'Oran. Selon le même responsable, l'opération d'étude des dossiers de près de 45.000 demandeurs, se poursuit toujours à raison de 500 dossiers par jour, pour distribuer ce quota dans les plus brefs délais. Au total plus de 20.000 dossiers ont déjà été épluchés durant les 2 derniers mois. Ainsi, les enquêtes ménages ont permis aux commissions de rejeter près de 6.000 dossiers pour diverses raisons notamment celles concernant les demandeurs qui ont déjà bénéficié d'un logement, d'une aide de l'Etat ou d'une parcelle de terrain et ceux dont les revenus dépassent les 24.000 DA. Le même responsable a annoncé la poursuite des enquêtes ménages notamment de visites inopinées aux familles ayant déposé des demandes assurant que ses services n'hésiteront pas à recourir à la justice con-

tre tout contrevenant. Lors d'une conférence de presse animée, dernièrement, par le chef de daïra, ce dernier a indiqué que les opérations d'attribution de quelque 3900 logements de la formule 'à points' sont programmées entre la fin du mois de mars passé et le mois de juin prochains. Le chef de daïra a aussi annoncé la distribution de 3.000 logements, dans le cadre du RHP et 3.000 autres pour les habitants des Planteurs. En parallèle, M. Rahmouni a signalé que les enquêtes se poursuivent pour le recensement du vieux bâti en perspective d'une opération de relogement.

Pour rappel, il y a 2 mois, le wali d'Oran M. Mes-saoud Djari, avait instruit les daïras pour réactiver les commissions chargées de l'étude des dossiers des demandeurs de logements. Le chef de l'exécutif a en outre insisté auprès des responsables concernés pour accélérer le processus d'étude des dossiers afin de distribuer les logements dans les délais fixés par la wilaya. Les enquêtes qui étaient à l'arrêt à cause de l'épidémie du coronavirus, avaient repris. D'autre part et en perspective de l'attribution prochaine de quel-

que 600 logements sociaux, l'opération d'assainissement des listes des demandeurs de logement se poursuivent toujours dans la daïra d'Es Senia, a-t-on appris, hier, auprès de l'APC d'Es Senia.

A ce titre, indiquent nos sources, près de 3.000 demandes sur près de 21.000 dossiers déposés, ont été rejetées pour diverses raisons, par la commission chargée de leur étude. Ces rejets interviennent après des enquêtes préliminaires qui ont ciblé les demandeurs de logement dans les 3 communes de la daïra d'Es Senia et qui visent à assainir les listes en perspective de l'attribution des 600 logements sociaux en cours de réalisation dans la daïra d'Es Senia. Dans cette daïra où la demande en logements dépasse de loin l'offre, les autorités sont confrontées à un véritable casse-tête pour arrêter une liste des bénéficiaires.

A ce titre, et selon nos interlocuteurs, la daïra a demandé un quota supplémentaire de quelque 1.000 logements sur le programme de 2.900 logements en cours de réalisation à Es Senia, mais qui sont destinés, cependant, aux mal-logés des communes du groupement d'Oran

Préparatifs de la saison estivale

Lancement prochain des travaux de réhabilitation des espaces verts

R. Boutlelis

En parallèle aux travaux d'assainissement des plages et des rues des localités de la daïra d'Aïn El Turck, lancés en fin de semaine écoulée, une opération d'aménagement des espaces verts débutera, dans les tout prochains jours, dans les localités de Bouisseville, Trouville, Paradis-Plage, Claire fontaine et Aïn El-Turck. Selon les services de la commune d'Aïn El-Turck, l'opération s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la saison estivale. Connues pour leur attrait naturel, les communes côtières de la daïra d'Aïn El Turck sont confrontées, depuis plusieurs années, à une urbanisation anarchique et incontrôlée, ayant engendré un manque latent d'espaces verts ou de détente. Presque dans toute la grande baie de cette commune, les parties hautes des plages telles Trouville, Bouisseville, Paradis-Plage, Claire fontaine, Cap Falcon se bousculent des constructions hautes de un à trois étages et de grands complexes hôteliers.

Les quelques rares espaces verts ont fini par être «hap-pés» par le béton.

Lors de la saison estivale, hormis les baignades quotidiennes, les milliers d'estivants qui convergent vers les plages de la corniche, n'ont

aucune autre alternative, pour fuir la chaleur de la nuit. La quête d'un espace vert dans les localités côtières d'Aïn El Turck s'apparente à un parcours du combattant. Dès la tombée de la nuit, les quelques rares espaces encore en sursis, sont pris d'assaut par des dizaines de familles. L'absence d'espaces verts et autres lieux de convergence suscite le désappointement de nombre de familles. En effet, hormis le jardin public de la localité de Claire Fontaine qui, du reste, nécessite plus d'attention et d'entretien, aucun lieu de détente n'a été aménagé pour le besoin. Les quelques rares aires de jeux pour enfants se trouvent dans un état délabré en raison de l'absence de réhabilitation régulière. Sur des sites censés abriter des aires de détente ou de loisirs pour les enfants ou les familles, d'importantes structures en béton ont été érigées, déformant carrément l'aspect touristique de cette contrée. Dans la majeure partie des localités d'Aïn El Turck, les espaces verts ont laissé place à des villas ou autres résidences, obligeant les familles à chercher ailleurs d'autres lieux de détente, notamment du côté de Boutlelis ou Madagh.

Il importe de rappeler, dans ce registre, que l'annonce de la réalisation d'une forêt ré-

créative au lieu-dit 'Aïn Khadja', sur les hauteurs de la commune de Mers El Kébir a suscité la joie des familles qui ont salué cette initiative mais ont vite désenchanté en ne voyant rien venir. Il s'agissait d'une superficie de 20 ha, qui a été ciblée, 3 ans auparavant par une étude de faisabilité, pour le lancement d'un projet d'aménagement qui comprendra, entre autres l'installation d'un mobilier urbain adéquat à ces lieux. Le but était de transformer cette zone en un lieu de détente pour familles.

Un comité de suivi a été chargé d'évaluer les moyens financiers et autres, nécessaires à la réalisation d'une forêt récréative, la première du genre dans cette contrée dont la réception était prévue, selon les estimations au cours de la saison estivale 2014. Le projet de réalisation de cet espace de détente dans cette zone magnifiquement boisée, a malheureusement été mis aux oubliettes, vraisemblablement. Plusieurs autres projets de lieux de loisirs et d'espaces de détente pour familles ont été annoncés, au cours de l'année 2015 dans d'autres zones essaimées à travers le territoire de cette contrée, qui renferme d'énormes potentialités touristiques mais aucun d'entre eux n'a vu le jour.

TLEMCEM

Les réseaux de gaz et d'électricité renforcés

Cinq nouveaux postes de détente de gaz naturel ont été mis en service au profit de 23.500 foyers durant l'année 2020, a-t-on appris hier auprès de Seghiri Boumediene, directeur de l'énergie de la wilaya de Tlemcen.



Khaled Boumediene

Au total, 2.520 branches de gaz naturel ont été réalisées sur un réseau de distribution d'une distance de plus de 150 kilomètres dont près de 336 foyers ont été raccordés au gaz naturel dans les zones d'ombre (32 kilomètres). «Grâce à ces nouveaux postes de détente qui ont permis le raccordement sécurisé au gaz naturel de ces habitations, le taux de raccordement en gaz a augmenté en 2020 pour atteindre les 97 % dans la wilaya qui dispose désormais de réseaux performants répondant aux normes universelles de sécurité, afin d'améliorer le confort de vie de la population», a précisé le directeur de l'énergie. Il faut rappeler dans ce cadre qu'une convention a été signée en 2018 entre la wilaya et la SDO Sonelgaz. L'entreprise Kanagaz a été chargée de réaliser les réseaux de transport et de distribution du gaz. Mais, un retard considérable a été enregistré au niveau du chantier de raccordement de 500 foyers à Béni-Gazli (Oued Lakhdar), ce qui a poussé la direction de l'énergie à saisir le président directeur général de Kanagaz en décembre 2020, pour une meilleure prise en charge et le renforcement de ce chantier par des moyens humains et matériels, afin d'augmenter la cadence des travaux. Selon M. Seghiri, la société de Kanagaz s'est engagée pour la réception de cet ouvrage avant le 30 juin pro-

chain. Il a été en outre recensé près de 10 472 foyers non raccordés en gaz dans 146 localités des 33 communes de la wilaya. Il a été procédé à l'inscription d'un nouveau programme de distribution de gaz pour ces localités.

Dans le même sillage, M. Seghiri a fait savoir que le grand projet de Sonatrach TRC EGPDF de la conduite de diamètre 48 reliant El-Aricha à Beni-Saf, d'une distance totale de 197 Kilomètres (dont 126, 7 Kilomètres font partie du territoire de la wilaya de Tlemcen), connaît un taux d'avancement global de 100%. La mise en service est prévue pour le début de l'année en cours. Cette extension permettra l'augmentation de la capacité d'approvisionnement en gaz naturel algérien au continent européen et de disposer pour le marché national sur l'axe Ouest d'une flexibilité d'exploitation.

Par ailleurs, notre interlocuteur a indiqué que le taux d'électrification de la wilaya est de 99% et ce, grâce à la mise en service de 35 nouveaux postes de transformation en 2020 et la réalisation d'un réseau de plus de 116 kilomètres de moyenne et basse tension ayant permis le raccordement de quelque 1 153 foyers dont 314 dans les zones d'ombre (30 kilomètres). «La qualité de service a été renforcée en 2020 par la création de 24 nouveaux postes cabines sur 52 kilomètres de réseaux et 35 opérations de restructuration du réseau, le rem-

placement des équipements MTA et le remplacement des câbles sur 41,50 kilomètres de réseaux. Les projets d'investissement en cours de réalisation concernent le poste source 400/220 KV à Taouia de la commune d'Ain Fettah, le poste source 60/30Kv de la commune de Hennaya et le poste source 60/30Kv d'Ain El Hout. Les taux d'avancement de ces projets oscillent de 80 à 98%.

Les contraintes rencontrées sont surtout dues au recensement d'environ 6 932 foyers non encore raccordés en énergie électrique, répartis sur 107 centres d'électrification rurale et les quartiers de lotissements sociaux de 25 communes de la wilaya. Il a été procédé à l'inscription d'un nouveau programme d'électrification pour 6 932 foyers et 107 centres», a-t-il commenté.

Pour l'électrification des périmètres agricoles, une convention entre la SDO-Sonelgaz et la direction des services agricoles a été signée en 2018. Près de 220 opérations de raccordements en énergie électrique ont été effectuées dans ce cadre pour la réalisation de plus de 140 km de réseaux, de 39 postes et 180 branchements. Le plan d'action 2021 prévoit 160 kilomètres de réseaux de distribution en gaz et 6 postes de détente gaz, pour le raccordement de 4 675 foyers dont 1 375 foyers dans les zones d'ombre, ainsi que 244 kilomètres de réseaux d'électricité MT/BT pour 1 324 branchements électriques.

CHLEF

Le nombre de nécessiteux en hausse

Abbad Miloud

Dans le cadre de l'opération «solidarité ramadhan», une commission présidée par le directeur de l'action sociale et constituée de représentants de la direction du commerce, de la santé et la population et de la protection civile, installée depuis quelques semaines, s'est réunie plusieurs fois. Elle est chargée de veiller au bon déroulement de l'opération, notamment par une sensibilisation et une meilleure gestion. L'opération de solidarité concerne 61.079 nécessiteux dénombrés lors d'un recensement effectué par la direction de l'action sociale (DAS) en collaboration avec les chefs de daïra et des présidents d'APC, dans le respect des directives du

ministère de la solidarité nationale et de la famille ainsi du wali. On constate une hausse du nombre de nécessiteux, plus 11.471, par rapport à l'année passée.

Les personnes concernées bénéficieront du versement dans leurs comptes CCP d'un montant d'un million de centimes, au plus tard le premier jour du mois de ramadhan. De même, des caravanes de solidarité supervisées par les chefs de daïra seront chargées de transporter divers produits alimentaires aux personnes nécessiteuses et ce à compter de la première semaine du mois sacré. Une enveloppe de 3 milliards de centimes a été débloquée par la wilaya et à laquelle s'ajoutent 15,4 milliards de centimes provenant des subventions dégagées

par les APC ainsi qu'un montant de 3,1 milliards de centimes alloué par le ministère de la solidarité nationale et de la famille. Les différents secteurs étatiques ont participé pour un montant de 9,8 milliards de centimes. La direction des affaires religieuses a participé pour un montant de 500 millions de centimes provenant du fonds de la zakat. D'autre part, 15 restaurants des bienfaiteurs et des associations seront ouverts au niveau de plusieurs communes et serviront des repas chauds, chaque jour durant tout le mois de ramadhan en plus des repas à emporter. La direction de l'action sociale précise enfin que ses services sont disponibles jusqu'à la fête de l'aïd el fitr pour toute information utile.

TIARET

Couffin du ramadhan : 10.000 indus bénéficiaires débusqués

El-Houari Dirmi

L'assainissement des listes des bénéficiaires du couffin de ramadhan a permis de débusquer plus de 10.000 personnes qui percevaient indument cette aide financière. En effet, un travail d'assainissement des listes, mené par la direction de l'Action sociale en collaboration avec les services sociaux des APC et des organismes comme la CNAS, la CASNOS ou encore les servi-

ces de la direction du commerce, a permis de débusquer plus de dix mille indus bénéficiaires, portant ainsi les listes des personnes ouvrant droit à près de 70.000 répartis sur tout le territoire de la wilaya, et qui vont bénéficier d'une aide financière de 10.000 dinars.

Une opération est également lancée par le comité local du croissant rouge pour venir en aide aux personnes nécessiteuses, outre l'ouverture de restaurants par des bienfaiteurs.

Un faux commandant arrêté

E. H. D.

Un individu, âgé de 50 ans, se faisant passer pour un commandant de l'armée nationale populaire, a été pris dans les rets de la compagnie de gendarmerie nationale de Freneda, apprend-on du groupement territorial de la wilaya. Selon la même source, c'est à la suite d'une plainte déposée par l'une de

ses victimes, qui s'est fait déléster de la somme de 120 millions de centimes, que les enquêteurs de la gendarmerie ont pu identifier et arrêter l'escroc. Ce dernier, éleveur de son état, a subtilisé d'importantes sommes d'argent à ses dix-sept (17) victimes, auxquelles il promettait d'intercéder en leur faveur. Déféré devant le tribunal de Freneda, il a été placé sous mandat de dépôt et incarcéré.

Le maire d'Aïn Bouchekif décède dans son bureau

E. H. D.

La mauvaise nouvelle a attristé toute la population de Aïn Bouchekif, à quelque 15 kilomètres à l'est de Tiaret : alors qu'il se trouvait dans son bureau au siège de l'APC, le maire, Boudali Abdelkader, a été pris d'un violent malaise avant de

succomber à une crise cardiaque. Le défunt a rendu l'âme dans son bureau malgré les premiers secours qui lui ont été prodigués par des employés.

Aimé et apprécié pour son travail par la population de Aïn Bouchekif, le défunt maire a été inhumé hier après-midi au cimetière de la ville.

MASCARA

Des logements sociaux attribués

La remise des clés de 1.249 logements publics locatifs (LPL) a été entamée dimanche dans la commune de Mascara suivant un calendrier qui s'étale jusqu'à la semaine prochaine, a-t-on constaté.

Le wali de Mascara, Abdelkhalek Sayouda a procédé, au site d'habitat «Sidi Abdelkader Bendjebbar» de la commune de Mascara, à la remise des clés de 188 logements LPL à leurs bénéficiaires comme premier quota, dans une ambiance de joie des bénéficiaires.

Hier, 144 logements de la même formule ont été attribués dans la commune de Ghriess et 150 autres à Matmore, outre la distribution de 600 aides à l'habitat rural à plusieurs communes de la wilaya.

Les logements distribués dimanche constituent, selon le Directeur général adjoint de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la wilaya de Mascara, Baghdad Zahaf, une première tranche d'un total de 1.249 logements qui seront attribués en quatre opérations.

ADRAR

«Devenir leader dans la production céréalière»

Une récolte de près d'un million de quintaux (qx) de blé est attendue cette saison dans la wilaya d'Adrar, au terme de la campagne de moisson lancée depuis le périmètre agricole «1er Novembre» au sud d'Adrar, a-t-on appris hier auprès de la direction des Services agricoles (DSA).

Cette moisson prévisionnelle se répartit entre le blé dur cultivé sous-pivot avec 724.000 quintaux, le blé dur en culture traditionnelle avec plus de 23.850 quintaux, ainsi que le blé tendre sous-pivots avec plus de 36.495 quintaux et le blé tendre en culture traditionnelle avec plus de 133.300 quintaux, a-t-on indiqué.

La superficie emblavée cette année dépasse les 16.000 hectares pour le blé dur sous pivots et 795 ha en culture traditionnelle, contre 629 hectares pour le blé tendre sous-pivots et 4.434 hectares de blé tendre en culture traditionnelle, a précisé la DSA. Donnant dimanche le coup d'envoi de la campagne de moisson, le wali d'Adrar, Larbi Bahloul, a salué les efforts déployés par les agriculteurs pour développer la céréaliculture au niveau de ce site, en dépit des contraintes naturelles et des conditions exceptionnelles liées à la pandémie de la Covid-19, s'engageant à leur assurer l'accompagnement nécessaire à travers la prise en charge de leurs préoccupations liées à l'électrification et l'assouplis-

sement des procédures. Le chef de l'exécutif de wilaya a également appelé les jeunes à se lancer dans l'investissement agricole en créant des coopératives dans le cadre de la concession agricole, à la faveur des mesures prises par les autorités locales pour renforcer la numérisation et l'assainissement du foncier agricole qui a déjà permis de récupérer 150.000 hectares de terres attribuées et restées inexploitées.

«La wilaya d'Adrar a les capacités de devenir leader dans la production céréalière à l'échelle nationale, et contribuer ainsi au renforcement de l'économie nationale et des exportations hors hydrocarbures», a-t-il estimé.

Pour les besoins de la campagne de moisson de cette saison, 81 moissonneuses ont été mobilisées, en plus de 130 camions pour le transport de la récolte vers les points de collecte, a indiqué le directeur de la coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) d'Adrar, Mokhtar Hamdani.

Un point de collecte supplémentaire a été prévu aussi dans chacune des communes de Zaouiet-Kounta, Aoulef et Amguiden, en plus du renforcement du point de stockage principal à Adrar de deux bascules en vue d'atténuer la pression et d'accélérer les procédures d'emmagasiner, a-t-il également fait savoir.

Ligue des champions d'Europe PSG, Real et City en pole position



Adjal Lahouari

On nous dit que la phase retour des quarts de finale de la Ligue des champions d'Europe s'annonce sur un air de revanche pour ceux qui ont baissé pavillon il y a une semaine. Nous, on veut bien croire à cette éventualité qui redonnerait du suspense à ces empoignades, mais les clubs qui caressent ce projet improbable devront s'inscrire dans la grosse performance. Or, entre vouloir et pouvoir, il y a une sacrée différence, surtout au vu de leurs prestations d'il y a quelques jours. Du côté du Paris SG, tout va bien merci. Vainqueur à Munich, le champion de France va recevoir deux renforts de poids, en l'occurrence son capitaine Verratti et le latéral Florenzi, testés négatifs samedi dernier. L'entraîneur Pochettino n'aura donc que l'embaras du choix pour aligner la meilleure équipe possible. Ce n'est pas le cas du coach allemand Hans Flick, qui doit faire face à une situation vraiment critique. Aux sept absents du match aller, se sont ajoutés Coman, Hernandez et Boateng. Mais, aux dernières nouvelles, ces trois joueurs devraient être bien présents ce soir au Parc des Princes. Avec un score lourd à remonter, la mission s'annonce quasi impossible pour les Bavarois face à des Parisiens beaucoup plus à l'aise avec Neymar, qui sera de nouveau un poison pour les défenseurs du Bayern.

De leur côté, nantis d'un bel

avantage de deux buts, les joueurs de Chelsea croient dur comme fer en leur passage aux demi-finales. Certes, cette marge est appréciable, mais on n'oubliera pas que les Portugais ont affiché de belles capacités dans le jeu et que seule l'efficacité en attaque leur a fait défaut. Porto a été puni alors qu'il dominait et qu'il était proche de l'égalisation déjà en première période. Aussi, les coéquipiers de Marega vont tout faire pour renverser la situation en leur faveur dès le coup de sifflet de l'arbitre. Face à des Anglais bien organisés, c'est à un spectacle prometteur auquel il faut s'attendre au stade de Séville.

Demain, on aura droit à des émotions, surtout dans le stade d'Anfield où Liverpool se trouve au pied du mur après avoir perdu à Madrid. Jamais à court d'arguments lorsqu'il se trouve dans l'embaras, le coach allemand Jürgen Klopp a ironisé sur le petit stade Valdebebas où a eu lieu la match aller, mais il a été « repris » par Jorge Valdano, ancien entraîneur du Real et apprécié consultant des chaînes de télévision espagnoles. En dépit des absences des deux défenseurs centraux et du forfait du polyvalent Lucas Vazquez, le Real est en mesure de terminer le travail et de se qualifier en demi-finales. L'équipe de Zidane plie parfois mais, pour le moment, elle tient le coup il faut le reconnaître. Et puis, son buteur Karim Benzema est dans la forme de sa vie, à tel point que les observateurs et les fans interpellent Didier Deschamps

pour le rappeler en équipe de France en vue de l'Euro et du Mondial 2022, ceci sans croire à cette éventualité étant donné la position tranchée du sélectionneur français. Il n'empêche que Benzema est heureux sans le maillot tricolore, et il fera tout pour aider son club pour reconquérir le célèbre trophée « aux grandes oreilles ». Il faudra cependant surveiller Salah et Mané, les plus dangereux pour la défense madrilène.

Le quatrième match sera-t-il une formalité pour Man City vainqueur chez lui ? Guardiola connaît trop bien les aléas du football pour croire à ce pronostic. La preuve, en championnat, le promu Leeds, en infériorité numérique pourtant pendant la seconde mi-temps, a battu son équipe. Mahrez fera son retour pour ce débat qui s'annonce plus indécis qu'on ne croit. Car cette formation de Dortmund a du répondant avec les jeunes lancés dans le bain, et l'a déjà prouvé malgré sa courte défaite. Il y a que Man City a bénéficié chez lui du talent du duo Mahrez - De Bruyne pour s'imposer sur le fil. Donc, ce duel recèle des attraits que seuls les sportifs avertis subodorent. Tant mieux pour le spectacle de cette Ligue des champions, reine des compétitions des clubs.

Aujourd'hui à 20 h 00

Paris SG - Bayern Munich
FC Porto - Chelsea

Demain à 20 h 00

Liverpool - Real Madrid
Dortmund ... - Man City

Bayern Munich L'appel au calme de Flick

Tendu ces derniers jours, Hans-Dieter Flick est conscient que le Bayern Munich va devoir se montrer très sérieux pour espérer renverser le Paris Saint-Germain. L'entraîneur du club bavarois a appelé à la solidarité à la veille du choc face à la formation française en quart de finale retour de la Ligue

des Champions. «Nous devons rassembler nos forces. Nous devons vraiment faire en sorte de nous calmer. Nous n'avons pas la possibilité de beaucoup nous entraîner, il est donc très important pour les joueurs de bien récupérer et de se vider la tête.

Cela aurait été mieux si nous avi-

ons gagné ce match (contre l'Union Berlin, ndlr), mais maintenant, nous devons nous concentrer sur la Ligue des champions. Nous allons essayer de marquer deux buts de plus qu'eux. Je sens que les joueurs sont impatients de jouer ce match», a indiqué le coach munichois face à la presse.

Everton

Koulibaly, Ancelotti passe son tour

Disponible l'été prochain pour un montant estimé à environ 50 millions d'euros, Kalidou Koulibaly (29 ans) va attirer plus d'un prétendant. Mais ce ne sera pas le cas d'Everton. Contrairement aux rumeurs qui ont circulé ces derniers jours, l'entraîneur des Toffees, Carlo Ancelotti, a assuré qu'il n'est actuellement pas intéressé par le défenseur central qu'il a déjà dirigé à Naples. «Honnêtement, j'ai beaucoup de bons souvenirs de Koulibaly. C'était un bon joueur, un bon gars, un bon ami. Mais,

si vous regardez notre équipe, nous sommes bien couverts car nous avons de bons défenseurs centraux qui sont jeunes et avec beaucoup de talent. Pour ce poste, nous sommes bien couverts pour l'avenir», a assuré le technicien dans des propos rapportés par Sky Sports. Avec déjà Kean, Godfrey, Mina et Holgate de disponible dans ce secteur, l'Italien préfère investir son argent sur d'autres postes...



Dortmund Haaland bien parti pour rester

Comme vous le savez très certainement, l'agent et le paternel d'Erling Haaland (20 ans, 23 matchs et 21 buts en Bundesliga cette saison) ont récemment procédé à une petite tournée européenne pour sonder les clubs intéressés par leur protégé : Real Madrid, FC Barcelone et Manchester City en tête. Mais il n'y aura, a priori, que des déçus cet été ! Sous contrat

jusqu'en 2024, le buteur norvégien a beau regarder ailleurs si l'herbe est plus verte, son sort reste entre les mains du Borussia Dortmund... qui compte sur lui pour le prochain exercice. «Nous avons comme plan très clair de débiter la saison prochaine avec Erling», a ainsi rappelé le directeur sportif des Marsupiaux, Michael Zorc, dans des propos rapportés par RMC Sport.

Real Madrid Benzema Ballon d'Or ?



De nouveau buteur face à Barcelone ce week-end, Karim Benzema s'impose naturellement comme un candidat crédible au Ballon d'Or 2021. A l'instar de Robert Lewandowski au Bayern Munich et de Kylian Mbappé au PSG, l'attaquant du Real Madrid réalise une saison époustouflante et s'impose comme un sérieux concurrent à Lionel Messi et à Cristiano Ronaldo. Auteur de 25 buts toutes compétitions confondues, Karim Benzema peut rêver pour la première fois de remporter le Graal des récompenses individuelles, le Ballon d'Or. Au-delà de la satisfaction sportive, un tel succès permettrait à l'ancien attaquant de l'Olympique Lyonnais de percevoir une juteuse prime financière de la part du Real Madrid, à en croire les informations obtenues par Defensa Central. Et pour cause, le média espagnol croit savoir que lors de sa dernière prolongation au Real Madrid, l'attaquant de 33 ans a négocié une clause incluant une belle prime en cas de Ballon d'Or. Dans le cas où

Karim Benzema remporterait cette distinction individuelle, il percevrait la coquette somme de 2 ME immédiatement, une motivation de plus pour Karim Benzema, plus que jamais l'homme fort du Real Madrid sous la houlette de Zinedine Zidane. Cette pratique est courante au sein du club merengue, qui a toujours récompensé financièrement Cristiano Ronaldo pour ses victoires au Ballon d'Or et qui avait lâché 1 ME de prime à Luka Modric lorsque l'international croate avait obtenu cette récompense suprême en 2018. Reste maintenant à voir si Karim Benzema, à l'apogée de son art depuis plusieurs mois au Real Madrid, parviendra à maintenir ce niveau sur toute l'année civile afin de s'imposer comme le vainqueur naturel devant Lionel Messi, Cristiano Ronaldo, Robert Lewandowski ou encore les invités surprises que pourraient être Kylian Mbappé et Erling Haaland. S'il maintient ce rythme et ce niveau, Karim Benzema peut croire en ses chances et ce ne serait même pas une surprise.

Galatasaray Radamel Falcao se fracture le visage



La star colombienne de Galatasaray, Radamel Falcao s'est fracturé le visage à la suite d'une collision avec un autre joueur lors d'un entraînement, a annoncé dimanche sur Twitter l'équipe turque. «A la suite d'une collision de tête survenue lors d'un entraînement, une fracture des os du visage a été diagnostiquée chez notre joueur Radamel Falcao. Une opération de réduction fermée sous anesthésie est planifiée ce soir», a indiqué Galatasaray.

L'autre joueur impliqué dans la collision, Kerem Akturkoglu se porte bien, mais est placé, «par précaution», sous surveillance médicale, a précisé le club stambouliote.

Galatasaray pointe à la 3ème place du Championnat de Turquie. L'attaquant colombien, qui a passé six ans à l'AS Monaco avant d'atterrir en 2019 à Istanbul, fait partie des stars de Galatasaray. Il a disputé 14 matches de championnat cette saison au cours desquels il a marqué 8 buts.

Football - Ligue 1

Reprise de la phase retour le 4 mai

La Ligue de football professionnel a arrêté la date du début de la Phase «retour» du championnat de Ligue Une de football (20ème journée) pour le mardi 4 Mai 2021.

La reprise des compétitions de

football débutera avec le tour préliminaire de la Coupe de la Ligue, vendredi prochain, suivi des huitièmes de finale fixés aux 30 avril et 8 mai. A l'issue de la 19e et dernière journée de la phase «Aller», l'ES Sétif (17 mat-

ches joués) et la JS Saoura (18) se partagent provisoirement la 1re place avec un total de 36 points pour chacune en attendant la mise à jour du calendrier (10 matches) qui s'étalera du jeudi 15 au vendredi 30 avril.

USM Alger

Le geste classe de Baouche



La nouvelle recrue de l'USM Alger, le défenseur Houari Baouche s'est engagé dimanche à ne percevoir aucun centime de la part de son nouvel employeur, jusqu'à ce qu'il se soit entièrement rétabli de sa blessure et reprenne du service.

Un engagement par écrit, signé au siège du club et accompagné d'une interview explicative, publiés l'un comme l'autre dimanche sur le site officiel de l'USMA, dans un souci de rassurer ses

fans, dont certains avaient très mal réagi après la découverte de cette blessure chez l'ancien latéral gauche de l'USM Bel-Abbès. En effet, les spéculations étaient allées bon train, et certaines rumeurs étaient allées jusqu'à dire que le club s'était rétracté concernant le recrutement de Baouche, qui souffre d'une blessure susceptible de compromettre tout le reste de sa saison. Ainsi, pour mettre un terme à ces spéculations, la direction du club a diffusé cet-

te vidéo explicative concernant sa nouvelle recrue, d'une part pour apporter sa version des faits, et de l'autre pour rassurer les supporters. «Je n'avais aucun problème à mon arrivée à l'USMA, et les radios que j'ai apportées dans mon ancien dossier le prouvent. Ce n'est que lors de ma première séance d'entraînement que j'ai ressenti des douleurs à un péroné, et les examens médicaux que j'ai passés par la suite ont démontré la présence d'une petite fissure. Mais encore une fois, il n'y a rien de méchant. Selon mon médecin, ce pépin ne nécessite que 20 jours de repos» a insisté le joueur. Le recrutement de Baouche (25 ans) est destiné à combler le vide laissé par le latéral gauche Anis Khemaïssia, blessé pour une longue durée. Ce qui permettra également au staff technique de maintenir une certaine concurrence sur ce couloir, avec l'autre latéral gauche du club, Mehdi Beneddine.

WA Mostaganem

Sur la bonne voie !

Le WA Mostaganem ambitionne de réaliser sa deuxième accession de rang, cette fois-ci, en Ligue deux de football tablant sur son départ en trombe dans son groupe Ouest (poule A) du championnat inter-régions. Le WAM, qui n'a pas cessé de manger son pain noir depuis plusieurs décennies après avoir longtemps tenu la dragée haute aux clubs de l'élite, a enchaîné, dimanche, sa cinquième victoire de rang en autant de matches en battant son dauphin, le CS Sidi Chahmi (Oran) sur le score de 3-1. Cette belle victoire a permis aux protégés de l'entraîneur Salem Laoufi de porter à six points l'écart sur leur poursuivant immédiat et adversaire lors de cette 5e journée. Un parcours salué par le président du club, Sofiane Benamar, dans une déclaration estimant que les ré-

sultats enregistrés jusque-là «correspondent aux ambitions affichées avant le début de cet exercice». Il s'est néanmoins empressé pour mettre en garde contre «tout excès de confiance», estimant que le championnat «est encore long d'où la nécessité de poursuivre sur même rythme afin d'atteindre l'objectif tracé, à savoir la montée en deuxième palier». Un objectif que le président Benamar, dont il s'agit de sa deuxième saison à la tête de la formation de «Mosta», s'est fixé avant même le maintien du championnat de la saison en cours, qui a failli être annulé à cause de la crise sanitaire liée au Covid-19. «Malgré l'ambiguïté qui marquait le déroulement ou non du championnat, nous avons pris le risque d'effectuer très tôt notre recrutement en engageant un

coach compétent, en la personne de Salem Laoufi, l'ex-driver de l'ASM Oran, et des joueurs expérimentés à leur tête Tayeb Benramla», a-t-il poursuivi. Le WAM a montré ses muscles dès la première journée, en remportant le derby de la ville face au voisin, l'ESM, une victoire qui a été un «stimulant supplémentaire pour les joueurs», s'est réjoui leur président, également membre du conseil d'administration du MC Oran (Ligue 1). Outre le fait qu'il domine déjà de la tête et des épaules son championnat, le WAM possède la meilleure attaque du groupe avec huit réalisations, ainsi que la meilleure défense avec deux buts encaissés. Des statistiques qui confirment la suprématie de cette équipe, s'est encore félicité son premier responsable.

Ligue des champions d'Afrique

Le Zamalek ne digère toujours pas !

L'entraîneur français du Zamalek, Patrice Carteron, a estimé que son équipe ne méritait pas l'élimination, surtout après son large succès face à Teungueth du Sénégal (4-1), samedi dans le cadre de la 6e et dernière journée de la phase de poule de la Ligue des Champions, rapporte le club égyptien sur son site officiel. «La formation du Zamalek a

marqué 6 buts en deux matches et a réussi à collecter 6 points en 3 matches, mais les conditions n'ont pas servi l'équipe qui ne méritait pas de quitter le tournoi», a-t-il expliqué, ajoutant que lors des trois premiers matches de groupe, l'équipe n'a glané qu'un seul point, ce qui a beaucoup contribué à son élimination. Le coach français a par ailleurs ex-

clu la possibilité que l'Espérance ait fait exprès de se neutraliser avec le MC Alger (1-1) pour éliminer le Zamalek : «Ce sont deux grandes équipes et si j'étais l'Espérance, il serait préférable de jouer à l'avenir devant le MC Alger que devant le Zamalek». Carteron a également écarté l'idée de démissionner, affirmant qu'il continuerait à défendre les chances de l'équipe pour enlever le doublé, estimant que la compétition nationale est plus difficile que la C1. Le Zamalek a étrillé les Sénégalais de Teungueth FC (4-1), mais le second ticket pour les quarts de finale a été enlevé par le MCA qui a tenu en échec l'Espérance de Tunis, déjà qualifiée (1-1). LES Tunis a terminé leader du groupe avec 11 points, devançant de deux points le MC Alger (9 pts) et de trois longueurs le Zamalek (8 pts), tandis que Teungueth FC ferme la marche avec seulement 4 points.



Turquie

Ghezzal passeur et buteur avec le Besiktas



L'international algérien Rachid Ghezzal poursuit sa belle série en Turquie. L'ancien joueur de Leicester a signé avant-hier sa 14e passe décisive de la saison en championnat avant de marquer un somptueux but en deuxième période face à Erzurumspor.

Après un travail collectif, Ghezzal a trouvé dans la surface son coéquipier Ozyakup qui a réussi à marquer le deuxième but pour son club

(26') mais les stambouliotes se sont fait rejoindre au score avant la fin de la première période. Après la pause et suite à une chevauchée extraordinaire et un tir enroulé, Ghezzal parviendra à redonner l'avantage au Besiktas (66'), qui s'imposera au final (4-2). Le club turc s'échappe de 7 points en tête du championnat, devant Fenerbahçe et fait un grand pas pour le titre de champion.

CR Belouizdad

Chérif Hadjar nouvel entraîneur ?



M. B.

En instance de départ de l'Olympique Médéa qui fait face à une crise financière aiguë, l'entraîneur Chérif Hadjar devrait être le successeur de Franck Dumas au CR Belouizdad. Selon nos sources, le natif d'Aïn Témouchent, qui a émis le vœu de quitter la barre technique de l'OM suite aux nombreux problèmes internes, notamment les grèves à répétition des joueurs et le départ de quelques éléments clés cet hiver, serait en pole position pour prendre en charge la barre technique du champion sortant. Les dirigeants du club algérois auraient réactivé récemment la piste du technicien en question, même si pour l'instant aucune annonce officielle n'a été faite. Il faut dire qu'après le départ «forcé» de Dumas, qui ne faisait plus l'unanimité au Chabab, la direction de «Madar Holding», actionnaire majoritaire du CRB, n'a pas voulu perturber l'équipe avant le match décisif face au TP Mazembe dans le cadre de

la 5ème et avant-dernière journée de la phase des poules de la Ligue des champions. D'ailleurs, c'était le duo Rahou - Bakhti qui a drivé l'équipe lors de cette confrontation, permettant au CRB de gagner et d'assurer sa qualification en huitièmes de finale de la compétition. Pour rappel, le départ de Franck Dumas était déjà dans l'air depuis quelque temps, et le match nul concédé à domicile face au WAT (1-1) en championnat a accéléré les choses pour le technicien français qui ne bénéficiait plus de la confiance de son employeur et de ses joueurs. Il a touché comme indemnité trois mois de salaire selon nos sources, sachant que son contrat prendra fin en juin 2022. Dumas qui s'est engagé avec le Chabab, le 13 janvier 2020 a remporté avec ce club un titre de champion d'Algérie et une super coupe en début de saison. Au train où vont les choses, Chérif Hadjar devrait diriger l'équipe dès le prochain match retard face au NC Magra (14ème journée), prévu vendredi (16 h 00).

Ligue 2 - Groupe Ouest Le bilan à mi-parcours



M. Zeggai

Quelles conclusions peut-on tirer de cette phase-aller du championnat de ce groupe ? Il est certain qu'avec ce nouveau système de compétition, on part vers l'inconnu, même si les premiers verdicts sont tombés avec des hauts pour les uns et des bas pour les autres. Cette première manche de ce groupe s'est déroulée également quelque peu dans la confusion avec des actes de violence enregistrés ici et là. La phase-aller a été également assez mouvementée, avec notamment cette valse des entraîneurs qui ne cesse de prendre des proportions alarmantes. Ceci n'a pas empêché certains clubs d'afficher d'emblée leurs prétentions. Après cette première phase, on peut dire sans risque de nous tromper que la première place, qualificative au play-off, se jouera entre le MCB Oued Sly, l'ASM Oran et le CR Témouchent. Quant à la relégation, le suspense reste entier étant donné que quatre équipes seront appelées à rétrograder vers l'éta-ge inférieur.

MCBOS - ASMO - CRT : LE TRIO FAVORI

Dans le haut du tableau, la situation semble favorable au trio MCBOS - ASMO - CRT. En effet, les gars d'Oued Sly et les Asémistes disposent d'une avance confortable de sept points sur le quatrième, le SKAF, dont la dernière défaite à domicile face à l'ASMO lui a été certainement fatale. La première place occupée par le MCBOS s'est avérée surprenante pour certains, mais elle est tout à fait logique étant donné que cette formation a été l'une des premières à avoir bouclé l'opération recrutement et entamé la préparation d'avant-saison. Le team du coach Touhami Sahraoui a terminé la première manche sur le podium après un parcours satisfaisant, avec la meilleure attaque et la plus solide défense du groupe. Son concurrent direct, à savoir

l'ASMO, la plus performante équipe en déplacement où elle a engrangé quatre victoires à l'extérieur, trois sous l'ère de Chérif El-Ouazani Moulay, et une autre avec le nouvel entraîneur, le revenant Hadj Merine. Certains estiment que ce premier bilan est positif, mais d'autres ne sont pas sur la même longueur d'ondes car, pour ces derniers, la place de l'ASMO est parmi l'élite et non dans son antichambre. A présent, les circonstances sont à l'avantage des Oranais pour revenir en Ligue 1, à moins d'un revirement de situation. Pour le CRT, il aurait pu mieux faire s'il n'avait pas concédé inutilement la bagatelle de huit points sur son terrain lors de cette phase-aller. Une perte considérable et pénalisante même pour un team considéré comme l'un des sérieux postulants à la première place, d'autant plus que le président Lahouari Talbi a mis tous les moyens nécessaires et ce, en dépit des difficultés financières rencontrées en début de saison. Le CR Témouchent, seul club invaincu à l'extérieur durant cette première phase, a démontré qu'il possède de solides arguments à faire valoir, mais le plus dur reste à faire.

RÉTROGRADATION : L'USR, L'OMA ET LE CRBAO EN DANGER

Dans la partie basse du tableau, les deux lanternes rouges, l'USR Remchi, l'OM Arzew et le dixième, le CRB Ain Oussera, ont accompli un parcours catastrophique. L'USR et l'OMA ont les plus faibles défenses, les plus faibles attaques du groupe, le même nombre de défaites, huit chacun. Pour les Remchaouis, ce sont là les conséquences de la mauvaise préparation et, surtout le niveau du recrutement faute de moyens financiers et, également, une certaine mauvaise intention de prendre l'équipe en otage. C'est la même remarque pour les Arzéwiens dont la multitude des grèves a influé négativement sur les résultats. Aussi, le manque de considération des autorités loca-

les et de certains proches de l'équipe ont profité de la crise financière pour inciter les joueurs à brandir la menace de la grève avec la complicité des joueurs locaux. De son côté, le CRBAO paye cash l'absence d'infrastructure étant donné que l'équipe a toujours évolué en dehors de ses bases, à Boussaâda et Djelfa, ce qui a constitué un handicap de taille pour les joueurs du Chabab. En revanche, l'IRB El Kerma a été la grande déception de ce groupe. Trois victoires, quatre nuls et quatre défaites, tel a été le bilan partiel de l'Ittihad qui était annoncé prêt à jouer les premiers rôles. Ces résultats en dents de scie ont obligé l'IRBEK à courir derrière un maintien qui semble difficile à assurer compte tenu des écarts minimes entre les menacés à la relégation. Pour le RCB Oued Rhiou, le changement de l'équipe dirigeante et la venue du nouveau président Hamri Abdelhak, qui n'est autre que le fils du premier responsable du RCR, n'ont pas donné lieu aux résultats escomptés chez les inconditionnels des «Rouge et Blanc». Le MC Saïda quant à lui, miné par une crise interne sans précédent en raison des problèmes financiers et la non-qualification de ses recrues, a été totalement perturbé. Mais la bonne réaction lors des trois derniers matches de la phase-aller semble avoir mis du baume au cœur des supporters du Mouloudia. A Khemis Miliana, la politique des vedettes, préconisée par les dirigeants du SKAF, n'a pas été payante. Les derniers résultats de l'équipe le prouvent. Pour la JSM Tiaret, les fans ont exigé la première place, ce qui explique peut-être la précipitation et les erreurs commises dans le recrutement. La formation du Sersou a connu plusieurs contrecoups et le ratage de points précieux à domicile ce qui signifie qu'en football, il est déconseillé de brûler les étapes. C'est le cas du SCAD qui, avec quatorze points à son escarcelle, n'est pas encore sorti de l'auberge. Là, aussi les problèmes financiers ont quelque peu perturbé l'équipe.

Handisport - Judo Le Grand Prix de Bakou transféré à Antalya

Le Grand Prix IBSA de parajudo, prévu en mai prochain, à Bakou, en Azerbaïdjan a été transféré à Antalya en Turquie et aura lieu du 23 au 30 mai, a annoncé, dimanche le Comité de judo de la Fédération internationale de sports pour visuels (IBSA) sur son site officiel. «Le change-

ment de lieu pour le Grand Prix est dû à des restrictions liées à la pandémie de coronavirus (COVID-19). Mais, les organisateurs de l'événement seront toujours le Comité national paralympique de la République d'Azerbaïdjan», a expliqué le communiqué de l'instance internationale. Les résultats

de l'événement offrent des points au classement mondial des athlètes et le concours fait partie du processus de qualification pour les Jeux paralympiques de Tokyo 2020. L'Algérie devrait participer à l'événement avec des athlètes déjà qualifiés et ceux en quête d'une place au rendez-vous nippon.

Coupe de la CAF L'ESS se relance, la JSK accrochée



L'Entente de Setif, un des deux représentants algériens en Coupe de la Confédération africaine de football, a dominé les Nigériens du FC Enyimba (3-0) en match disputé dimanche soir, au Stade du 8-Mai 1945, pour le compte de la quatrième journée de la phase de poules, Groupe A. Les buts de la rencontre ont été inscrits par Karaoui (31'), Ammoura (45'+2), et Djahnit sur penalty à la 65e minute. Une victoire synonyme d'espoir pour l'Aigle noir, car elle porte son capital à quatre points, à deux journées de la fin, faisant que mathématiquement, la possibilité d'une qualification soit de nouveau possible. A condition, bien sûr de bien négocier les deux derniers matches, en espérant en parallèle que les autres concurrents n'en fassent pas de même. D'ici là, l'Entente est troisième du groupe A, ex-aequo avec le Ahly Benghazi, avec quatre points pour chaque club, alors que les Sud-africains d'Orlando Pirates sont devenus les nouveaux leaders, avec huit points, devant le FC

Enyimba, deuxième avec six points. En effet, un peu plus dans l'après-midi, la victoire des Pirates contre Benghazi avait inversé la donne en tête du classement, plaçant le club d'Orlando devant les Nigériens.

L'autre représentant algérien dans cette compétition, la JS Kabylie a été reversé dans le Groupe «B», et il s'est contenté d'un nul vierge (0-0) contre les Marocains du RS Berkane, en match disputé dimanche soir à Tizi-Ouzou, également pour le compte de la 4e journée. Dans l'autre match de ce groupe «B», les Camerounais du Coton Sport Garoua avaient atomisé un peu plus tôt dans l'après-midi les Zambiens du NAPSA Stars (5-1). Ainsi, à l'issue de cette quatrième journée, le Coton Sport consolide sa première place avec neuf points, devant la JSK (2e/6pts), le RS Berkane (3e/5 pts) et le NAPSA Stars (4e/1 point). Tout comme pour l'ESS, l'espoir d'une qualification en quarts de finale reste permis pour les Canaris, qui mathématiquement ont encore toutes leurs chances.

Fédération algérienne de handball Habib Labane reconduit

Le président sortant de la Fédération algérienne de handball (FAHB), Habib Labane, a été reconduit lundi à la tête de l'instance fédérale, à l'occasion de l'assemblée générale électorale tenue à Alger. La liste du candidat-président a récolté 50 voix, contre 33 pour celle du président de la Ligue de Béjaïa, Tahar Alloui et 16 en faveur de la liste du

patron de la JSE Skikda, Yassine Aliout. Recalé par les commissions de candidatures et de recours de la FAHB, Yassine Aliout était revenu en course après avoir déposé un recours auprès de la Commission nationale de suivi du renouvellement des instances et structures sportives nationales qui a rendu son verdict dans la soirée de dimanche.

Handball - Festival des jeunes à Arzew Un tournoi avec 12 clubs

L'ES Arzew, pensionnaire de l'Excellence algérienne de handball, organise tout au long du mois de Ramadhan, un festival de la discipline dédié aux catégories jeunes, a-t-on appris lundi auprès de son président. Selon Amine Benmoussa, ce festival auquel prendront part pas moins de 12 clubs affiliés à la Ligue de handball de la wilaya d'Oran, concerne les catégories des moins de 15, 17 et 19 ans. Les finales auront lieu lors du dernier jour du mois de carême. Le même responsable a mis en relief l'importance de cette manifestation, «surtout qu'elle intervient après plus d'une année de l'interruption des activités sportives dans le cadre des mesures endiguant le coronavirus». «C'est une occasion pour ces jeunes de se retremper dans l'ambiance de la compétition après un très long arrêt. Nous tenons à les encourager pour surpasser cette phase difficile dans leur carrière sportive, en honorant les vainqueurs à l'issue du tournoi,

dont le match d'ouverture est prévu pour la soirée de la veille du mois sacré», a-t-il dit. Les rencontres du festival, organisé conjointement avec la Direction locale de la jeunesse et des sports et la Ligue de wilaya de la discipline, auront lieu en plein air sur un terrain de proximité de handball dans la commune d'Arzew, vu que les salles omnisports sont ouvertes uniquement pour les seniors, a-t-il précisé. Par ailleurs, Amine Benmoussa a indiqué que la convention devant lier la Fédération algérienne et l'Union arabe de handball relative à l'organisation à Oran et Arzew du championnat arabe des clubs en octobre prochain, «sera signée dans les prochaines semaines». Il a imputé ce retard accusé dans l'accomplissement de cette opération aux difficultés rencontrées par la délégation de l'instance arabe pour se rendre en Algérie à cause de la fermeture de l'espace aérien du pays dans le cadre de la lutte contre la Covid-19.

Espagne

Le Betis frustre l'Atlético



Sans briller, l'Atlético reprend la main. Après une première période emballante ponctuée par des buts de Yannick Carrasco et Cristian Tello, le Betis Séville et l'Atlético de Madrid se sont annihilés durant un second acte dénué d'occasions franches (1-1). Résultat : un partage des points qui permet aux Colchoneros de récupérer provisoirement leur première place aux dépens du Real Madrid, mais sans se donner la moindre certitude pour la suite. Le Betis reste sixième de Liga. Joao Felix et Kieran Trippier sont sortis sur blessure. Dépeuplé au coup d'envoi avec les absences de Luis Suarez, Dembélé, Lemar, Llorente et Kondogbia, l'Atlético n'a pas pour autant semblé souffrir d'un complexe d'infériorité ce dimanche soir, sur la pelouse du Betis Séville. Car la formation de Diego Simeone, qui devait absolument ramener un résultat pour récupérer son trône au détriment du Real Madrid, n'a pas mis longtemps avant d'ouvrir le score.

Après s'être appuyé sur Joao Felix, Angel Correa s'est emparé sur Claudio Bravo. Mais Yannick Carrasco, opportuniste, n'a pas laissé passer le ballon qui traînait pour l'envoyer au fond des filets et donner l'avantage aux siens dès la 5e minute de jeu, inscrivant le but le plus rapide de la saison pour l'Atlético (1-0). Dans la foulée, Saul a bien cru doubler la mise, mais sa puissante tête piquée a été arrêtée sur sa ligne par Claudio Bravo (15e). Alors que l'Atlético semblait parti pour dérouler, les Colchoneros ont été pris de court par Cristian Tello, qui a fusillé Oblak en reprenant un superbe centre à mi-hauteur d'Alex Moreno depuis le côté gauche (1-1, 20e). Les deux équipes se sont alors livré un duel très équilibré jusqu'à la pause, sans que Correa (34e) ni Carrasco (37e) n'arrivent à remettre les leurs aux commandes. Au retour des vestiaires, cette première période aussi agréable qu'équilibrée a laissé place à un

second acte sans grand spectacle. Et pour ne rien arranger, Joao Felix a dû laisser sa place dès la reprise à cause d'une blessure à la cheville. Un petit peu plus entreprenante, la formation de Manuel Pellegrini a bien essayé de prendre l'avantage, mais Jan Oblak, décisif, a repoussé la tête d'Emerson (57e) et la lointaine frappe de Canales (62e) en plus d'une tentative à bout portant de Lainez, pour son tout premier ballon (76e). Sans véritables armes offensives, les Colchoneros, qui ont également vécu la sortie de Kieran Trippier, touché au dos (78e), ont essayé d'arracher la victoire en toute fin de rencontre. Mais par deux fois, Angel Correa, à bout de forces, a buté sur Claudio Bravo (90e, 90e+3). Un service minimum, donc, pour l'Atlético, qui récupère sa première place de Liga avec un point d'avance sur le Real Madrid. Mais non sans perdre un nouveau joker, après avoir compté jusqu'à 12 points d'avance en tête du championnat.

Angleterre

United se détache, West Ham lorgne sur le podium

Manchester United, avec de très bons Pogba et Cavani, a fait le trou derrière lui en renversant Tottenham (3-1), dimanche pour la 31e journée, alors que West Ham s'est repositionné au pied du podium en battant Leicester (3-2). Une première période médiocre de Manchester United, Tottenham qui perd après avoir mené, sans oublier la traditionnelle polémique liée à la VAR: le match entre Spurs et Red Devils a respecté à la lettre les maux des deux équipes. C'est malgré tout Ole Gunnar Solskjaer qui souriait en sortant du terrain, son équipe étant

désormais solidement arrimée à la 2e place avec 7 points d'avance sur Leicester 3e, mais encore à 11 longueurs de City, malgré un match en moins. En résistant au retour désespéré de Leicester en fin de match, West Ham a repris la 4e place, qualificative pour la Ligue des Champions, et talonne les Foxes.

Avec 55 points, les hommes de David Moyes dépassent Chelsea, à un point, et Liverpool à deux. Ils reviennent surtout à une petite longueur de leur adversaire du jour, et donc du podium. Dans les autres matches de la journée, Arsenal

s'est facilement imposé chez la lanterne rouge Sheffield United (3-0), avec à la clé un doublé d'Alexandre Lacazette qui a ouvert et clôturé la marque (33e et 85e). En bas du classement, Newcastle est allé remporter un succès capital contre Burnley (2-1) grâce à Allan Saint-Maximin, sorti du banc à la 57e pour offrir l'égalisation à Jacob Murphy à la 59e puis marquer le but de la victoire à la 64e après une action en solitaire. Toujours 17e, mais avec 6 points de plus et un match en moins que Fulham, 18e et premier relégable, les Magpies respirent mieux.

France

Le groupe de tête fonce, Nantes s'enfoncé

Monaco (3e) et Lyon (4e) ont suivi le rythme imprimé par le leader Lille et son dauphin parisien, dimanche lors d'une 32e journée de Ligue 1 emballante pour Lens et pleine de «tristesse» pour Nantes, l'avant-dernier encore défait. A six journées du terme, l'écart reste ultra-serré entre les locomotives du championnat qui ont filé à toute vapeur ce week-end: cinq points séparent toujours le LOSC de l'OL. Après Lille vendredi à Metz (2-0) puis Paris samedi à Strasbourg (4-1),

Monaco a fait le plein de points dimanche devant la lanterne rouge Dijon (3-0) comme Lyon face à Angers (3-0), également à domicile. Les Lyonnais ont enfin gagné en championnat, après un mois sans succès, grâce au capitaine néerlandais Memphis Depay (21e, 83e) et au milieu brésilien Lucas Paqueta (41e), déjà performant jeudi en Coupe de France contre le Red Star avec un but, une passe décisive et un tir au but réussi. Plus tôt, l'AS Monaco avait connu une conclusion

similaire, mais un scénario différent face à Dijon qui lui a tenu tête jusqu'à la pause. Entré à la mi-temps, comme Cesc Fabregas, le capitaine Wissam Ben Yedder a provoqué un penalty, raté mais que Stevan Jovetic a exploité (50e), puis réussi un doublé (63e, 90e sur penalty). «Il va rester sur le banc jusqu'à la fin de la saison puisqu'il marque!», a plaisanté l'entraîneur Niko Kovac à propos de l'attaquant français, remplaçant au coup d'envoi pour la 3e fois consécutive en championnat.

Italie

L'Inter «voit» le scudetto, la Juve et Naples assurent

La «ligne d'arrivée» est en vue: l'Inter Milan a décroché dimanche contre Cagliari (1-0) sa onzième victoire consécutive pour préserver son avance confortable sur la meute des poursuivants, également tous vainqueurs comme la Juventus, l'Atalanta et Naples. Dans cette 30e journée sans opposition directe entre les rivaux pour l'accès à la Ligue des champions, tous les candidats au Top 4 ont, comme Milan (2e) à Parme (3-1) samedi, fait respecter la hiérarchie: la Juve (3e) contre le Genoa (3-1), l'Atalanta (4e) sur la pelouse de la Fiorentina (3-2), Naples (5e) à Gênes face à la Sampdoria (2-0), la Lazio (6e) sur le fil à Vérone de l'Hellas (1-0) et enfin la Roma (7e) devant Bologne (1-0). L'Inter Milan a longtemps buté sur le relégable Cagliari avant de trouver la faille avec l'entrée en jeu décisive d'Achraf Hakimi: l'international marocain, à peine entré, a accéléré à droite pour offrir le but de la victoire à Matteo Darmian (77e). Onzième victoire consécutive en Serie A et sixième de suite avec un seul but d'écart pour cette machine compacte et pragmatique dessinée par Antonio Conte.

«On garde le pied sur l'accélérateur, nous ne sommes pas une équipe qui peut faire des calculs», a estimé l'entraîneur, dont l'équipe conserve ses onze points d'avance sur son dauphin, l'AC Milan. Le premier scudetto depuis 2010 semble toujours plus près: «On commence à voir la ligne d'arrivée, mais elle n'est pas encore atteinte», a souligné Conte, qui reconnaît toutefois que son Inter ne «peut plus se cacher derrière son petit doigt». Derrière l'Inter, six équipes se disputent les trois autres billets qualificatifs pour la C1. Et elles ont toutes gagnées, à commencer par la Juve et l'Atalanta qui se retrouveront le week-end prochain pour un face à face brûlant. Dejan Kulusevski (4e) et Alvaro Morata (22e) ont parfaitement lancé l'après-midi turinoise,

mais le troisième but de Weston McKennie (70e) n'a pas été de trop pour sceller une victoire que le Genoa a tenté de contester au retour des vestiaires, en réduisant la marque par Gianluca Scamacca (49e). Ronaldo, muet et frustré, est apparu agacé. «Il tenait à marquer, ce sont des choses normales», a dramatisé Andrea Pirlo. En soirée, la «Dea» a dominé mais s'est fait peur face à la Fiorentina, privée de Franck Ribéry (suspendu). L'Atalanta a été rejointe 2-2 après avoir mené 2-0 à la pause (un doublé de Dusan Vlahovic ayant répondu à celui de Duvan Zapata). Mais, juste après cette égalisation, une main florentine a offert un penalty aux Bergamasques que Josip Illicic n'a pas raté (70e). Victoire également logique pour Naples, qui a ouvert la marque en première période par Fabian Ruiz au terme d'un joli mouvement collectif puis fait le break par Victor Osimhen (87e). Les Napolitains ont toutefois aussi tremblé, avec notamment une égalisation de la Sampdoria d'abord accordée mais ensuite refusée après intervention de la VAR, pour une faute préalable de Morten Thorsby (75e). Cela a été plus juste pour la Lazio, sauvée dans le temps additionnel à Vérone par une tête de Sergej Milinkovic-Savic, comme pour la Roma, d'abord bousculée par Bologne avant de prendre le dessus juste avant la pause grâce à Borja Mayoral (44e). Petit événement chez les Giallorossi: l'ex-Parisien Javier Pastore est entré pour les dernières minutes, sa première apparition depuis juin. «Ce jour est arrivé. Merci à tous», s'est-il félicité sur Instagram. Dans le bas du classement, le Torino - 17e et premier non relégable - a réussi un joli coup en s'imposant samedi à Udine (0-1). Le «Toro», avec 5 pts d'avance, s'éloigne de la zone de relégation où sont englués Cagliari (18e), Parme (19e) et Crotone (20e), tous trois battus.

Grèce

Olympiakos remporte son 46e titre de champion



L'Olympiakos a assuré son 46e titre de champion de Grèce en remportant dimanche le derby d'Athènes (3-1) contre le Panathinaïkos pour compter 76 points, soit 22 de plus que l'Aris Thessalonique à sept matches de la fin de saison. Deux buts de l'attaquant égyptien Ahmed Hassan, le premier juste avant la pause, le

deuxième à la 72e minute, ont permis à l'Olympiakos de prendre l'avantage, puis le milieu de terrain portugais Bruma, prêté par le PSV Eindhoven, a corsé l'addition en fin de match.

Le Panathinaïkos avait pourtant ouvert la marque, à la 30e minute, sur un penalty de l'attaquant italien Federico Macheda.



SPA NUMILOG
Direction Générale de NUMILOG
Direction Transport

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 01/AC/DG/2021

SPA NUMILOG lance un appel d'offres national ouvert pour la prestation d'affrètement de Transport marchandise au profit de la Direction Transport NUMILOG ;

Les entreprises qualifiées et spécialisées dans le domaine du transport de marchandise intéressées par le présent appel d'offres sont invitées à retirer le cahier des charges de l'appel d'offres aux adresses suivantes :

appels.doffres@numilog.dz

ALGER : GROUPE DE PROPRIETE N° 19 SECTION 27 - 12 RUE ABOU NAOUAS -HYDRA - ALGER - Numéro Téléphone : 023/48/40/59 ;
BEJAIA : IRYAHEN COMMUNE TALA HAMZA - BEJAIA ;
SETIF : ZONE INDUSTRIELLE LEHLATMA, 19027 GUEJEL - SETIF ;
BOUIRA : ROUTE DE NESSIS OULED BOUTOULA - BOUIRA - Numéro Téléphone : 026/93/61/43 ;

ORAN : ZONE INDUSTRIELLE HASSI AMEUR, SECTION 11 LOT 29 PARTITION 53 LOCAL 3 - HASSI BOUNIF - ORAN.

L'offre doit être cachetée et transmise dans des enveloppes fermées qui doivent être anonymes et ne portant que la mention suivante :

Avis d'appel d'offres national ouvert
Prestation d'affrètement transport de marchandise
N° 01/AC/DG/2021 - A NE PAS OUVRIR

Les offres doivent être déposées aux adresses suivantes :

ALGER : GROUPE DE PROPRIETE N° 19 SECTION 27 - 12 RUE ABOU NAOUAS -HYDRA - ALGER ;
BEJAIA : IRYAHEN COMMUNE TALA HAMZA - BEJAIA ;
SETIF : ZONE INDUSTRIELLE LEHLATMA, 19027 GUEJEL - SETIF ;
BOUIRA : ROUTE DE NESSIS OULED BOUTOULA - BOUIRA ;
ORAN : ZONE INDUSTRIELLE HASSI AMEUR, SECTION 11 LOT 29 PARTITION 53 LOCAL 3 - HASSI BOUNIF – ORAN.

La date limite de dépôt des offres est fixée au **Dimanche 25 Avril 2021 à 18 H.** Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée de cent vingt (120) jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

مكتب محافظ البيع بالمرابدة والتقييم
الاستاذ : فلاح توفيق
محافظ البيع بالمرابدة لدى اختصاص مجلس قضاء وهران
العنوان شارع مولاي أحمد عمارة رقم 08 لموريسيار سابقا الطابق الاول وهران
Mbl: 0770/ 31-69-47 Tél /Fax: 041/36-15-51

أعلان بيع بالمزاد العلني لمحجوزات
عن طريق الاضرفة المختومة فقط
عملية البيع يوم: 2021/04/29
الساعة العاشرة صباحا 10.00

-بناء على الأمر بالحجز رقم 2020/584 ومحضر الحجز ولقائفة السيد صالح
قادة ضد السيد يوسف إبراهيم وبعد تخلي الأستاذة فخير جليل امال محضر قضائي
لدى مجلس قضاء وهران عن الملف لمحافظ البيع بالمرابدة سنشرع في عملية البيع
بالمرابدة عن طريق اضرفة مختومة للعتاد المبين في الجدول بمكتبتنا على العنوان المذكور
أعلاه.
الزيارة مسموح بها يومين قبل عملية البيع يوم 27+28 أبريل من الساعة 11.00 إلى 14.00

01 -آلة لصنع المتلجات-مقلتان كهربائية مع لواحقهما -آلة لطهي الدجاج -لوحة طهي
مع طاولة من الاليمينيوم -منضدة من الاليمينيوم- مغسل بحوضين-مكتب اليمينيوم-
غرفتان للتبريد -03خزانات للمهمات-37 من الطاولات -كراسي- 39 أريكة-
منضدة -آلة لتقطير وتدفئة الأكل - طاولة لإعداد الأكل -خزانة من الاليمينيوم -
ضاغطان للسندوتش -مخزن للكهرباء .

شروط البيع:
البيع على الحالة التي عليها العتاد .
إذا سدد المحجوز عليه الدين تلغى عملية البيع .
يعد هذا الاعلان إخطار لكل ذي مصلحة.
محافظ البيع

La SARL OZMERT ALGERIA annule deux cachets de la société contenant les informations suivantes :

1- SARL OZMERT ALGERIA
Coop. Immobilière le soldat inconnu N° 540 Bir el Jir - 0560 03 63 33

2- SARL OZMERT ALGERIA
ILOT 407 LOT 404 Local 03 1^{er} étage Haï Khmisti Bir el Jir Oran-0560 036 333-0555 039 944

SOCIETE RECRUTE Une assistante administrative

● PROFIL DU POSTE :

- Diplôme d'études supérieures (licence en français ou autres).
- Expérience dans le domaine souhaitée.
- Maîtrise de l'outil informatique.
- Habitant à Oran ou aux alentours (Gambetta - Bel Air...).

Merci d'envoyer votre candidature avec photo à l'adresse email suivante :

Contact.organisme@gmail.com



SONATRACH – ACTIVITE LQS division GNL & GPL
AVIS DE PRE-QUALIFICATION NATIONALE
N° LQS/LSH/MNT/02/2021
EN VUE DE DRESSER UNE LISTE DE CANDIDATS QUALIFIES
A REALISER LA PRESTATION DE :

« CONCEPTION ET FABRICATION DE LA PIECE DE RECHANGE MECANIQUE DE PRECISION POUR DIVERS EQUIPEMENTS DES UNITES DES ACTIVITES DE SONATRACH »

1. Objet :

La Société nationale Sonatrach /Activité LQS/Division GNL & GPL,village N° 06 SH BP 74, Aïn El Bia, 31230 ORAN-ALGERIE, a l'intention de pré-qualifier des prestataires pour la conception et la fabrication de pièces mécaniques de précision destinées pour les différents équipements installés au niveau des unités d'activités de Sonatrach.

Cet avis à pré-qualification est ouvert aux sociétés de droits algériens qui exercent dans le domaine de la conception et la fabrication de pièces mécaniques de précision.

II. Etendue des travaux de la prestation :

Les prestations à réaliser par les candidats pré-qualifiés et attributaires de marchés, au titre des consultations sélectives lancées par les différentes structures contractantes de Sonatrach, portent sur la conception et la fabrication de la pièce de rechange selon un dessin de définition et/ou sur un modèle de pièce neuve ou usagée, fournie par les structures contractantes de Sonatrach, ainsi que la réalisation des analyses chimiques des matériaux, des traitements thermiques et des essais mécaniques y afférents.

Seuls les candidats qui auront satisfait aux critères de pré-qualification seront invités à participer à la consultation sélective.

III. Retrait du dossier d'avis de pré-qualification :

Dès parution du présent dossier d'avis de pré-qualification dans la presse écrite, les sociétés intéressées pourront procéder au retrait du dossier « Dossier de candidature à la pré-qualification au projet de conception, fourniture et la livraison sur site de la pièce de rechange mécanique de précision pour divers équipements des unités des activités de Sonatrach, en langue française, auprès du Département Passation des Marchés de la Division Liquéfaction et Séparation des hydrocarbures (LSH) à l'adresse suivante :

SONATRACH
Activité Liquéfaction et Séparation, Division GNL & GPL
Département JURIDIQUE
Adresse : Village n° 06 SH BP 74, Aïn El Bia, 31.230, Oran, Algérie
Numéro de téléphone : +213 (41) 79.90.39
Numéro de télécopie : +213(41) 79.90.54
E-Mail : AVL_PMA_LQS@Sonatrach.dz

IV : Date limite de dépôt des dossiers de Pré-qualification :

Les candidats ayant retiré ou reçu par voie électronique le dossier de Pré-qualification peuvent obtenir un complément d'informations auprès du Département Passation des Marchés sis à l'adresse indiquée ci-dessus, entre 09h00 et 16h00 ou par voie électronique.

Les dossiers de candidature doivent être remis sous pli cacheté à l'adresse ci-dessus, au plus tard, le 15 mai 2021 par courrier électronique et/ou par courrier express.

Le pli extérieur doit porter clairement la mention :

« Dossier de candidature à la Pré-qualification ». Conception et fabrication de la pièce de rechange mécanique de précision pour divers équipements des Unités des Activités de Sonatrach ».

Les dossiers des candidats qui seront remis par courrier express devront être établis en trois (03) exemplaires, dont un (01) original et deux (02) copies et envoyés, sous double pli cacheté par poste ou déposés auprès du Bureau d'Ordre Général (BOG)

Le cachet du Bureau d'Ordre Général (BOG) de la structure contractante fait foi.

V. Critères de pré-qualification :

- Etre fabricant ayant déjà réalisé des prestations relatives à la fabrication de pièces de rechange mécaniques de précision pour divers équipements des installations industrielles.
- Avoir réalisé avec succès au moins trois (03) prestations de même nature durant les trois (03) dernières années, seul en tant que prestataire ou en groupement.
- Situation financière saine
- N'ayant pas des sentences ou des jugements qui ont été rendus à l'encontre du candidat ou d'un quelconque des membres d'un groupement d'Entreprises durant ces cinq (05) dernières années.

Djibouti 34 migrants morts dans le chavirage d'une embarcation



Trente-quatre migrants sont morts après le chavirage de leur embarcation au large de Djibouti, a annoncé lundi le responsable régional de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). "Les migrants étaient transportés par des passeurs", a écrit sur Twitter Mohammed Abdiker, directeur de l'OIM pour l'Est et la Corne de l'Afrique, en déplorant la "deuxième tragédie de ce genre en un peu plus d'un mois" après la mort de 20 personnes dans ce même détroit de Bab el-Mandeb le 4 mars. "De nombreux enfants" figurent parmi les corps retrouvés, a précisé à l'AFP une source au sein de l'OIM, indiquant que le cha-

virage "s'est passé vers 04H00 du matin, au nord d'Obock", ville de la côte djiboutienne. "Il s'agit d'un bateau qui a quitté le Yémen avec environ 60 migrants à bord, selon les survivants", a ajouté cette source.

"Le bateau aurait été pourchassé par les gardes-côtes et il y avait aussi, apparemment, de grosses vagues, le temps était mauvais", a-t-elle expliqué, soulignant que les survivants étaient "pris en charge par l'OIM et les autorités" djiboutiennes.

Le détroit de Bab el-Mandeb, qui sépare Djibouti du Yémen, est un lieu de fort trafic de migrants et de réfugiés, où se croisent à la fois des Yéménites fuyant la guerre et

des Africains allant tenter leur chance dans la péninsule arabique. En mars, une vingtaine de migrants en provenance de Djibouti étaient morts noyés après que des passeurs avaient jeté à la mer des dizaines de personnes présentes sur une embarcation en surcharge comptant 200 personnes. Deux incidents similaires avaient été rapportés au mois d'octobre, causant la mort d'au moins 50 migrants. "Appréhender et poursuivre les trafiquants de personnes et les passeurs qui exploitent les vulnérabilités des migrants doit devenir une priorité", a affirmé M. Abdiker dans son tweet, déplorant "trop de vies perdues inutilement".

Gigantesque incendie dans une fabrique historique de Saint-Petersbourg



Un gigantesque incendie dévastait lundi une fabrique historique de Saint-Petersbourg, d'immenses flammes et une épaisse fumée noire s'élevant au-dessus de cet emblématique bâtiment de l'ancienne capitale impériale russe.

"Selon des données préliminaires, une personne est morte, deux ont été hospitalisées", a annoncé à l'AFP le ministère russe des Situations d'urgence, tandis que le feu continue de s'étendre et ravage plusieurs étages de la "manufacture Nevski", un vaste complexe en briques

rouges dont une partie est encore un site industriel.

Plus tôt, le ministère avait déclaré à l'AFP que deux pompiers avaient été blessés et brûlés sur la moitié du corps et que le contact avait été perdu avec un troisième. Selon la même source, 40 personnes ont été évacuées. Plus de 4.000 mètres carrés sont en train de brûler, a affirmé une source des services de secours citée par les agences de presse russes.

Fontanka.ru, un site internet local d'information, a diffusé d'impressionnantes images filmées par un drone au-

dessus de l'usine, montrant plusieurs bâtiments totalement dévastés par les flammes qui étaient visibles du centre historique de la ville.

Construite par un industriel anglais au XIXe siècle, la "manufacture Nevski" a longtemps été une des plus grandes usines textiles de Russie et d'URSS. Une partie du complexe est toujours consacrée à cette activité, le reste étant soit abandonné soit loué en tant que locaux commerciaux. L'usine, située au sud-est de Saint-Petersbourg, est sur la liste des monuments historiques de la région.

Arrestation de 20 passeurs de migrants du Maroc vers l'Espagne

La police espagnole a annoncé lundi avoir arrêté 20 personnes qui se livraient au trafic de migrants sur des embarcations de fortune entre le Maghreb et l'Espagne, un réseau considéré comme responsable d'un naufrage au mois de février dans lequel quatre personnes ont trouvé la mort. Leurs victimes, en majorité marocaines et mineures, étaient approchées à Ceuta, une enclave espagnole sur la côte nord du Maroc se trouvant à quelques kilomètres des côtes du sud de l'Espagne, a indiqué la police dans un communiqué.

Ces migrants effectuaient ensuite la traversée vers la péninsule ibérique moyennant 2.500 euros, à bord de bateaux pouvant contenir 7 à 10 personnes.

Lors de l'opération, qui a mobilisé 150 policiers ainsi que des agents d'Europol, cinq armes à feu, de nombreuses munitions, ainsi que trois bateaux et de l'argent liquide ont été retrouvés lors des perquisitions.

En février, quatre person-



nes étaient mortes lors du naufrage d'un bateau soupçonné d'appartenir à l'organisation. Les décès de migrants par noyade sont fréquents dans cette zone de Méditerranée occidentale où 330 personnes sont mortes en 2020, selon un bilan de l'Organisation internationale pour les

migrations (OIM). Fin mars, quelque 4.377 migrants étaient arrivés en Espagne par la mer depuis le début de l'année, dont plus de la moitié ont touché terre dans l'archipel espagnol des Canaries, théâtre d'un flux migratoire croissant depuis la fin de l'année 2019.

Vaccin Sputnik V Le ministre des Affaires étrangères tchèque mis à pied

Le ministre des Affaires étrangères tchèque, Tomas Petricek, qui s'était dit opposé à un recours au vaccin russe contre le Covid-19 Sputnik V sans le feu vert européen, a été mis à pied, a annoncé lundi la présidence.

"La sécurité et la santé de nos citoyens passent avant tout le reste", a déclaré M. Petricek, voyant dans la décision du président tchèque prorusse Milos Zeman de le démettre un geste "politique". Le président Milos Zeman "a mis fin aux fonc-

tions de Tomas Petricek dans le respect de la Constitution", a quant à elle fait valoir la présidence dans un communiqué.

M. Petricek, un social-démocrate pro-européen, avait également critiqué une éventuelle participation de la Russie à un chantier dans le secteur du nucléaire et il était entré en conflit avec son rival, le ministre de l'Intérieur Jan Hamacek, pour le contrôle du parti social-démocrate. M. Hamacek, qui avait réussi à s'imposer au sein de cette forma-

tion politique, avait appelé à la démission de M. Petricek, estimant que son parti devait "parler d'une même voix" à l'approche des élections législatives d'octobre.

La République tchèque déplore un des taux les plus élevés du monde de mortalité due au Covid-19 et de contamination par le coronavirus, en raison, selon de nombreux Tchèques, d'une mauvaise gestion de la pandémie par le gouvernement dirigé par le milliardaire Andrej Babis.

Des experts belges suggèrent un label «Covid safe» pour les lieux publics

L'objectif "Zéro Covid" étant pour l'instant hors de portée dans les lieux publics clos, des experts belges suggèrent de mettre en place des dispositifs de sécurité (désinfection, ventilation des locaux) sous le contrôle des pouvoirs publics pour rouvrir les cafés, restaurants et salles de spectacle. Vu "l'exaspération" dans ces secteurs privés d'activité depuis près de six mois, "il est temps d'adapter notre stratégie", écrivent dans une tribune au quotidien Le Soir trois experts parmi les plus écoutés du pays dans cette crise sanitaire.

Leur postulat: les restrictions risquent d'être de moins en moins respectées dans les semaines à venir, y compris par certains commerçants, et la logique d'une réglementation sectorielle par secteur suscite des frictions entre eux, ainsi qu'un marchandage politique permanent et délétère pour la confiance dans le bien-fondé des mesures.

Une solution serait de contraindre les exploitants de cafés, restaurants, théâtres ou cinémas à prévoir un certain nombre de dispositifs anti-Covid, qui seraient comparables à la "sécurité incendie" avec laquelle "il n'y a pas lieu de transiger", poursuivent le chercheur en épidémiologie Marius Gilbert et les infectiologues Leila Belkhir et Nathan Clumeck. "Dispositifs de ventilation, de désinfection de l'air, filtres EPA, détecteurs CO2, protocoles de circulation: tous ces moyens existent et devraient être mobilisés pour contribuer à faire de nos lieux publics des endroits où la transmission peut être réduite à un risque résiduel parfaitement acceptable, quitte à les compléter par des protocoles additionnels comme le port du masque ou l'utilisation de tests pendant des périodes sensibles", ajoutent-ils. Selon eux, "les communes pourraient être investies de la responsabilité de con-

seiller, soutenir et vérifier la conformité covid safe des lieux publics" et "la même démarche devrait être entreprise dans les entreprises publiques ou privées", "avec un soutien financier éventuel de l'Etat".

"Il est probablement nettement moins coûteux pour les dépenses publiques de soutenir ces investissements que de payer des subsides pour fermeture ou chômage partiel des activités dites non essentielles auxquelles de nouvelles résurgences épidémiques pourraient nous exposer", argumentent les experts.

La Belgique, pays de 11,5 millions d'habitants où la pandémie a fait plus de 23.000 morts, a connu fin mars un nouveau tour de vis dans les restrictions pour endiguer la troisième vague. Les coiffeurs ont dû de nouveau baisser le rideau et les écoles ont été fermées une semaine avant les congés de Pâques (qui s'achèvent le 18 avril).

Pandémie, cocaïne

La criminalité en Europe au «point de rupture»

La pandémie causée par le coronavirus risque de favoriser pendant des années le crime organisé en Europe, qui a déjà atteint un "point de rupture" en raison d'un afflux de cocaïne sans précédent, s'inquiète Europol dans un rapport paru lundi. Les réseaux criminels vont probablement profiter de la crise économique provoquée par le Covid-19 pour infiltrer des entreprises légales devenues plus vulnérables, conclut l'agence européenne de police dans ce rapport rédigé tous les quatre ans.

Cherchant à tirer profit des efforts faits à travers le monde pour surmonter la crise sanitaire, ces bandes organisées offrent également de faux vaccins contre le Covid ou de faux autotests, souligne l'agence qui a son siège à la Haye. "Nous avons atteint un point de rupture", a déclaré la directrice d'Europol Catherine De Bolle, dans un entretien avec l'AFP. "L'impact sur la vie des citoyens, sur l'économie et l'Etat de droit est trop important.

Voilà ce qui ressort de ce rapport", a-t-elle ajouté. "Une pandémie prolongée mettra une forte pression sur l'économie européenne et mondiale" et la récession attendue "peut façonner la criminalité grave et organisée pour les prochaines années", précise Europol dans ce document. "Les criminels s'adaptent très facilement à la pandémie", a souligné la commissaire européenne aux Affaires intérieures Ylva Johansson au cours de la présentation du rapport, qui a eu lieu à Lisbonne car le Portugal

assure actuellement la présidence tournante de l'UE.

«DES QUANTITÉS DE COCAÏNE SANS PRÉCÉDENT»

Europol s'inquiète aussi d'une augmentation de la corruption liée au trafic de drogue, "des quantités de cocaïne sans précédent" étant au centre d'un trafic "vers l'UE en provenance d'Amérique latine, générant des bénéfices de plusieurs milliards d'euros" pour les réseaux criminels dans ces deux régions.

De surcroît, la pureté de la cocaïne ainsi acheminée est désormais au "plus haut niveau jamais atteint dans l'UE". Le trafic de cocaïne "alimente des structures criminelles qui se servent de leurs énormes ressources pour infiltrer et saper l'économie de l'UE, les institutions publiques et la société", relève Europol.

Les coups de filet effectués par la police dans d'importants ports européens comme Anvers, Hambourg et Rotterdam ont permis des saisies record, dont celle d'une cargaison de 23 tonnes de cocaïne par les autorités néerlandaises et allemandes à la fin février.

Ce trafic est en outre à l'origine d'une violence accrue et les criminels "n'ont plus peur d'utiliser des armes à feu, des grenades ou la torture", a relevé la directrice d'Europol.

La crise sanitaire qui dure depuis plus d'un an a eu un impact très important dans la façon dont opèrent les bandes organisées. Des



entreprises affaiblies par la pandémie peuvent devenir une proie facile aux yeux de ceux qui cherchent à s'en servir pour des activités illégales, notamment pour le blanchiment de capitaux.

«COMMERCE DE FAUX VACCINS»

L'épidémie provoquée par le coronavirus a également ouvert de nouvelles possibilités d'exploiter les craintes de la société. "Au début, nous avons observé une augmentation de la contrefaçon de masques et de gel hydroalcoolique.

Nous voyons désormais une

hausse dans le commerce (de la quantité) de faux vaccins et de faux autotests", a expliqué Mme De Bolle à l'AFP. "Ces (faux) vaccins sont un risque pour la santé. Il ne faut pas les acheter", a-t-elle prévenu. La pandémie a par ailleurs favorisé la cybercriminalité, dans la mesure où les restrictions en vigueur dans de nombreux pays ont obligé leurs habitants à vivre et à travailler davantage sur internet. "Des infrastructures cruciales vont continuer d'être la cible des cybercriminels pour les années à venir.

Cela représente un risque significatif", note Europol dans son rapport. Fin janvier, les autorités de

plusieurs pays occidentaux, dont les Etats-Unis, des Etats de l'UE et l'Ukraine, avaient marqué un point important face au cybercrime avec le coup de filet qui a permis de démanteler le logiciel malveillant Emotet, jugé "le plus dangereux du monde". Aussi bien la fraude financière que l'exploitation sexuelle de mineurs sont devenues des problèmes majeurs sur le front de la criminalité virtuelle.

L'agence européenne de police s'inquiète notamment du risque d'"attaques sophistiquées et de grande ampleur contre des infrastructures essentielles pour y accéder et voler des données sensibles".

Etats-Unis

Colère après la mort d'un jeune noir dans une fusillade avec la police

Une banlieue de Minneapolis, ville américaine où se déroule le procès d'un policier accusé du meurtre de George Floyd, était placée sous couvre-feu lundi matin après des manifestations la veille au soir suite à la mort d'un jeune homme noir sous les tirs d'un policier.

Des centaines de personnes s'étaient rassemblées devant le poste de police de Brooklyn Center, au nord-ouest de Minneapolis, et la police a fait usage de gaz lacrymogènes et de grenades assourdissantes pour disperser la foule, a constaté un journaliste vidéo de l'AFP.

Vers minuit heure locale (05H00 GMT), la Garde nationale a été déployée sur le site et le maire de Brooklyn Center, Mike Elliott, a décrété un couvre-feu de 01H00 à 06H00 locaux lundi. "Nous voulons nous assurer que tout le monde soit en sécurité", a tweeté le maire. "S'il vous plaît, soyez prudents et rentrez chez vous".

Peu avant sa mort, la victime, Daunte Wright, un jeune Afro-américain âgé de 20 ans, avait appelé sa mère pour la prévenir qu'il était emmené par des policiers, a expliqué celle-ci dimanche soir à la foule selon des médias locaux. Katie Wright a raconté avoir entendu des policiers demander à son fils de lâcher son téléphone et l'un d'entre eux a mis fin à l'appel. Peu après, la petite amie de Daunte Wright l'a appelée pour lui dire que son fils avait été abattu. Le bureau des affaires criminelles du Minnesota a confirmé auprès de l'AFP qu'il enquêtait sur l'implication d'un officier de police dans une fusillade à Brooklyn Center, sans toutefois révéler l'identité de la victime.

Selon un communiqué de la police de Brooklyn Center, des policiers ont arrêté le conducteur d'une voiture pour infraction au code de la route. Ils se sont alors aperçus qu'il faisait l'objet d'un mandat d'arrêt et ont tenté de l'interpellé. Mais il est remonté dans sa voiture et un officier de police a fait usage de son arme, touchant le conducteur, qui est mort sur place, selon le communiqué. La passagère du véhicule a été blessée, sans que sa vie soit en danger, et transportée à l'hôpital, a poursuivi le communiqué sans préciser l'identité de la femme.

Le maire de Brooklyn Center a qualifié les tirs d'incident "tragique" et Tim Walz, le gouver-



neur du Minnesota où est située Minneapolis, a déclaré que l'Etat "déploie la perte d'une nouvelle vie d'un homme noir aux mains des forces de l'ordre".

«JUSTICE POUR DAUNTE WRIGHT»

Dimanche soir, quelque 200 personnes se sont rassemblées à Brooklyn Center pour protester. Des photos montrent des hommes frappant du pied le pare-brise d'un véhicule de police. Selon le journal Star Tribune, la police a fait usage de balles en caoutchouc pour tenter de disperser les manifestants.

Au bout d'une heure, les policiers ont réduit leur présence et la foule, composée de quelque 200 manifestants, a allumé des bougies et écrit des messages à la craie sur le trottoir réclamant "justice pour Daunte Wright".

Mais de nouveaux incidents ont éclaté quand plusieurs centaines de manifestants se sont ras-

semblés devant le quartier-général de la police de Brooklyn Center. La police a alors tiré des gaz lacrymogènes et des grenades assourdissantes. Lors d'une conférence de presse, John Harrington, le responsable de la sécurité dans l'Etat du Minnesota, a déclaré que "des pierres et d'autres objets ont été jetés" sur les bureaux de la police et qu'une vingtaine de magasins ont été pillés dans un centre commercial. Il a ajouté que les effectifs de la Garde nationale dans le secteur seraient renforcés lundi.

Cet incident a eu lieu alors que se déroule à Minneapolis le procès de Derek Chauvin, un policier accusé du meurtre de George Floyd, un Afro-Américain mort en mai dernier dans cette ville, après avoir été immobilisé pendant de longues minutes sous le genou de ce policier. Sa mort avait déclenché l'indignation dans le monde et des mois de manifestations et d'émeutes dans tout le pays dénonçant le racisme et la brutalité policière.

Indonésie: huit morts dans un séisme

Au moins huit personnes ont péri dans le séisme de magnitude 6 qui a secoué samedi l'est de la principale île indonésienne de Java, a annoncé l'agence de gestion des catastrophes dans un bilan actualisé.

L'agence n'a pas précisé si le bilan pourrait augmenter mais a assuré qu'aucun disparu n'avait été signalé.

Le tremblement de terre a été enregistré à une profondeur de 82 km, à environ 45 km de la localité de Malang, agglomération de près de trois millions d'habitants. Un précédent bilan a fait état de 6 morts.

Des images diffusées par les médias ont montré un plafond effondré dans un hôpital ainsi que des débris sur le sol du parlement local à Blitar, au sud-ouest de Malang.

L'Indonésie est régulièrement touchée par des tremblements de terre ou des éruptions volcaniques du fait de sa position sur la "ceinture de feu" du Pacifique, où les plaques tectoniques entrent en collision.

En 2018, un séisme d'une magnitude de 7,5 avait provoqué un tsunami qui avait frappé Palu, sur l'île de Sulawesi, entraînant la mort ou la disparition de 4.300 personnes. Mais le pays reste marqué par le séisme du 26 décembre 2004 d'une magnitude de 9,1 au large des côtes de Sumatra, qui a provoqué un important tsunami ayant entraîné la mort de 220.000 personnes dans toute la région, dont 170.000 en Indonésie.

La cybercriminalité, principal risque pour l'économie



Le président de la Banque mondiale américaine est plus inquiet du risque d'une cyberattaque à grande échelle que d'une crise financière mondiale semblable à celle de 2008. Les risques d'une crise ressemblant à celle de 2008 avec un besoin de renflouement des banques par les gouvernements "sont très, très faibles", a déclaré Jerome Powell, au cours de l'émission 60 minutes sur la chaîne américaine CBS news.

"Le monde change. Le monde évolue. Et les risques aussi. Et je dirais que le risque que nous surveillons le plus est le cyber risque", a-t-il dit, ajoutant que c'est une inquiétude partagée par de nombreux gouvernements, de grandes entreprises privées en particulier financières. C'est aussi contre ce risque que tous ces acteurs investissent le plus. Jerome Powell a souligné que la Réserve fédérale (Fed) envisage différents types de scénarios.

"Il existe des scénarios dans lesquels (...) le système de paiements ne peut pas fonctionner. Les paiements ne peuvent pas être effectués. Il existe des scénarios dans lesquels une grande institution financière perdrait la capacité de suivre les paiements qu'elle ef-

fectue et des choses de ce genre", a-t-il détaillé. La Fed envisage aussi la possibilité qu'une partie ou même une grande partie du système financier puisse s'arrêter. "Nous passons donc beaucoup de temps, d'énergie et d'argent pour nous prémunir contre ça", a souligné le patron de la puissante institution, en rappelant que des cyberattaques visent de grandes institutions "tous les jours".

DOLLAR NUMÉRIQUE

Jerome Powell a par ailleurs été interrogé sur la possibilité de créer un dollar numérique alors que la Chine est devenue le mois dernier la première grande puissance économique mondiale à dévoiler une cryptomonnaie. Il a souligné que pour l'heure, la Fed évaluait cette possibilité.

"Nous pensons qu'il est de notre devoir de comprendre. Comment cela fonctionnerait-il? Quelles en seraient les caractéristiques?", a-t-il expliqué.

Il a également indiqué que la Fed était en train de développer un logiciel et même de concevoir l'apparence d'un dollar numérique américain, mais la décision finale de le rendre public ne sera prise qu'une fois son

impact pleinement compris. Le dollar est "la monnaie de réserve du monde. Le dollar est si important (...) Nous n'avons pas besoin d'être les premiers à le faire. Nous voulons bien faire les choses. Et c'est ce que nous allons faire", a-t-il insisté. En octobre dernier, Jerome Powell avait déjà indiqué que les Etats-Unis réfléchissaient à l'émission de leur cryptomonnaie mais il avait alors prévenu que l'évaluation complète des avantages et des risques prendrait du temps. La création d'un dollar numérique pourrait être bénéfique à l'économie américaine, a estimé plus récemment la secrétaire au Trésor, Janet Yellen dans un entretien au New York Times publié le 22 février dernier. Elle avait alors évoqué la nécessité pour les Banques centrales de bien évaluer les problématiques associées, notamment la protection des consommateurs.

S'agissant de l'économie américaine, Jerome Powell a estimé qu'elle était désormais "à un point d'inflexion": la croissance et l'emploi vont s'accélérer dans les mois à venir. Mais il a une nouvelle fois insisté sur le fait que la pandémie de Covid-19 continuait à présenter un risque.

Crise climatique

Un Autrichien atteint de sclérose en plaques saisit la CEDH

Un Autrichien souffrant d'une sclérose en plaques dont les symptômes s'aggravent quand les températures grimpent, vient de porter plainte contre son pays pour avoir échoué à le protéger contre le réchauffement climatique. Ce recours a été déposé auprès de la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH), a annoncé lundi la branche locale du mouvement Fridays For Future, initié par la militante suédoise Greta Thunberg.

"Dès qu'il fait plus de 25 degrés, je dois me déplacer en fauteuil roulant. En d'autres termes, je suis déjà affecté par la crise climatique et je le serai encore plus dans le futur", explique Mex M., qui souhaite garder l'anonymat, cité dans le communiqué. Débouté en octobre par la justice autrichienne "pour des questions de forme", ce consultant en énergie de 40 ans se tourne désormais vers l'instance européenne, au motif que l'Autriche viole selon lui plusieurs dispositions de la Convention européenne des droits de l'Homme, dont son article 2 sur le "droit à la vie".

"La loi nationale sur le climat est très faible et en outre, l'arsenal judiciaire actuel ne nous donne pas la possibilité de déposer de recours", explique à l'AFP son avocate Me Michaela Krömer. A travers cette requête, "nous demandons donc le droit de contester cette loi et nous réclamons aussi des mesures climatiques plus efficaces".



"L'Etat a échoué à agir et doit faire davantage pour limiter la hausse des températures de la planète à 1,5 degré" par rapport aux niveaux antérieurs à la révolution industrielle, poursuit-elle. Sollicité par l'AFP, le ministère de l'Environnement, dirigé par un membre du parti écologiste depuis début 2020, n'avait pas répondu dans l'immediat. Le dossier d'un millier de pages a été transmis vendredi à Strasbourg, où la Cour devrait décider d'ici à l'été si l'affaire est traitée en priorité au vu de l'urgence climatique. Fridays

for future avait lancé une campagne de financement participatif ("crowdfunding") qui a permis de récolter 30.000 euros afin de couvrir l'ensemble des frais. Deux plaintes similaires sont en cours d'examen par la CEDH: six Portugais âgés de huit à 21 ans accusent 33 Etats européens d'avoir failli à leurs engagements sur la lutte contre le réchauffement climatique, tandis qu'en Suisse, l'association "Les Aînés pour la protection du climat" poursuit la Confédération helvétique pour négligence climatique.

APARTEMENTS

■ Loue : F3 Rue Lourmel. 1er (2,5 U) - Bureau 31 m² Rue la Remonte. 1er (3 U) - F3 + Box Bd des Lions. 4ème (6 U) - F2 Rue Cavaignac. 2ème (2,5 U) - F1 St Pierre. RDC (1,5 U) - F1 à Coca. 1er (1,5 U) - AG. " ABDAL-LAH " - 041.29.14.59 / 0770.40.87.48

■ Cherche Location F2 - F3 meublé ou sans - Paiement par mois - à ORAN-Ville pour particulier - Tél : 0550.12.54.69 - 0555.72.12.76

■ A vendre ou Echange un Appartement F3 au RDC à HASSI AMEUR contre Appartement ou Local à ORAN - Tél: 0555.94.40.80

■ Vends Appartement F3 à HLM en face la Météo au 1er étage - Acté - Pas de dettes - Ensoleillé - Avec des Placards - Propre - Bon voisinage - Prix après visite - Tél : 0553.33.23.16 / 0782.03.18.07

■ A louer F4 au 5ème étage - Equipé - à AADL 200 Logts Es-Senia - ORAN - Tél : 0554.99.97.88

VILLAS

■ A louer à St-Eugène Oran, petit immeuble, 2 apparts 250 m² chacun + local RDC 200 m² + grand dépôt 1.250 m², ensemble ou séparément - Tél : 0661.20.13.03 - 0773.65.29.46

■ A vendre Villa à Maraval - ORAN - ancienne bâtisse de 320 m² + Façade de 16 m - F3 + Gd Salon + Cuisine + SDB + Gde Cour + Garage + Gd Dépôt et Terrasse - Endroit calme - Tél : 0553.33.30.90 - 0791.30.71.05

■ A vendre / Echange : Maison de Maître RDC à Ain El Turk - 3 Façades. Face 25 - Acté + L.F - 300 m² - F3 + Studio (Entrée indépendante et collective) + 2 SDB + 2 WC + 2 Cuisines - Eau H24 + Gaz.V + 2 Cours (40 + 100 m²) + Gar. + Jardin + Electricité + Chauff. Cent. + 2 Clim + T. fixe + Inter. - Endroit résidentiel et calme - Bon Voisin. - Tél : 0795.17.16.39 - 0696.02.07.94 - Visite sur RDV

EMPLOIS

■ Société de Promotion Immobilière à ORAN cherche des Architectes pour faire suivi et attachement des projets - Envoyez vos CV par email à l'adresse suivante : benmelissa.promo@yahoo.com

■ Société de Promotion Immobilière à ORAN cherche des Femmes de ménage sérieuses, ponctuelles et disponibles de suite - Contacter Miloud au Tél : 0552.14.31.75

■ Atelier de couture cherche des Ouvriers de couture, de broderie et l'entretien des machines avec expérience / Logement disponible à Es-Sénia - ORAN - Tél : 0560.20.28.88

■ Sté privée à Oran recrute des agents commerciaux/ administrateurs : maîtrisant Français et Anglais + diplôme informatique. (requis) envoyez CV à : recrutement.abone@gmail.com

■ CABA IMMOBILIER recrute immédiatement un(e) Agent(e) immobilier(e) expérimenté(e), ayant le sens de responsabilité - Veuillez nous envoyer votre CV à l'adresse mail suivante : cabaoran@hotmail.com - Tél : 041.40.88.40 - 0554.86.65.90

■ Atelier de couture, à Oran Choupot, recrute couturier point droit en couture traditionnelle, exp et diplôme - tél : 0549.82.77.89 ou envoyez CV par e-mail : goldenfalcon.trade@gmail.com

■ Société privée en plastique à ORAN recrute : 1. Ingénieurs ou TS en Electromécanique, Mécanique industrielle et Instrumentation - Envoyez CV avec photo e-mail : oran.plast@yahoo.fr

VEHICULES

■ Achat véhicules accidentés, en panne ou d'occasions légers et lourds Tél : 023.24.33.83 / 0550.59.03.60 / 0771.39.49.82

TERRAINS

■ Vends Terrain (M. de M. à démolir) 570 m² - Façade 20 m - Acté + L.F. - Idéal pour Promotion immobilière - Possibilité : Paiement + 2 Apparts - Pas loin de " Bab El Hara " - Choupot - ORAN - Tél: 0782.47.10.32 - 0556.98.80.62

■ Vends Terrain (M. de M. à démolir) 350 m² - 19 m façade - Acté + L.F. - Bien situé dans les ruelles de Choupot - ORAN - Tél : 0782.47.10.32 - 0556.98.80.62

■ Vends Lot de Terrain de 200 m² et 12 m de façade à 100 m de la mosquée - Acté - à Yaghmoracen - ORAN - Tél : 0782.47.10.32 - 0556.98.80.62

■ A vendre des beaux Lots de terrain de 150 m² et 300 m² : 1 seule et 2 façades - Très bien situés à Douar Boudjemaâ (Chourba) - ORAN - Tél : 0559.34.20.35 / 0779.26.41.67

LOCAUX

■ Vends / Echange Local de 142 m² situé au centre-ville avec 2 Gds rideaux contre F4 ou F5 Promot. à ORAN + complément - Etude toutes propositions - Tél: 041.36.16.43 / 0552.58.43.72

■ Vends Locaux usage Industriel, Dépôt, Chambre froide... Sup. 1.836 m² dont 900 m² couvert. HEG EL AMRIA - Accès Autoroute - Acté + Livret foncier - Tél : 0772.60.35.30 / 0655.19.23.47

■ A vendre à Bel Air - ORAN à 50 m du Bd Froment Coste : Local commercial de 160 m² (20 m² au RDC et 140 m² au 1er) - Acté - Entrée indépendante + Parking / Au RDC : Bureau PDG - Gd Open Space - 2 SDB - Convient fonction libérale avec Lignes téléphoniques + Wifi - Prix : 1 Md 950 - Tél : 0560.19.75.28

DIVERS

■ Vous entendez mais vous ne comprenez pas ; vous augmentez le son de la télé ; vous faites répéter quand on vous parle ; Test auditif gratuit chez AUDIOLEF LAZOUNI Tél : 0560.47.00.16 Tlemcen-Oran-Saida- El Bayadh - Mostaganem - Tissemsilt

■ Investisseur dans Z.I. de Sidi El Khatab - RELIZANE - Projet agro-industriel cherche Partenaire financier pour Association sur terrain de 2 Hectares - Tél : 0550.12.54.69 - 0555.72.12.76

2

10.15 Les Z'amours
10.50 Tout le monde veut prendre sa place
12.00 Journal 13h00
12.55 Ça commence aujourd'hui
15.15 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
17.00 Tout le monde a son mot à dire
17.35 N'oubliez pas les paroles
18.45 Météo 2
19.00 Journal 20h00

20.05 Laissez-vous guider



Présenté par Stéphane Bern, Lorant Deutsch

A l'occasion de la commémoration du bicentenaire de la mort de Napoléon Bonaparte, Stéphane Bern et Lorant Deutsch font découvrir les lieux qui ont marqué son histoire, à l'aide de reconstitutions en 3D. De Paris, où il rencontra l'amour de sa vie, Joséphine de Beauharnais, à l'île d'Aix, d'où il s'embarqua pour l'exil, ils font revivre les endroits aujourd'hui disparus qui ont jalonné son parcours extraordinaire : l'hôtel Chantereine, le château de Saint-Cloud, le palais du roi de Rome, les Bains chinois et le Bellerophon, navire de la marine anglaise.

3

09.48 Ensemble c'est mieux !
11.25 12/13 : Journal national
12.55 Rex
15.15 Des chiffres et des lettres
15.50 La p'tite librairie
16.00 Slam
17.30 Le 18.30
18.30 19/20 : Journal national
18.55 Ma ville, notre idéal
19.00 Vu
19.20 Plus belle la vie
19.45 Tout le sport
20.00 Météo

20.05 La stagiaire

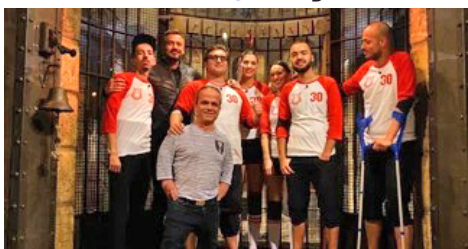


Série policière - France - 2020
Saison 6 - Episode 7/8 - Isolés
Avec Michèle Bernier, Antoine Hamel, Philippe Lelièvre, Nicolas Marié
Barth et Constance Meyer arrivent sur une île en face de Bandol pour passer un week-end en amoureux. A l'hôtel, ils découvrent avec surprise qu'il y a aussi le juge Delcourt et sa fiancée Solène et le procureur Quiring et sa compagne Milena. Un dîner bien arrosé les détend mais le lendemain matin, Victor Ziegler, le patron de l'hôtel, a disparu et il y a une panne de réseau.

4

11.00 Hé, Oua-Oua
11.50 Sam le pompier
12.30 C'est toujours pas sorcier
13.00 Les cahiers de vacances Lumni
14.20 ASKIP, le collège se la raconte
15.50 Ninjago
16.40 Les as de la jungle à la rescousse
18.10 Il était une fois... les découvreurs
19.05 Une saison au zoo

20.05 Fort Boyard



Présenté par Olivier Minne
Le duo de chanteurs toulousains Bigflo & Oli, les vidéastes humoristes McFly et Carlito, la Miss France 2015 Camille Cerf et l'actrice Audrey Pirault se démènent pour le compte du Secours populaire français, qui agit depuis 1945 contre la pauvreté et l'exclusion. Les célébrités partent à l'assaut du fort et tentent de déjouer les pièges des épreuves concoctées par le père Fouras : Le Temple maudit, L'Hôtel, Le Roi du silence, Le Coton-Tige aérien et Le Double Saut de l'ange.

5

10.45 La quotidienne
12.40 Le magazine de la santé
13.35 Au bout c'est la mer
14.10 Les 300, la bataille des Thermopyles
15.00 Ananas : le roi des fruits ?
15.55 C Jamy
16.45 C dans l'air
18.00 C à vous
19.00 C à vous la suite
19.20 Passage des arts
19.50 Salvator Mundi : la stupéfiante affaire du dernier Vinci
21.20 Le monde en face

arte

10.55 Ce que ressentent les animaux
11.50 Arte journal
12.00 Arte Regards
12.35 De l'or en barres
13.55 La véritable histoire de d'Artagnan
15.30 Invitation au voyage
16.15 X-enius
16.45 À la rencontre des peuples des mers
17.10 Au coeur de l'Australie sauvage
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes
19.50 Gluten, l'ennemi public ?
21.15 Tuer l'indien dans le coeur de l'enfant

09.30 Crimes
14.00 Si près de chez vous
15.15 Les vacances des Anges 4
18.10 Modern Family
20.05 Ennemi d'Etat
22.35 Blacklist

C 8

09.30 Tiny House : mini maison sur mesure
11.45 William à midi
13.20 Inspecteur Barnaby
17.10 Le 6 à 7 avec Casta
18.10 TPMP
20.15 Influenceurs : une vie de rêve à Dubaï



CANAL+ family 19.53

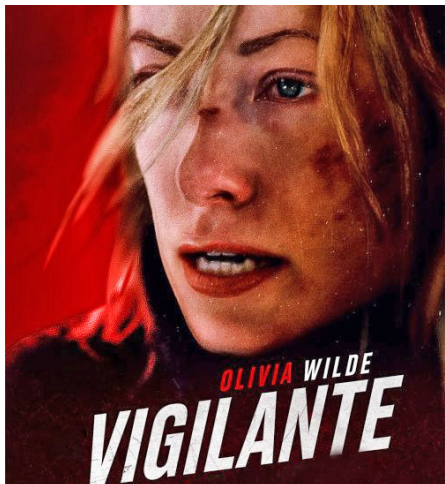
EPIC : LA BATAILLE DU ROYAUME SECRET

Film d'animation - Etats-Unis - 2013

Le professeur Bomba examine depuis longtemps la vie de la forêt, convaincu qu'il existe une forme de vie insoupçonnée. De fait, des êtres de petite taille, les hommes-feuilles, tentent de protéger l'équilibre de la forêt des attaques malveillantes de Boggan et de son armée. C'est alors que Mary-Katherine, la fille de Bomba, miniaturisée, se voit confier par la reine Tara de sauver la forêt en emportant avec elle un précieux bourgeon.

RTL9 19.50

VIGILANTE



Film de suspense - Etats-Unis - 2018
Avec Olivia Wilde, Betsy Aidem, Cheryse Dyllan, Olivia Gilliatt

Sadie a subi durant des années les violences de son mari, qui la brutalisait dès qu'il estimait qu'elle avait violé les règles édictées. Elle a réussi à s'enfuir mais reste traumatisée par ces tortures à répétition et par la perte de son fils. Durant des mois, elle s'est entraînée dur, boxe, arts martiaux, techniques de survie, pour se forger un corps de justicière. Et désormais, telle une Némésis, elle s'est lancée dans une vaste vengeance et prend la défense des femmes et des enfants victimes d'abus et de violences...

CINE + FRISSE 19.50

LES INSURGÉS



Film de guerre - Etats-Unis - 2008
Avec Daniel Craig, Liev Schreiber, Jamie Bell, Alexa Davalos

En 1941, les armées d'Hitler envahissent l'Europe. A l'Est, les juifs sont déportés ou exterminés. Pour trois hommes, cette tragédie marque le début d'une guerre dans la guerre. Lorsque leur petit village d'Europe de l'Est est envahi, les frères Bielski se réfugient dans une profonde forêt qu'ils connaissent depuis leur enfance.

TÉLÉVISION

TF1

20.05 Le labyrinthe



Film de science-fiction - Etats-Unis - 2014
Avec Dylan O'Brien, Will Poulter, Kaya Scodelario, Patricia Clarkson
Thomas se réveille dans un ascenseur qui le mène dans un espace vert, encerclé par des murs gigantesques, où vit une communauté de jeunes hommes. Les adolescents apprennent au jeune homme, temporairement amnésique, qu'ils se sont tous retrouvés ici comme lui, enfermés dans un labyrinthe géant, dont les murs se déplacent régulièrement. Il apprend également que les habitants forcés de cet endroit sont classés en catégories.

6

20.05 Pékin express



Saison 14 - La route des 3 continents
Présenté par Stéphane Rotenberg
La huitième étape de l'aventure démarre en Turquie, le long de la côte balnéaire de Kemer. Pour leur première épreuve, les concurrents seront confrontés au fameux «petit déjeuner local», séance de dégustation de spécialités étranges et de produits improbables. La course reprendra ensuite, mais sans voiture, puisque les concurrents devront faire une traversée en paddle. Ils découvriront également les environs du volcan de Mekke, puis la région de Cappadoce.

CANAL+

20.07 Raoul Taburin a un secret



Comédie - France - 2018
Avec Benoît Poelvoorde, Edouard Baer, Suzanne Clément, Victor Assié
A Saint-Céron, un petit village dans le sud de la Drôme, Raoul Taburin est un réparateur de vélos sans égal. L'homme est tellement précis dans son expertise et ses interventions que les vélos sont rebaptisés des Taburin. Raoul mène une vie heureuse auprès de son épouse Madeleine et de leurs deux enfants, mais il a un lourd secret. Cet expert du vélo est incapable d'en faire depuis l'enfance.

PLANETE +

08.53 Histoire interdite
10.39 La vie de Jésus
13.02 Mystérieuses aurores boréales
13.55 Eclipse : les secrets du Soleil
14.56 Les présidents et la télévision
16.32 Faites entrer l'accusé
18.11 Ma virée en Russie
19.05 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
19.55 Les bases secrètes des nazis
21.32 Opérations spéciales
22.48 Energy Observer, l'odyssée pour le futur

TFX

08.15 Mamans & célèbres
11.20 Les frères Scott
15.00 Mamans & célèbres
17.00 La villa des coeurs brisés
19.00 Friends



20.05 Le grand partage
22.00 Les trois frères

W9


09.30 W9 Hits Gold
10.35 W9 Hits
11.50 NCIS



15.40 Un dîner presque parfait
17.50 Les Marseillais à Dubaï
19.55 Météo
20.00 Football : Match amical international féminin
22.00 Jeanfi décolle

2	13	5	1	10	9	5	2	10	
13		9		1	6		6	1	6
5	4	7	7	9	6	6	9	8	5
4		12		6	1	4	3	4	9
7	11		9	10	4	8	4		7
1		15	7	4	5	6		5	
4		9		6	5	9	6	4	6
2	5	7	4		4	5	4	6	
7		11	2	7	6	1	8		15
4		12	4	13		11	5	9	1
10	9	1	6		9	8	1	6	4
4	8	4		10	1	8	4		5
8	4		6	1	12	4	7	4	7
5		14	11	5	4	13		13	4
	15	11	5	4	4	6		2	6

	6	4	2				3	
				5			9	
			8	4		7		6
4		2		8	3			
1						5	4	7
		6	5				2	8
	8		9			4		
		3	1		7			
9			4	2			6	

 **Poissons** 19-02 au 20-03
Multipliez les rendez-vous, même s'il faut vous déplacer. Votre capacité à communiquer est à l'honneur; même si vous n'avez pas trop la pêche physiquement, faites les efforts nécessaires.

Téhéran appelle Séoul à libérer ses fonds gelés



Le premier vice-président iranien Eshaq Jahangiri a exigé dimanche que Séoul débloque des fonds iraniens de plusieurs milliards d'euros gelés en raison des sanctions américaines en accueillant à Téhéran le Premier ministre sud-coréen Chung Sye-kyun. "Nous appelons le gouvernement coréen à libérer les ressources financières de l'Iran dans les plus brefs délais", a déclaré M. Jahangiri, dans une conférence de presse commune avec M. Chung. La visite de M. Chung survient après que l'Iran a libéré vendredi un pétrolier battant pavillon sud-coréen saisi en janvier par les forces iraniennes alors que Téhéran pressait Séoul de débloquer plusieurs milliards d'euros gelés en raison des sanctions américaines. Téhéran avait accusé Séoul de retenir "en otage" sept milliards de dollars de fonds (5,7 milliards d'euros) appartenant à l'Iran, mais a nié à plusieurs reprises que l'arraisonnement du pétrolier soit lié à cette question.

L'Iran était l'un des principaux fournisseurs de pétrole de la Corée du Sud jusqu'à ce que Séoul cesse ses achats en 2018 après la décision des Etats-Unis, sous la présidence de Donald Trump, de sortir de l'accord international sur le nucléaire iranien.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Les Houthis lancent 17 drones et missiles sur l'Arabie saoudite



Les rebelles houthis du Yémen ont affirmé lundi avoir lancé des attaques contre l'Arabie saoudite, en lançant 17 drones et missiles sur différentes cibles dont des installations du géant pétrolier Aramco.

Des raffineries d'Aramco à Djeddah, dans l'ouest de l'Arabie, et à Jubail (est) "ont été visées avec 10 drones", a annoncé la chaîne de télévision Al-Massirah, contrôlée par les Houthis. Les rebelles affirment également avoir

visé des "positions militaires sensibles à Khamis Mushait et Jizan (sud) avec cinq drones et deux missiles balistiques". L'opération, appelée "30 Chaabane", a duré toute la nuit de dimanche à lundi et s'est achevée à l'aube.

Elle a "atteint ses objectifs avec l'aide de dieu", ont encore affirmé les Houthis. Les autorités saoudiennes n'ont pas confirmé d'attaques contre des installations pétrolières. La coalition militaire menée par Ryad au

Yémen voisin, a cependant indiqué dans la nuit que six drones lancés depuis le Yémen avaient été interceptés, sans faire état de victimes.

L'Arabie saoudite conduit une coalition militaire qui intervient au Yémen depuis 2015 contre les rebelles Houthis en appui du gouvernement yéménite. Elle a confirmé de nombreuses attaques de ces rebelles contre des installations d'Aramco, des aéroports et autres objectifs civils ces derniers mois.

Incursion de dizaines de colons israéliens dans la mosquée d'Al-Aqsa



Des dizaines de colons israéliens ont fait incursion lundi dans la mosquée Al-Aqsa à El Qods occupée, accompagnés de la police de l'occupation israélienne, a déclaré le Département des dotations islamiques dans le lieu saint.

Le département a précisé dans un communiqué, que "87 colons ont envahi, ce matin, la mosquée". On s'attend à ce qu'un certain nombre de colons prennent d'assaut la mosquée, après la prière d'Al-Dhuhr. Depuis 2003, l'occupant israélien autorise les colons à faire des incursions dans la mosquée Al-Aqsa quasi-quotidiennement malgré les protestations successives du Département des Waqfs islamiques.

Deux soldats tués dans les combats dans l'est de l'Ukraine



Deux militaires ont été tués dans des combats avec des séparatistes prorusse dans l'est de l'Ukraine, a annoncé lundi ce pays, accusant à nouveau Moscou de masser des dizaines de milliers de soldats à sa frontière. Un militaire a été mortellement blessé par balle samedi et un autre lundi, a déclaré dans des messages séparés l'armée ukrainienne, dans le contexte d'une multiplication des heurts meurtriers sur la ligne de front ces dernières semaines sur fond de tensions croissantes avec Moscou.

L'Ukraine, qui craint que le Kremlin ne cherche un prétexte pour l'attaquer, l'a accusé d'avoir massé plus de 80.000 soldats près de sa frontière orientale et en Crimée, annexée par Moscou en 2014.

Selon les dernières estimations, environ 41.000 militaires russes se trouvent juste à l'est de l'Ukraine, a déclaré lundi à l'AFP la porte-parole de la présidence Ioulia Mendel. En Crimée, 9.000 soldats se sont récemment ajoutés aux 33.000 déjà présents, a-t-elle poursuivi. Selon Kiev, les séparatistes comptent en outre 28.000 combattants et plus de 2.000 conseillers et instructeurs militaires russes sur le territoire qu'ils contrôlent.

Damas accusé d'avoir utilisé des armes chimiques en 2018



L'armée de l'air syrienne est accusée d'avoir utilisé du chlore lors d'une attaque dans la ville de Saraqeb en 2018, a indiqué lundi l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) après une enquête. Une équipe d'enquêteurs de l'OIAC "conclut que des unités de l'armée de l'air arabe syrienne ont utilisé des armes chimiques le 4 février 2018 à Saraqeb", une ville à 50 kilomètres au sud d'Alep, a déclaré l'organisation dans un communiqué.

Chargée d'identifier les auteurs d'attaques chimiques, l'équipe d'identification et

d'enquête (IIT) de l'OIAC, qui siège à La Haye, a déterminé "qu'il existe des motifs raisonnables de croire" qu'un hélicoptère militaire de l'armée de l'air syrienne "a frappé l'est de Saraqeb en larguant au moins un cylindre".

"Le cylindre s'est rompu et a libéré du chlore sur une grande surface, affectant 12 personnes", précise le rapport. Le gouvernement syrien nie toute implication dans des attaques chimiques, affirmant avoir remis tous ses stocks d'armes chimiques sous supervision internationale aux termes d'un accord conclu en 2013.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

MUTISME ET COMMUNICATION

Une des tares principales de nos gouvernants réside dans le domaine de la communication. Soit ils s'en tiennent à des communiqués évasifs croyant qu'il suffisait d'indiquer qu'ils se déplacent ou qu'ils se réunissent pour croire qu'ils font preuve de transparence, soit ils versent dans des outrances verbales renversantes à mille lieues de la raison et de la circonspection. Il est parfois donné à quelques-uns de nos ministres et des autorités locales de s'égarer dans des affirmations déconvenues, nullement à la hauteur de leur responsabilité, provoquant des effets contraires au résultat escompté.

Des exemples des déphasages dans l'intention d'informer meublent la quotidienneté de l'activité des responsables officiels et la parole ou le communiqué censés éclairer la population transforment les messages en écrans de fumée. La désignation des

chargés de communication a dépassé les limites du tapage et ceux qui en ont la charge se contraignent à signaler les déplacements de leurs responsables sans expliciter en profondeur le but des visites. Peut-il en être autrement quand ministres et walis ne sont pas dupes quant à la finalité de leur vadrouille qui se limitera à vociférer des serments contre les retards des projets.

Affronter les problèmes des localités en analysant leurs genèses au vu et su de tout le monde est un exercice dangereux si seule la gestion de la carrière professionnelle est la seule et unique préoccupation. La crise multiforme nationale, à l'allure inextricable par ses ramifications profondes, n'accorde pas un abordage aisé et a

fini par inciter à se croiser les bras et à prier en silence pour laisser la fatalité s'occuper de tout. On s'abrite alors derrière la gloriole malaisée des recasements de la population ou des distributions de logements sans se préoccuper en aucune manière du futur de la cité.

On laissera à la relève le soin de perpétuer les prières.

Les médias, dans leur majorité, suivent la cadence de l'étouffement de l'information quand elle est disponible comme si une entente tacite s'était évertuée pour que la langue de bois soit mise à l'honneur en permanence. Ou alors, ils iront chercher des poux dans les têtes de ceux qui gouvernent quels que soient leurs niveaux de responsabilités.

La complicité est prenante pour que la population maudisse avec rage l'exercice politique.